

gazette
officielle
du **QUÉBEC**
O official
gazette

109^e ANNÉE
9 NOVEMBRE 1977
No 46



**LOIS ET
RÈGLEMENTS
PARTIE 2**

**LAWS AND
REGULATIONS**

PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72), au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré-à-part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de \$30 et le prix d'un exemplaire de \$1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec:

Georges LAPIERRE
Gazette officielle du Québec
Tél.: (418) 643-5195

Tirés-à-part ou abonnements:

Tél.: (418) 643-5150

Adresser toute correspondance au bureau de

L'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1N 2C9, P.Q.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is \$30, and single issues \$1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

For information concerning the publication of notices, please call:

Georges LAPIERRE
Québec Official Gazette
Tél.: (418) 643-5195

Off-prints or subscription rates:

Tél.: (418) 643-5150

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1N 2C9, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

L'Éditeur officiel du Québec, CHARLES-HENRI DUBÉ, Québec Official Publisher

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

A.C. 2801-77, 24 août 1977
Règ. 77-467, 26 août 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE-JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance no 231

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 231 de la Municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 231 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la
soixante-quatorzième assemblée du conseil
d'administration de la Société de
développement de la Baie James,
siégeant à titre de substitut du conseil
municipal de la Municipalité de la
Baie James, tenue mardi le 14 juin 1977,
à 9:30 heures.

ATTENDU que le conseil de la localité de Joutel, par sa
résolution 77-5-11, a recommandé l'adoption du règlement
no 10 décrétant les jours et heures des assemblées régulières
du conseil local.

ATTENDU qu'un avis de motion a été régulièrement donné.

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Monty, il est unanimement ordonné:

O.C. 2801-77, 24 August 1977
Reg. 77-467, 26 August 1977

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 231

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 231 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 231, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of the
seventy-fourth meeting of the
board of directors of the
James Bay Development Corporation
substituting for the James Bay
Municipal Council held on
Tuesday, 14 June 1977
at 9 30.

WHEREAS by its resolution 77-5-11, the council of the
Locality of Joutel has recommended the adoption of By-law
No. 10 decreeing the days and time of the regular meetings of
the local council;

WHEREAS a notice of motion was given in due form.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Monty:

Ordonnance no 231:

D'ADOPTER le règlement no 10 décrétant les jours et heures des assemblées régulières du conseil local de la localité de Joutel, ledit règlement devant s'appliquer exclusivement dans les limites de la localité de Joutel, conformément à l'article 37 de la Loi du développement de la région de la Baie James, chapitre 34, Lois du Québec 1971, dont le texte suit la présente ordonnance.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

QUE la présente ordonnance entre en vigueur à compter du 15 juin 1977.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'ABITIBI

MUNICIPALITÉ DE LA BAIE JAMES

LOCALITÉ DE JOUTEL

Règlement no 10 décrétant les jours et heures des assemblées régulières du conseil local de la localité de Joutel, s'appliquant dans les limites de la localité de Joutel.

**Loi du développement de la région de la Baie James
(1971, c. 34)**

1. Les assemblées régulières du conseil local de la localité de Joutel auront lieu à 20:00 heures, aux jours suivants, et ce, jusqu'au 31 décembre 1977:

Mercredi, le 15 juin 1977
Mercredi, le 13 juillet 1977
Mercredi, le 10 août 1977
Mercredi, le 14 septembre 1977
Mercredi, le 12 octobre 1977
Mercredi, le 9 novembre 1977
Mercredi, le 14 décembre 1977.

2. Le présent règlement entre en vigueur à compter de son approbation par le conseil de la Municipalité de la Baie James.

1609-o

Order No. 231:

THAT By-law No. 10 decreeing the days and time of the regular meetings of the local council of the locality of Joutel be adopted, the said By-law to be applied exclusively within the limits of the locality of Joutel, pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act, (1971, c. 34), a copy of which is appended hereto.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

THAT this Order come into force from 15 June, 1977.

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF ABITIBI

JAMES BAY MUNICIPALITY

LOCALITY OF JOUTEL

By-law No. 10 decreeing the days and time of the regular meetings of the local council of the locality of Joutel, applying within the limits of the locality of Joutel

**James Bay Region Development Act
(1971, c. 34)**

1. The regular meetings of the local council of the locality of Joutel will be held at 20 00 on the following days until 31 December, 1977:

Wednesday, 15 June 1977
Wednesday, 13 July 1977
Wednesday, 10 August 1977
Wednesday, 14 September 1977
Wednesday, 12 October 1977
Wednesday, 9 November 1977
Wednesday, 14 December 1977

2. This By-law shall come into force upon its approval by the James Bay Municipal Council.

1609-o

A.C. 2802-77, 24 août 1977
Règ. 77-468, 26 août 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE-JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance no 232

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 232 de la Municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 232 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la
soixante-quatorzième assemblée du conseil
d'administration de la Société de
développement de la Baie James,
siégeant à titre de substitut du conseil
municipal de la Municipalité de la
Baie James, tenue mardi le 14 juin 1977,
à 9:30 heures.

ATTENDU QUE le conseil de la localité de Rousseau, par sa
résolution 77-5-4, a recommandé l'adoption du règlement no
4 décrétant les jours et heures des assemblées régulières du
conseil local.

ATTENDU QU'un avis de motion a été régulièrement donné.

Sur la proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Monty, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 232:

D'ADOPTER le règlement no 4 décrétant les jours et heures
des assemblées régulières du conseil local de la localité de

O.C. 2802-77, 24 August 1977
Reg. 77-468, 26 August 1977

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 232

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 232 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 232, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of the
seventy-fourth meeting of the
board of directors of the
James Bay Development Corporation
substituting for the James Bay
Municipal Council held on
Tuesday, 14 June 1977
at 9:30.

WHEREAS by its resolution 77-5-4, the council of the
Locality of Rousseau, has recommended the adoption of
By-law No. 4 decreeing the days and time of the regular
meetings of the local council.

WHEREAS a notice of motion was given in due form.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Monty:

Order No. 232:

THAT By-law No. 4 decreeing the days and time of the
regular meetings of the local council of the locality of

Rousseau, ledit règlement devant s'appliquer exclusivement dans les limites de la localité de Rousseau, conformément à l'article 37 de la Loi du développement de la région de la Baie James, c. 34, Lois du Québec 1971, dont le texte suit la présente ordonnance.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

QUE la présente ordonnance entre en vigueur à compter du 20 juin 1977.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'ABITIBI

MUNICIPALITÉ DE LA BAIE JAMES

LOCALITÉ DE ROUSSEAU

Règlement no 4 décrétant les jours et heures des assemblées régulières du conseil local de la localité de Rousseau, s'appliquant dans les limites de la localité de Rousseau.

**Loi du développement de la région de la Baie James
(1971, c. 34)**

1. Les assemblées régulières du conseil local de la localité de Rousseau auront lieu à 20:00 heures, aux jours suivants et ce, jusqu'au 31 décembre 1977:

Lundi, le 20 juin 1977
Lundi, le 18 juillet 1977
Lundi, le 15 août 1977
Lundi, le 19 septembre 1977
Lundi, le 17 octobre 1977
Lundi, le 14 novembre 1977
Lundi, le 19 décembre 1977.

2. Le présent règlement entre en vigueur à compter de son approbation par le conseil de la Municipalité de la Baie James.

1609-o

Rousseau be adopted, the said By-law to be applied exclusively within the limits of the locality of Rousseau, pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (1971, c. 34), a copy of which is appended hereto.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

THAT this Order come into force from 20 June, 1977.

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF ABITIBI

JAMES BAY MUNICIPALITY

LOCALITY OF ROUSSEAU

By-law No. 4 decreeing the days and time of the regular meetings of the local council of the locality of Rousseau, applying within the limits of the locality of Rousseau.

**James Bay Region Development Act
(1971, c. 34)**

1. The regular meetings of the local council of the locality of Rousseau will be held at 20:00 on the following days until 31 December, 1977:

Monday, 20 June 1977
Monday, 18 July 1977
Monday, 15 August 1977
Monday, 19 September 1977
Monday, 17 October 1977
Monday, 14 November 1977
Monday, 19 December 1977

2. This By-law shall come into force upon its approval by the James Bay Municipal Council.

1609-o

A.C. 2905-77, 31 août 1977
Règ. 77-511, 2 septembre 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance numéro 230

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 230 de la Municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 230 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette Offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la
soixante-quatorzième assemblée du conseil
d'administration de la Société de
développement de la Baie James,
siégeant à titre de substitut du conseil
municipal de la Municipalité de la
Baie James, tenue mardi le 14 juin 1977,
à 9:30 heures.

ATTENDU QUE par son ordonnance 180 en date du 12
octobre 1976, la Municipalité a approuvé le site proposé par
son Service d'Hygiène Publique pour servir de lieu d'élimi-
nation des déchets de la localité de Joutel, et que ledit lieu a
été certifié conforme par le Service de Protection de l'Envi-
ronnement du Québec;

ATTENDU que ledit site est la propriété de Joutel Copper
Mines Ltd.;

ATTENDU que Joutel Copper Mines Ltd. consent à céder
ledit site à la Municipalité de la Baie James, aux fins susdites,
pour la somme nominale de \$1.00;

O.C. 2905-77, 31 August 1977
Reg. 77-511, 2 September 1977

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 230

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 230 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 230, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of the
seventy-fourth meeting of the
board of directors of the
James Bay Development Corporation
substituting for the James Bay
Municipal Council held on
Tuesday, 14 June 1977
at 9:30

WHEREAS by its Order No. 180 dated 12 October 1976, the
Municipality approved the site proposed by its Public Health
Service for the elimination of waste in the Locality of Joutel
and whereas a compliance certificate for the said site has
been issued by the Québec Environment Protection Service;

WHEREAS the said site is the property of Joutel Copper
Mines Ltd.;

WHEREAS Joutel Copper Mines Ltd. has agreed to transfer
the said site to the James Bay Municipality for the aforesaid
purposes for the nominal sum of \$1.00;

ATTENDU que le Ministère des Richesses Naturelles et le Ministère des Affaires Municipales ont approuvé la cession dudit site ainsi que du chemin d'accès conformément à l'article 130 de la Loi des Mines.

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M. MacDonald, il est unanimement ordonné:

Ordonnance No 230:

D'AUTORISER la Municipalité à accepter le transfert d'un site, propriété de Joutel Copper Mines Ltd., d'une superficie approximative de 250,000 pieds carrés, et d'un chemin d'accès d'une longueur approximative de 7,392 pieds et d'une largeur approximative de 66 pieds, situé dans une partie du Bloc I, canton de Joutel.

D'AUTORISER le gérant municipal, M. Richard Champagne, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document utile ou nécessaire pour donner plein effet à la présente ordonnance.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

QUE la présente ordonnance entre en vigueur à compter de la date de la présente assemblée.

1609-o

WHEREAS the Department of Natural Resources and the Department of Municipal Affairs have approved the transfer of the said site and also the access road, pursuant to section 130 of the Mining Act.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Ernst, duly seconded by Mr. MacDonald:

Order No. 230:

THAT the Municipality be authorized to accept the transfer of a site, property of Joutel Copper Mines Ltd., containing 250,000 square feet, more or less, and of an access road approximately 7,392 feet long and approximately 66 feet wide situate in a part of Block I, Township of Joutel.

THAT the municipal manager, Mr. Richard Champagne, be authorized to sign, for and on behalf of the Municipality, any document proper or necessary to give full effect to this Order.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

THAT this Order come into force from the date of this meeting.

1609-o

A.C. 2921-77, 31 août 1977
Règ. 77-513, 2 septembre 1977

LOI DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL
(1969, c. 84)

**C.U.M. — Nomination du directeur
du service de police**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la nomination du directeur du service de police
de la Communauté urbaine de Montréal.

ATTENDU QUE la Loi sur le Conseil de sécurité publique et le service de police de la Communauté urbaine de Montréal (projet de loi numéro 57 de la deuxième session de la trente et unième Législature) a été sanctionnée le 12 août 1977 et est entrée en vigueur par proclamation le 17 août 1977 à l'exception de certaines dispositions qui entreront en vigueur à une date ultérieure fixée par proclamation, le tout conformément à l'arrêté en conseil numéro 2637-77, en date du 17 août 1977;

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil numéro 2637-77, en date du 17 août 1977, les articles 224, 225 et 228 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, édictés par l'article 1 de ladite loi, et l'article 13 de ladite loi sont entrés en vigueur le 17 août 1977;

ATTENDU QU'en vertu dudit article 224, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le directeur sur la recommandation du ministre de la Justice lequel consulte préalablement le Comité exécutif et le Conseil de sécurité et que le directeur entre en fonction à la date fixée par l'acte de nomination lequel est publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa dudit article 225, le directeur est nommé pour une période n'excédant pas 5 ans;

ATTENDU QU'en vertu dudit article 228, le directeur, avant d'entrer en fonction, prête les serments prévus par les annexes A et B de la Loi de police devant le président du Conseil de sécurité;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 13 de ladite loi, le directeur du service de police de la Communauté urbaine de Montréal en fonction le jour de l'entrée en vigueur de l'article 224 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, édicté par l'article 1 de ladite loi, cesse d'occuper cette fonction dès que le directeur du service de police de la Communauté

O.C. 2921-77, 31 August 1977
Reg. 77-513, 2 September 1977

MONTREAL URBAN COMMUNITY ACT
(1969, c. 84)

**M.U.C. — Appointment of the director
of the Montreal Urban Community
Police Department**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the appointment of the director of the Montreal
Urban Community Police Department.

WHEREAS the Act respecting the Public Security Council and the Police Department of the Montreal Urban Community (Bill No. 57, Second Session, Thirty-First Legislature), was assented to on 12 August 1977 and came into force on 17 August 1977 by proclamation, except certain provisions which will come into force at a later date fixed by proclamation, the whole in accordance with Order in Council 2637-77 dated 17 August 1977;

WHEREAS under Order in Council 2637-77 dated 17 August 1977, sections 224, 225 and 228 of the Montreal Urban Community Act, enacted by section 1 of the Act respecting the Public Security Council and the Police Department of the Montreal Urban Community and section 13 of the said Act, came into force on 17 August 1977;

WHEREAS in virtue of the said section 224, the Lieutenant-Governor in Council shall appoint the director on the recommendation of the Minister of Justice who shall previously consult with the executive committee and the Security Council, and the director shall assume office on the date specified in the notice of appointment which shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS in virtue of the first paragraph of the said section 225, the director shall be appointed for a term not exceeding 5 years;

WHEREAS in virtue of the said section 228, the director, before assuming office, shall make the oaths prescribed in Schedules A and B of the Police Act before the chairman of the Security Council;

WHEREAS in virtue of section 13 of the said Act, the director of the Police Department of the Montreal Urban Community in office on the date of the coming into force of section 224 of the Montreal Urban Community Act, enacted by section 1 of the Act respecting the Public Security Council and the Police Department of the Montreal Urban Communi-

urbaine nommé suivant ce même article 224 entre en fonction;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE sous l'autorité du premier alinéa dudit article 224, et après consultation au préalable du comité exécutif et du Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal, monsieur Henri-Paul Vignola, assistant-directeur du service de police de la Communauté urbaine de Montréal soit nommé, à compter des présentes, pour une période de 3 ans, directeur de ce service;

QUE conformément au deuxième alinéa dudit article 224, le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1608-o

ty, shall cease to hold such office as soon as the director of the Police Department of the Montreal Urban Community appointed under the said section 224 takes office;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT pursuant to the first paragraph of the said section 224 and after previous consultation with the executive committee and the Public Security Council of the Montreal Urban Community, Mr. Henri-Paul Vignola, assistant director of the Montreal Urban Community Police Department, be appointed as from these presents director of the Department for a term of three years;

THAT in accordance with the second paragraph of the said section 224, this Order in Council be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1608-o

C.T. 107647, 9 août 1977
Règ. 77-516, 7 septembre 1977

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(1965, 1^{re} session, c. 14)

**Emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel
et leurs titulaires — Modifications**

CONCERNANT un règlement modifiant le Règlement concernant les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires.

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 13 juillet 1977, le règlement ci-joint modifiant de nouveau le Règlement concernant les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires approuvé par le C.T. 89300 du 19 mars 1975, dans le but d'y remplacer l'annexe G relative à certains emplois occasionnels exercés au ministère des Terres et Forêts;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, c. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (1970, c. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

D'approuver le règlement ci-joint adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 13 juillet 1977 à l'effet de modifier de nouveau le Règlement concernant les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires.

Le greffier du Conseil du trésor,
PIERRE-YVES VACHON.

**Règlement modifiant le Règlement
concernant les emplois ou fonctions
d'un caractère occasionnel et leurs titulaires**

La Commission de la fonction publique du Québec décrète ce qui suit:

1. Le règlement concernant les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel est modifié en remplaçant l'annexe « G » par la suivante:

T.B. 107647, 9 August 1977
Reg. 77-516, 7 September 1977

CIVIL SERVICE ACT
(1965, 1st session, c. 14)

**Positions or offices of a casual nature and
the incumbents thereof — Amendments**

CONCERNING a Regulation amending the Regulation respecting positions or offices of a casual nature and the incumbents thereof.

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 13 July 1977, the Regulation annexed hereto further amending the Regulation respecting positions or offices of a casual nature and the incumbents thereof approved under T.B. 89300 dated 19 March 1975 for the purpose of replacing Schedule G relative to certain offices of a casual nature at the Department of Lands and Forests;

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (1965, 1st session, c. 14), the regulations of the Commission are subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (1970, c. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED BY Treasury Board:

THAT the Regulation annexed hereto made by the Civil Service Commission at its meeting held on 13 July 1977 to further amend the Regulation respecting positions or offices of a casual nature and the incumbents thereof be approved.

PIERRE-YVES VACHON,
Clerk of the Treasury Board.

**Regulation amending the Regulation
respecting positions or offices of a
casual nature and the incumbents thereof**

The Québec Civil Service Commission decrees as follows:

1. The Regulation respecting positions or offices of a casual nature and the incumbents thereof is amended in replacing Schedule "G" by the following:

ANNEXE « G »

SCHEDULE "G"

MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS

(Emplois occasionnels de la catégorie « ouvrier » devant être remplis par des bûcherons affectés à la coupe du bois pour la période du 19 juillet au 31 décembre et ce, dans le cadre d'une entente conclue par le ministère des Terres et Forêts avec l'Association coopérative de Travail de Guyenne en conformité de l'arrêté en conseil numéro 307-73 du 31 janvier 1973)

Taux de rémunération s'appliquant lorsque la méthode dite de « coupe totale par bande » est appliquée:

1) Bois à pâte

Rémunération de base: \$17.00/corde

Un supplément basé sur le volume à l'acre s'ajoute le cas échéant à la rémunération de base, selon les modalités ci-après:

<i>Volume à l'acre</i>	<i>Supplément</i>
A- 3 à 4 cordes	\$40.00 l'acre
B- 4 à 5 cordes	30.00 l'acre
C- 5 à 6 cordes	22.00 l'acre
D- 6 à 7 cordes	12.00 l'acre
E- 7 à 8 cordes	4.00 l'acre
F- 8 cordes et plus	0
Débardage	8.00 la corde

2) Bois de sciage

Rémunération de base: \$19.60 le cunit

Un supplément basé sur le volume à l'acre s'ajoute le cas échéant à la rémunération de base, selon les modalités ci-après:

<i>Volume à l'acre</i>	<i>Supplément</i>
A- 2.5 à 3.5 cunit	\$40.00 l'acre
B- 3.5 à 4.25 cunit	30.00 l'acre
C- 4.25 à 5.1 cunit	22.00 l'acre
D- 5.1 à 6 cunit	12.00 l'acre
E- 6 à 6.8 cunit	4.00 l'acre
F- 6.8 cunit et plus	0
Débardage	9.20 le cunit

NOTES

A) Les échelles de rémunération ci-haut s'appliquent pour la période du 19 juillet au 31 décembre 1977.

B) Nonobstant l'article 15, le sous-chef du ministère doit conserver un dossier relatif à la nomination à titre occasionnel de tout employé et le mettre à la disposition de la

(Casual employment in the "workman" class of lumbermen assigned to timber cutting for the period 19 July to 31 December under an agreement concluded by the Minister of Lands and Forests with the *Association coopérative de Travail de Guyenne* pursuant to Order in Council 307-73 dated 31 January 1973).

Remuneration rate where the method known as "total strip cutting" applies:

(1) Pulpwood

Basic remuneration: \$17 per cord.

A supplement based on the volume per acre is added, where applicable, to the basic remuneration in accordance with the following terms and conditions:

<i>Volume per acre</i>	<i>Supplement</i>
A- 3 to 4 cords	\$40 per acre
B- 4 to 5 cords	30 per acre
C- 5 to 6 cords	22 per acre
D- 6 to 7 cords	12 per acre
E- 7 to 8 cords	4 per acre
F- 8 cords and over	0
Hauling	8 per cord

(2) Sawn timber

Basic remuneration: \$19.60 per cunit

A supplement based on the volume per acre is added, where applicable, to the basic remuneration in accordance with the following terms and conditions:

<i>Volume per acre</i>	<i>Supplement</i>
A- 2.5 to 3.5 cunits	\$40.00 per acre
B- 3.5 to 4.25 cunits	30.00 per acre
C- 4.25 to 5.1 cunits	22.00 per acre
D- 5.1 to 6 cunits	12.00 per acre
E- 6 to 6.8 cunits	4.00 per acre
F- 6.8 cunits and over	0
Hauling	9.20 per cunit

NOTES

(A) The above remuneration scales apply for the period 19 July to 31 December 1977.

(B) Notwithstanding section 15, the deputy-head of the Department must keep a record concerning the appointment on a casual basis of every employee and such

Commission à la demande de celle-ci. Ce dossier doit notamment contenir:

- a) l'identification des tâches à accomplir;
- b) l'original de l'offre de service dûment remplie et signée par l'employé occasionnel;
- c) l'acte de nomination à titre occasionnel de l'employé.

2. Le présent règlement entre en vigueur à compter de son approbation par l'autorité compétente et prend effet le 19 juillet 1977.

1607-o

record must be available to the Commission upon the latter's request. This record must contain in particular:

- (a) the identification of the duties to be performed;
- (b) the original of the application for employment duly completed and signed by the casual employee;
- (c) the notice of appointment of the casual employee.

2. This Regulation shall come into force upon its approval by the competent authority and have effect from 19 July 1977.

1607-o



A.C. 2982-77, 7 septembre 1977
Rég. 77-526, 12 septembre 1977

**LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES**
(1971, c. 34)

Ordonnance no 233

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 233 de la Municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (chapitre 34 des lois de
1971), soit approuvée l'ordonnance numéro 233 adoptée par
le conseil d'administration de la Société de développement
de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil
municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux
présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette Offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

**Extrait du procès-verbal de la
soixante-quatorzième assemblée du conseil
d'administration de la Société de
développement de la Baie James,
siégeant à titre de substitut du conseil
municipal de la Municipalité de la
Baie James, tenue mardi le 14 juin 1977,
à 9:30 heures**

ATTENDU QUE le conseil de la localité de Rousseau, par sa
résolution 77-7-7, a recommandé l'adoption du règlement
No 5 concernant l'établissement d'un taux de compensation
pour services municipaux aux roulottes.

ATTENDU qu'un avis de motion a été régulièrement donné.

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Monty, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 233:

D'ADOPTER le règlement No 5 concernant l'établissement
d'un taux de compensation pour services municipaux aux

O.C. 2982-77, 7 September 1977
Reg. 77-526, 12 September 1977

**JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT**
(1971, c. 34)

Order No. 233

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 233 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 233, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

**Extract from the minutes of the
seventy-fourth meeting of the
board of directors of the
James Bay Development Corporation
substituting for the James Bay
Municipal Council held on
Tuesday, 14 June 1977
at 9:30**

WHEREAS by its resolution 77-7-7, the council of the
locality of Rousseau has recommended the adoption of
By-law No. 5 respecting the establishment of a rate of
payment for municipal services for trailers.

WHEREAS a notice of motion was given in due form.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Monty:

Order No. 233:

THAT By-law No. 5 respecting the establishment of a rate
of payment for municipal services for trailers be adopted, the

roulottes, ledit règlement devant s'appliquer exclusivement dans les limites de la localité de Rousseau, conformément à l'article 37 de la Loi du développement de la région de la Baie James, chapitre 34, Lois du Québec 1971, dont le texte suit la présente ordonnance.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

QUE la présente ordonnance entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette Officielle du Québec*.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'ABITIBI

MUNICIPALITÉ DE LA BAIE JAMES

LOCALITÉ DE ROUSSEAU

Règlement No 5 concernant l'établissement d'un taux de compensation pour les services municipaux aux roulottes, s'appliquant dans les limites de la localité de Rousseau.

Loi du développement de la région de la Baie James (1971, Lois du Québec, c. 34)

1. Aux fins d'interprétation du présent règlement, les mots ci-après mentionnés ont la signification suivante à moins qu'ils ne soient évidemment employés dans un sens différent:

- a) le mot « conseil » signifie le conseil local de la localité de Rousseau et le mot « localité » signifie la localité de Rousseau;
- b) le mot « roulotte » signifie remorque, semi-remorque ou maison mobile utilisée comme habitation, bureau ou établissement commercial ou industriel.

2. Il est imposé un tarif de compensation annuel, tel que prévu à l'article 3 du présent règlement, pour tout propriétaire, locataire ou occupant d'une roulotte, pour les services municipaux dont la roulotte bénéficie.

3. Le tarif de compensation est celui ci-après déterminé:

— pour chaque roulotte: \$ 2.50/mois
soit \$30.00/année.

said By-law to be applied exclusively within the limits of the locality of Rousseau, pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (1971, c. 34), a copy of which is appended hereto.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

THAT this Order come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF ABITIBI

JAMES BAY MUNICIPALITY

LOCALITY OF ROUSSEAU

By-law No. 5 respecting the establishment of a rate of payment for municipal services for trailers, to be applied within the limits of the locality of Rousseau.

James Bay Region Development Act (1971, c. 34)

1. For the purposes of this By-law, unless the context indicates otherwise, the following words are to be construed as:

- (a) "council" the local council of the locality of Rousseau, and "locality" the locality of Rousseau;
- (b) "trailer" trailer, semi-trailer or mobile home used as a dwelling, office, or commercial or industrial establishment.

2. An annual rate of payment is fixed in accordance with section 3 of this By-law to be paid by the owner, lessee or occupant of a trailer for municipal services provided such trailer.

3. The rate of payment is fixed as follows:

— for each trailer: \$ 2.50 per month
being \$30.00 per year.

4. La présente compensation est exigible à compter du 1^{er} janvier de chaque année et est payable en un seul versement au plus tard dans les trente (30) jours qui suivent la mise à la poste d'une demande de paiement à cet effet.

5. Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette Officielle du Québec*.

1609-o

4. The said payment is due from 1 January of each year and is payable in one instalment not later than thirty (30) days following the mailing of a request for payment to that effect.

5. This By-law shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

1609-o

A.C. 3227-77, 28 septembre 1977
Rég. 77-584, 3 octobre 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance numéro 219

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 219 de la Municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 219 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la soixante-
onzième assemblée du conseil
d'administration de la Société de
développement de la Baie James
siégeant à titre de substitut du conseil
municipal de la Municipalité de la
Baie James, tenue au 800 est, boulevard
De Maisonneuve, bureau 2300, Montréal,
Qué., mercredi 13 avril 1977

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Ernst, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 219:

D'AUTORISER la Municipalité de la Baie James, à retenir
les services professionnels de la firme Daniel Arbour &
Associés Inc., selon les termes et conditions apparaissant au
projet de convention, dont copie dûment paraphée par le
secrétaire est versée au dossier de la présente assemblée.

O.C. 3227-77, 28 September 1977
Reg. 77-584, 3 October 1977

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 219

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 219 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No 219, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the the minutes
of the seventy-first meeting
of the board of directors
of the James Bay Development
Corporation substituting for the
James Bay Municipal Council
held at 800 De Maisonneuve
boulevard east, suite 2300,
Montreal on Wednesday, 13 April 1977

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Ernst:

Order No. 219:

THAT the James Bay Municipality be authorized to retain
the professional services of the firm, Daniel Arbour &
Associés Inc., in accordance with the terms and conditions
set forth in the draft agreement, a copy of which is duly
initialed by the secretary and filed with the record of this
meeting.

D'AUTORISER le président du conseil ou tout autre membre du conseil qu'il pourra désigner, à signer ladite convention pour et au nom de la Municipalité.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

QUE la présente ordonnance entre en vigueur à compter de la date de la présente assemblée.

1609-o

THAT the chairman of the council, or any other member of the council whom he may designate, be authorized to sign the said agreement for and on behalf of the Municipality.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

THAT this Order come into force on the date of this meeting.

1609-o

A.C. 3228-77, 28 septembre 1977
Règ. 77-585, 3 octobre 1977

LOI DE LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT
(1972, c. 49)

Raffineries de pétrole — Effluents liquides

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un Règlement relatif aux effluents liquides
des raffineries de pétrole.

ATTENDU QUE la Loi de la qualité de l'environnement (1972, c. 49) prévoit au premier alinéa de l'article 20 et au paragraphe *d* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer pour toute catégorie de contaminants, une quantité ou une concentration maximale permmissible d'émission, de dépôt, de dégagement ou de rejet dans l'environnement pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au troisième alinéa de l'article 22 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les catégories d'industries, de projets ou d'activités pour lesquels le Directeur doit, dans le cadre d'une demande d'un certificat d'autorisation, exiger une étude de l'impact que produira sur l'environnement la réalisation du projet et déterminer les modalités selon lesquelles ces études d'impact doivent être réalisées;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *a* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, classifier les contaminants et les sources de contamination;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *b* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire des catégories de contaminants ou de sources de contamination à l'application de la présente loi ou de toute partie de celle-ci;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *c* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prohiber, limiter et contrôler les sources de contamination de même que l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement de toute catégorie de contaminants pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *e* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, définir des normes de protection et de qualité de l'environnement ou de l'une de ses parties pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;

O.C. 3228-77, 28 September 1977
Reg. 77-585, 3 October 1977

ENVIRONMENT QUALITY ACT
(1972, c. 49)

Petroleum refineries — Liquid effluents

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation respecting the liquid effluents
of petroleum refineries.

WHEREAS the first paragraph of section 20 and paragraph *d* of section 31 of the Environment Quality Act (1972, c. 49), provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine for any class of contaminants a maximum permissible quantity or concentration of emission, deposit, issuance or discharge into the environment throughout all or part of the territory of the province of Québec;

WHEREAS the third paragraph of section 22 of the said Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the classes of industries, projects or activities for which the Director shall, within the framework of an application for a certificate of authorization, require a study to be made on the impact that the carrying out of the project will have on the environment and determine the terms and conditions under which such studies on impact shall be carried out;

WHEREAS paragraph *a* of section 31 of the said Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, classify contaminants and sources of contamination;

WHEREAS paragraph *b* of section 31 of the said Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, withdraw classes of contaminants or sources of contamination from the application of this Act or from any part of it;

WHEREAS paragraph *c* of section 31 of the said Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, prohibit, limit and control sources of contamination as well as the emission, deposit, issuance or discharge into the environment of any class of contaminants throughout all or part of the territory of the province of Québec;

WHEREAS paragraph *e* of section 31 of the said Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, define standards for the protection and quality of the environment or any of its parts throughout all or part of the territory of the province of Québec;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *f* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les modalités selon lesquelles une demande de certificat d'autorisation de plans et devis ou de projets doit être faite au Directeur en vertu des articles 22 et 24, et classer à cette fin les constructions, procédés industriels, industries, travaux, activités et projets;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *h* de l'article 31 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les méthodes de prélèvement, d'analyse et de calcul de toute émission, dépôt, dégage-ment ou rejet d'un contaminant;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *c* de l'article 46 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer, pour toute catégorie de contaminant ou de source de contamination, la quantité ou la concentration maximale dont le rejet est permis dans l'eau soit pour l'ensemble du territoire, soit pour une région, une rivière, un cours d'eau, un lac ou une étendue d'eau souterraine;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *d* de l'article 46 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer des normes d'exploitation pour tout service d'égout ou de traitement des eaux;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *f* de l'article 46 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prohiber ou limiter le déversement, dans tout système d'égout, de toute matière qu'il juge nuisible;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit au paragraphe *g* de l'article 46 que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer le mode d'évacuation et de traitement des eaux usées;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 124 de ladite Loi, un projet de règlement relatif aux raffineries de pétrole a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 26 janvier 1977, 109^e année, numéro 3, pages 337 à 348, avec avis qu'à l'expiration des 60 jours qui suivent cette publication, il serait présenté pour adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu que le lieutenant-gouverneur en conseil réglemente les effluents liquides des raffineries de pétrole dans l'ensemble du territoire du Québec;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre délégué à l'environnement,

WHEREAS paragraph *f* of section 31 of the said Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the terms and conditions whereunder an application for a certificate of authorization of plans and specifications or projects must be made to the Director under sections 22 and 24, and classify for that purpose the structures and industrial processes, industries, works, activities and projects;

WHEREAS paragraph *h* of section 31 of the said Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the methods for collecting, analysing and computing any emission, deposit, issuing or discharge of a contaminant;

WHEREAS paragraph *c* of section 46 of the said Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine, for every class of contaminant or source of contamination, the maximum quantity or concentration the discharge of which is allowed into water either for all the territory or for a region, river, water course, lake or underground water area;

WHEREAS paragraph *d* of section 46 of the said Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the standards of operation for any sewer or water treatment service;

WHEREAS paragraph *f* of section 46 of the said Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, prohibit or limit the dumping into any sewer system of any matter that he considers harmful;

WHEREAS paragraph *g* of section 46 of the said Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the mode of discharging and treatment of waste water;

WHEREAS, in accordance with section 124 of the said Act, a Draft Regulation respecting petroleum refineries was published in the *Québec Official Gazette* of 26 January 1977, Vol. 109, No. 3, pages 337 to 348, with a notice that at the expiry of 60 days following such publication, it would be presented for adoption by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that the Lieutenant-Governor in Council regulate the liquid effluents of petroleum refineries throughout the territory of the province of Québec;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-Delegate, Environment:

QUE le règlement annexé au présent arrêté en conseil soit approuvée et entre en vigueur lors de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, conformément à l'article 124 de la Loi de la qualité de l'environnement.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

THAT the Regulation annexed to this Order in Council be adopted and come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*, in accordance with section 124 of the Environment Quality Act.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement relatif aux effluents liquides des raffineries de pétrole

Loi de la qualité de l'environnement
(1972, c. 49, aa. 20, 22, 31 a, c, d, e, f et h
et 46 c, d, f et g)

Section I

INTERPRÉTATION

1. Définitions: Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient:

- a) « Directeur »: le Directeur des services de protection de l'environnement;
- b) « eau de ballast »: eau transportée dans un bateau pour en assurer la stabilité et la navigabilité, y compris l'eau utilisée pour le nettoyage des réservoirs de cargaison et des ballasts;
- c) « eau de refroidissement non recyclée »: eau qui circule une seule fois dans des échangeurs de chaleur simples ou en série pour refroidir les hydrocarbures ou les produits chimiques utilisés dans les procédés d'une raffinerie de pétrole et qui n'est pas destinée à entrer en contact avec ceux-ci ou avec les eaux résiduelles;
- d) « eau pluviale »: le ruissellement des précipitations qui tombent sur une raffinerie de pétrole et sur les terrains où celle-ci se trouve, y compris le ruissellement provenant de l'extérieur desdits terrains et qui s'écoule sur ceux-ci;
- e) « eau résiduaire »: eau destinée à entrer en contact avec les hydrocarbures ou les produits chimiques utilisés dans les procédés d'une raffinerie de pétrole;
- f) « effluent liquide »: toute eau usée provenant d'une raffinerie de pétrole, y compris notamment l'eau

Regulation respecting the liquid effluents of petroleum refineries

Environment Quality Act
(1972, c. 49, ss. 20, 22, 31 a, c, d, e, f and h
and 46 c, d, f and g)

Division I

INTERPRETATION

1. Definitions: In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

- (a) "Director": the Director of environment protection services;
- (b) "ballast water": water carried in a vessel for stability and seaworthiness, including water used for cargo and ballast tank cleaning;
- (c) "once-through cooling water": water circulating only once through heat exchangers, either singly or in series, for the purpose of removing heat from hydrocarbons or treating chemicals used in the processes of a petroleum refinery and that is not intended to come into contact with the latter or with process waters;
- (d) "storm water": water run-off that results from precipitation of any kind that falls on a petroleum refinery and on the property on which it is located, including water run-off originating from outside the said property and that passes over or through the latter;
- (e) "process water": water intended to come into contact with hydrocarbons or treating chemicals used in the processes of a petroleum refinery;
- (f) "liquid effluent": any waste water from a petroleum refinery, including, in particular, process water,

résiduaire, l'eau de ballast déposée à la raffinerie avant le chargement d'un bateau, l'eau de refroidissement non recyclée, l'eau pluviale, l'eau de purge des tours de refroidissement, l'eau de lavage, les boues, des appareils de traitement de l'eau d'alimentation et toute autre boue ou eau issue de l'exploitation d'une raffinerie de pétrole et de tout équipement ou réservoir utilisé pour une telle entreprise;

ballast water discharged to the refinery prior to loading a vessel, once-through cooling water, storm water, cooling tower blow-down, waste water, sludges from water supply treatment facilities and other sludges or water associated with the operation of a petroleum refinery and any other equipment or reservoir used by such refinery;

- g) « existant »: dont on a entrepris la construction ou qui est déjà en exploitation à la date d'entrée en vigueur du présent règlement; (g) "existing": whose construction has begun or which is already in operation on the date of coming into force of this Regulation;
- h) « Loi »: la Loi de la qualité de l'environnement (1972, c. 49); (h) "Act": the Environment Quality Act (1972, c. 49);
- i) « nouveau » ou « nouvelle »: dont on entreprend la construction après la date d'entrée en vigueur du présent règlement; (i) "new": whose construction begins after the date of coming into force of this Regulation;
- j) « quantité maximale quotidienne »: la quantité maximale d'un contaminant qu'une raffinerie de pétrole a le droit de rejeter dans l'eau un seul jour par mois civil; (j) "maximum daily amount": the maximum amount of a contaminant that a petroleum refinery is allowed to deposit in any one day per calendar month;
- k) « quantité moyenne mensuelle »: la somme de la quantité maximale quotidienne et des quantités quotidiennes de chaque contaminant mesurées sur une période d'un mois civil selon le deuxième alinéa de l'article 15 et divisée par le nombre de jours où, pendant ce mois, on a mesuré ces quantités; (k) "average monthly amount": the maximum daily amounts plus the daily amounts of each contaminant measured over a period of one calendar month in accordance with the second paragraph of section 15 and divided by the number of days on which these amounts were measured in that month;
- l) « quantité quotidienne »: la quantité d'un contaminant qu'une raffinerie de pétrole a le droit de rejeter dans l'eau chaque jour d'un mois civil, sous réserve de la quantité maximale quotidienne et de la quantité mensuelle moyenne établie dans le présent règlement. (l) "one day amount": the amount of a contaminant that a petroleum refinery is allowed to deposit in water each day of a calendar month, subject to the maximum daily amount and average monthly amount determined in this Regulation.

Section II

CERTIFICAT D'AUTORISATION ET ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

2. Nouvelles raffineries: Outre les exigences prévues dans le Règlement général relatif à l'administration de la Loi de la qualité de l'environnement (arrêté en conseil numéro 3789-75 du 13 août 1975 publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 27 août 1975 à la page 4801), toute demande de certificat d'autorisation soumise au Directeur selon l'article 22 de la Loi en vue de la construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole, doit être accompagnée d'une étude complète de l'impact global que produira sur l'environnement la réalisation de ce projet.

Division II

CERTIFICATE OF AUTHORIZATION AND STUDY OF IMPACT ON THE ENVIRONMENT

2. New refineries: In addition to the requirements prescribed in the General Regulation respecting the administration of the Environment Quality Act (Order in Council 3789-75 dated 13 August 1975, published in the *Québec Official Gazette* of 27 August 1975, page 4801), every application for a certificate of authorization submitted to the Director in accordance with section 22 of the Act for the construction of a new petroleum refinery must be accompanied by a complete study of the overall impact that the carrying out of the project will have on the environment.

Cette étude doit porter sur tous les aspects de l'environnement.

3. Production: Le paragraphe *h* de l'article 6 du Règlement général relatif à l'administration de la Loi de la qualité de l'environnement (arrêté en conseil numéro 3789-75 du 13 août 1975 publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 27 août 1975 à la page 4801) ne s'applique pas à une demande de certificat d'autorisation soumise en vue de la construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole. Une telle demande doit cependant indiquer la capacité quotidienne de raffinage de pétrole brut prévue pour ladite raffinerie.

Section III

NORMES AFFÉRENTES AUX EFFLUENTS LIQUIDES

4. Normes d'effluent: Une nouvelle raffinerie de pétrole ne doit pas rejeter dans l'environnement un effluent liquide contenant des huiles et graisses, des phénols, des sulfures, de l'azote ammoniacal et des matières en suspension au-delà d'aucune des normes établies au tableau suivant, par 1000 barils de pétrole brut traité par la raffinerie, le tout suivant la capacité de raffinage déclarée au Directeur selon les articles 3, 23 ou 24:

Nature du contaminant	Quantité moyenne mensuelle (en kg)	Quantité quotidienne (en kg)	Quantité maximale quotidienne (en kg)
Huiles et graisses	1,40	2,50	3,40
Phénols	0,14	0,25	0,34
Sulfures	0,05	0,14	0,23
Azote ammoniacal	1,63	2,60	3,27
Matières en suspension	3,26	5,45	6,80

This study must deal with all aspects of the environment.

3. Production: Paragraph *h* of section 6 of the General Regulation respecting the administration of the Environment Quality Act (Order in Council 3789-75 dated 13 August 1975, published in the *Québec Official Gazette* of 27 August 1975, page 4801 shall not apply to an application for a certificate of authorization submitted for the construction of a new petroleum refinery. Such application must, however, indicate the daily crude oil refining capacity prescribed for the said refinery.

Division III

STANDARDS RELATING TO LIQUID EFFLUENTS

4. Effluent standards: A new petroleum refinery shall not deposit in the environment liquid effluents containing oil and grease, phenols, sulfide, ammonia nitrogen and suspended matter in excess of any of the standards established in the following table, per 1,000 barrels of crude oil processed by the refinery, the whole in accordance with the refining capacity declared to the Director pursuant to sections 3, 23 or 24:

Nature of contaminant	Average monthly amount (in kg)	One day amount (in kg)	Maximum daily amount (in kg)
Oil and grease	1,40	2,50	3,40
Phenols	0,14	0,25	0,34
Sulfide	0,05	0,14	0,23
Ammonia nitrogen	1,63	2,60	3,27
Suspended matter	3,26	5,45	6,80

5. Modifications ou augmentations de production: Les normes établies à l'article 4 s'appliquent également à toute augmentation de 15% ou plus de la production d'une raffinerie de pétrole existante par rapport à la capacité de raffinage déclarée au Directeur suivant l'article 22. Ces normes s'appliquent en fonction de la capacité de raffinage ainsi majorée.

5. Alteration or increase of production: The standards set out in section 4 shall also apply to any increase of 15% or more in the production of an existing petroleum refinery in relation to the refining capacity declared to the Director pursuant to section 22. These standards shall apply in relation to the refining capacity thus increased.

6. Raffineries existantes: Toute raffinerie de pétrole existante ne doit pas rejeter dans l'environnement, à compter du 31 décembre 1979, un effluent liquide contenant des huiles et graisses, des phénols, des sulfures, de l'azote ammoniacal et des matières en suspension au-delà d'aucune des normes établies au tableau suivant, par 1000 barils de pétrole brut traité par la raffinerie, le tout suivant la capacité de raffinage déclarée au Directeur selon les articles 22 à 24:

<i>Nature du contaminant</i>	<i>Quantité moyenne mensuelle (en kg)</i>	<i>Quantité quotidienne (en kg)</i>	<i>Quantité maximale quotidienne (en kg)</i>
Huiles et graisses	2,80	5,00	6,80
Phénols	0,28	0,50	0,68
Sulfures	0,10	0,28	0,46
Azote ammoniacal	2,26	3,62	4,52
Matières en suspension	6,52	10,90	13,60

7. Eaux de refroidissement non recyclées: Por les fins d'application de la norme relative au rejet d'huiles et graisses prescrite à l'article 6, l'effluent liquide d'une raffinerie de pétrole existante ne comprend pas les eaux de refroidissement non recyclées contenant une concentration de 5 mg/l ou moins d'huiles et graisses.

8. Matières en suspension: Les normes d'effluent établies aux articles 4 et 6 s'appliquent à tous les effluents liquides rejetés dans l'environnement par une raffinerie de pétrole. Une raffinerie de pétrole peut cependant soustraire de ces rejets les matières en suspension qui sont contenues chaque jour dans l'eau brute d'alimentation de la raffinerie de pétrole si le responsable de cette raffinerie les mesure de la même façon, selon la même fréquence et les mêmes modalités qu'il mesure les contaminants rejetés dans l'environnement en vertu des articles 15 à 17.

9. Eaux pluviales: Outre les articles 4 et 6, une raffinerie de pétrole qui évacue des eaux pluviales et qui mesure le débit de celles-ci séparément des autres eaux comprises dans ses effluents liquides, ne doit pas rejeter dans l'environnement des huiles et graisses, des phénols ou des matières en suspension au-delà d'aucune des normes

6. Existing refineries: Existing petroleum refineries shall not, effective from 31 December 1979, deposit in the environment liquid effluents containing oil and grease, phenols, sulfide, ammonia nitrogen and suspended matter in excess of any of the standards established in the following table, per 1000 barrels of crude oil processed by the refinery, the whole in accordance with the refining capacity declared to the Director pursuant to sections 22 to 24:

<i>Nature of contaminant</i>	<i>Average monthly amount (in kg)</i>	<i>On day amount (in kg)</i>	<i>Maximum daily amount (in kg)</i>
Oil and grease	2,80	5,00	6,80
Phenols	0,10	0,28	0,46
Sulfide	0,10	0,28	0,46
Ammonia nitrogen	2,26	3,62	4,52
Suspended matter	6,52	10,90	13,60

7. Once-through cooling water: For the application of the standard relative to the deposit of oil and grease, prescribed in section 6, the liquid effluents of an existing petroleum refinery shall not include once-through cooling water containing oil and grease in a concentration of 5 mg/l or less.

8. Suspended matter: The effluent standards established in sections 4 and 6 shall apply to all liquid effluents deposited in the environment by a petroleum refinery. However, a petroleum refinery may withdraw from such deposits the suspended matter contained each day in the untreated water supply of the petroleum refinery where the person responsible for that refinery measures the suspended matter in the same way and in accordance with the same frequency and terms and conditions as he measures the contaminants deposited in the environment pursuant to sections 15 to 17.

9. Storm water: In addition to sections 4 and 6, where a petroleum refinery deposits storm water and measures the flow of such water separately from that of other water contained in its liquid effluents, such refinery shall not deposit in the environment oil and grease, phenols, or suspended matter in excess of any of the standards

établies au tableau suivant, lesquelles s'ajoutent aux normes prévues aux articles 4 et 6:

Nature du contaminant	Concentration quotidienne (en mg/l d'eaux pluviales rejetées)	Quantité mensuelle totale (en kg/1000 barils de pétrole brut traité par jour)
Huiles et graisses	10	11,34
Phénols	1	1,13
Matières en suspension*	30	34,02

* La partie volatile de celles-ci seulement.

established in the following table, added to those set out in sections 4 and 6:

Nature of Contaminants	Daily concentration (in mg/l of storm water deposited)	Total monthly amount (in kg/1,000 barrels of crude oil processed each day)
Oil and grease	10	11,34
Phenols	1	1,13
Suspended matter*	30	34,02

* The volatile portion only.

10. Eaux non contaminées: L'article 9 ne s'applique pas aux eaux pluviales qui n'ont pas été contaminées par une raffinerie de pétrole ou par des opérations reliées à l'exploitation d'une raffinerie.

Le responsable d'une raffinerie de pétrole existante qui constate que cette raffinerie rejette dans l'environnement des eaux pluviales visées au présent article doit en avvertir le Directeur dans les 30 jours de l'entrée en vigueur du présent règlement sans quoi il ne peut invoquer l'exception prévue dans cet article. Le responsable d'une nouvelle raffinerie de pétrole doit, dans les mêmes conditions, transmettre cet avis au Directeur dans les 60 jours du début de l'exploitation de cette raffinerie.

11. pH: Une raffinerie de pétrole ne doit pas rejeter dans l'environnement un effluent liquide ou des eaux pluviales dont le pH n'est pas compris entre 6.0 et 9.5.

12. Article 20 de la Loi: Les normes prévues aux articles 4, 6, 9 et 11 sont établies au sens de l'article 20 de la Loi.

13. Eaux usées sanitaires: Les eaux usées provenant des équipements sanitaires utilisés par les employés d'une raffinerie de pétrole doivent être traitées par un dispositif de traitement des eaux usées dont la construction a été autorisée par le Directeur selon le premier alinéa de l'article 32 de la Loi, à moins d'être évacuées dans un réseau d'égout visé à l'article 21 du présent règlement.

10. Uncontaminated water: Section 9 shall not apply to storm water which has not been contaminated by a petroleum refinery or by operations related to the operation of a refinery.

The person responsible for an existing petroleum refinery who is aware that such refinery deposits the storm water contemplated in this section in the environment must notify the Director thereof within 30 days of the coming into force of this Regulation failing which he shall be unable to invoke the exception provided for in this section. The person responsible for a new petroleum refinery shall, under the same conditions, send such notice to the Director within 60 days of the beginning of operations of the said refinery.

11. pH: A petroleum refinery shall not deposit in the environment a liquid effluent or storm water whose pH is not within 6.0 and 9.5.

12. Section 20 of the Act: The standards set out in sections 4, 6, 9 and 11 are established within the meaning of section 20 of the Act.

13. Waster water from sanitary facilities: Waste water originating from the sanitary facilities used by the employees of a petroleum refinery must be treated by a device for the treatment of waste water whose construction has been authorized by the Director in accordance with the first paragraph of section 32 of the Act, unless it is deposited in a sewer system contemplated in section 21 of this Regulation.

Section IV

SURVEILLANCE ET ANALYSES

14. Mesure du pH et du débit: Le responsable d'une raffinerie de pétrole doit mesurer en continu le débit et le pH des effluents liquides rejetés dans l'environnement par cette raffinerie.

15. Mesure des autres contaminants: Le responsable d'une raffinerie de pétrole doit également mesurer la quantité totale d'huiles et graisses, de phénols, de sulfure, d'azote ammoniacal et de matières en suspension contenue dans l'effluent liquide et dans les eaux pluviales rejetées dans l'environnement par cette raffinerie.

Les contaminants visés au premier alinéa doivent être mesurés 3 jours non consécutifs par semaine. Les trois jours choisis pour la mesure des contaminants doivent toujours être les mêmes, suivant la déclaration soumise préalablement au Directeur à ce sujet selon l'article 16. Les données ainsi obtenues doivent être conservées dans un registre pendant une période de 2 ans. Ce registre doit aussi indiquer la quantité de barils de pétrole brut traité dans la raffinerie de pétrole chaque jour où l'on procède à la mesure des contaminants.

Enfin, le responsable d'une raffinerie de pétrole existante doit, chaque semaine, pendant 3 jours non consécutifs, mesurer la concentration des huiles et graisses présentes dans l'eau de refroidissement non recyclée rejetée dans l'environnement par telle raffinerie.

16. Déclaration quant aux jours de mesure: Le responsable d'une nouvelle raffinerie de pétrole doit, avant d'entreprendre l'exploitation, déclarer au Directeur quels seront les jours où, conformément à l'article 15, il mesurera les contaminants rejetés dans l'environnement par cette raffinerie.

Le responsable d'une raffinerie de pétrole existante doit, dans un délai de 30 jours après l'entrée en vigueur du présent règlement, transmettre au Directeur la déclaration visée au premier alinéa.

17. Transmission des données: Les résultats obtenus conformément aux articles 14 et 15 doivent être transmis au Directeur une fois par mois, au cours du mois suivant, en utilisant la formule prescrite dans l'annexe "A".

18. Méthode de prélèvement: Les contaminants visés dans la section III sont déterminés sur des échantillons prélevés avant rejet de l'effluent liquide, des eaux pluviales et de l'eau de refroidissement non recyclée dans

Division IV

SUPERVISION AND TESTING

14. Measurement of pH and flow: the person responsible for a petroleum refinery must measure continually the flow and pH of liquid effluents deposited in the environment by this refinery.

15. Measurement of other contaminants: The person responsible for a petroleum refinery must also measure the aggregate amount of oil and grease, phenols, sulfide, ammonia nitrogen and suspended matter contained in the liquid effluents and storm water deposited in the environment by this refinery.

The contaminants contemplated in the first paragraph shall be measured on 3 non-consecutive days per week. The three days selected for the measurement of contaminants must always be the same, as stated in the declaration previously submitted to the Director to this effect pursuant to section 16. The data thus obtained must be kept in a register for a period of 2 years. This register must also indicate the number of barrels of crude oil processed in the petroleum refinery on each day that the contaminants are measured.

Lastly, the person responsible for an existing petroleum refinery must, each week, for 3 non-consecutive days, measure the concentration of oil and grease present in the once-through cooling water deposited in the environment by such refinery.

16. Declaration as to measurement days: The person responsible for a new petroleum refinery must, before undertaking its operation, declare to the Director on which days he will measure the contaminants deposited in the environment by this refinery, in accordance with section 15.

The person responsible for an existing petroleum refinery must, within 30 days following the coming into force of this Regulation, send the declaration contemplated in the first paragraph to the Director.

17. Sending of data: The results obtained in accordance with sections 14 and 15 must be sent to the Director once a month, in the following month, in the form prescribed in Schedule "A".

18. Sampling method: The contaminants contemplated in Division III are determined on the basis of samples collected before the deposit of liquid effluents storm water and once-through cooling water in the receiving

le cours d'eau récepteur ou dans le réseau d'égout visé à l'article 21.

L'échantillonnage s'effectue proportionnellement au débit ou par le prélèvement d'un volume égal d'effluent liquide, d'eau pluviale ou d'eau de refroidissement non recyclée, selon les cas, à des intervalles de temps réguliers espacés de 15 minutes ou moins. L'échantillon soumis à l'analyse selon l'article 20 est constitué de tous les prélèvements recueillis au cours des 24 heures précédentes.

19. Conservation des échantillons: Tout échantillon prélevé pour l'application du présent règlement doit être conservé à une température supérieure à 0 °C et inférieure à 5°C jusqu'au moment de l'analyse.

L'analyse doit être faite dans le délai prescrit ci-dessous sur un échantillon conservé selon ce qui est indiqué ci-après:

- a) les huiles et graisses sont analysées dans un délai de 6 heures sur un échantillon conservé avec de l'acide sulfurique à un pH <2 jusqu'à l'analyse;
- b) les phénols sont analysés dans un délai de 12 heures sur un échantillon conservé avec le sulfate de cuivre à un pH <4 à l'aide d'acide phosphorique jusqu'à l'analyse;
- c) les sulfures sont analysés dans un délai de 12 heures sur un échantillon conservé avec l'acétate ou le chlorure de zinc;
- d) l'azote ammoniacal est analysé dans un délai de 12 heures sur un échantillon conservé avec de l'acide sulfurique à un pH <2 jusqu'à l'analyse;
- e) les matières en suspension sont analysées dans les 18 heures.

Tout préservatif mentionné au premier alinéa doit être présent dès le début du prélèvement de chaque échantillon.

Les délais indiqués au présent article sont calculés à partir du moment où l'échantillon a été complètement constitué suivant les dispositions du deuxième alinéa de l'article 18.

20. Méthodes d'analyse: Les analyses requises pour assurer l'application de la présente section sont effectuées conformément aux méthodes suivantes décrites dans la 14^e édition (1975) de l'ouvrage intitulé « *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water* » publié conjointement par l'*American Public*

water-course or in the sewer system contemplated in section 21.

Sampling is done in proportion to the flow or by collecting an equal volume of liquid effluent, storm water or once-through cooling water, as the case may be, at regular time intervals of 15 minutes or less. The sample tested in accordance with section 20 is composed of all the samples collected over the last 24 hours.

19. Preservation of samples: Every sample collected for the application of this Regulation must be preserved at a temperature above 0°C and 5°C until testing.

The test must be performed within the time prescribed below on a sample preserved in the following manner:

- (a) oil and grease shall be tested within 6 hours on a sample preserved with sulfuric acid at a pH <2 until testing;
- (b) phenols shall be tested within 12 hours on a sample preserved with copper sulfate at a pH <4 by means of phosphoric acid until testing;
- (c) sulfide shall be tested within 12 hours on a sample preserved with zinc acetate or zinc chloride;
- (d) ammonia nitrogen shall be tested within 12 hours on a sample preserved with sulfuric acid at a pH <2 until testing;
- (e) suspended matter shall be tested within 18 hours.

Every preservative mentioned in the first paragraph must be present as soon as the collecting of each sample begins.

The time limits indicated in this section are calculated from the time the sample becomes a composite sample in accordance with the provisions of the second paragraph of section 18.

20. Testing methods: The tests required to ensure the application of this Division are made in accordance with the following methods described in the work entitled « *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water* », 14th edition (1975), published jointly by the American Public Health Association, the Ame-

Health Association, l'American Water Works Association et la Water Pollution Control Federation:

- a) les huiles et graisses sont déterminées selon les dispositions de la méthode numéro 502 A intitulée « *Partition-Gravimetric Method* »;
- b) les phénols sont déterminés selon les dispositions des méthodes numéros 510 A et 510 B intitulées respectivement « *Distillation Step for Method B and C* » et « *Chloroform Extraction Method* »;
- c) les sulfures sont déterminés (en S) selon les dispositions de la méthode numéro 428 C intitulée « *Methylene Blue Method* » et on peut utiliser un échantillon filtré pour les fins de cette analyse à condition que la filtration ait lieu avant le mélange avec l'agent de préservation visé au paragraphe c de l'article 19;
- d) l'azote ammoniacal est déterminé selon les dispositions de la méthode 418 de l'ouvrage précité intitulé « *Nitrogen (Ammonia)* » ou selon la méthode d'analyse prévue aux pages 165 à 167 dans l'ouvrage intitulé « *Methods for Chemical Analysis of Water and Waste* » publié à Washington, D.C. en 1974 par l'Agence américaine de protection de l'environnement (E.P.A.) sous la cote EPA 625-6-74-003;
- e) les matières en suspension sont déterminées selon les dispositions de la méthode 208 D intitulée « *Total Non-filtrable Residue Dried at 103-105 C (Total Suspended Matter)* » et, aux fins d'application de l'article 9, la partie volatile des matières en suspension est déterminée selon les dispositions de la méthode 208 E intitulée « *Total Volatile and Fixed Residue at 550 C* »;
- f) le pH est déterminé selon la méthode numéro 424 intitulée « *pH Value* ».

21. Réseaux d'égout: Les normes établies dans la section III relativement aux rejets d'une raffinerie de pétrole dans l'environnement s'appliquent *mutatis mutandis* aux rejets d'une raffinerie de pétrole dans tout réseau d'égout municipal ou tout réseau d'égout exploité par une personne qui détient le permis d'exploitation prévu au troisième alinéa de l'article 32 de la Loi, sauf en ce qui concerne les eaux usées sanitaires évacuées séparément des autres effluents liquides.

22. Capacité de raffinage: Le responsable d'une raffinerie de pétrole existante doit, dans un délai de 60 jours après la date d'entrée en vigueur du présent règlement, communiquer au Directeur la capacité quotidienne de raffinage de pétrole brut de cette raffinerie.

ican Water Works Association and the Water Pollution Control Federation:

- (a) oil and grease are determined according to Method 502 A entitled "Partition-Gravimetric Method";
- (b) phenols are determined according to Methods 510 A and 510 B respectively entitled "Distillation Step for Methods B and C" and "Chloroform Extraction Method";
- (c) sulfide is determined (in S) according to Method 428 C entitled "Methylene Blue Method" and this test may be carried out on a filtered sample provided the filtering takes place before blending with the preservative agent contemplated in paragraph c of section 19;
- (d) ammonia nitrogen is determined according to Method 418 of the aforementioned publication entitled "Nitrogen (Ammonia)" or according to the test method on pages 165 to 167 of the publication entitled "Methods" for Chemical Analysis of Water and Waste" published in Washington, D.C. in 1974 by the American Environmental Protection Agency (E.P.A.) under the classification EPA 625-6-74-003;
- (e) suspended matter is determined according to Method 208 D entitled "Total Non-filtrable Residue Dried at 103-105 C (Total Suspended Matter)" and, for the application of section 9, the volatile portion of suspended matter is determined according to Method 208 E entitled "Total Volatile and Fixed Residue at 550 C";
- (f) the pH is determined according to Method 424 entitled "pH Value".

21. Sewer systems: The standards set forth in Division III pertaining to deposits from a petroleum refinery in the environment shall apply *mutatis mutandis* to deposits from a petroleum refinery in any municipal sewer system or any sewer system operated by a person who holds the operating permit referred to in the third paragraph of section 32 of the Act, except those respecting waste water from sanitary facilities deposited separately from other liquid effluents.

22. Refining capacity: The person responsible for an existing petroleum refinery must, within 60 days following the date of coming into force of this Regulation, inform the Director of the daily refining capacity of crude oil in this refinery.

La capacité quotidienne de raffinage d'une raffinerie de pétrole existante est la quantité moyenne quotidienne la plus élevée de pétrole brut effectivement raffinée pendant 7 jours consécutifs au cours des 2 années qui ont précédé la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

23. Augmentation de la capacité de raffinage: Le responsable d'une raffinerie de pétrole peut modifier autant de fois qu'il le désire la déclaration soumise selon l'article 3, 22 ou 24 dans le cas où il y a eu une augmentation de la quantité moyenne quotidienne de pétrole brut effectivement raffinée pendant 7 jours consécutifs. La nouvelle capacité quotidienne de raffinage ainsi déclarée entre en vigueur le premier jour du mois pendant lequel elle a été déclarée.

24. Diminution de la capacité de raffinage: Le responsable d'une raffinerie de pétrole doit modifier la déclaration soumise selon l'article 3, 22 ou 23 dans le cas où la quantité moyenne quotidienne est inférieure, pendant au moins 2 mois consécutifs, de 15% par rapport à la capacité de raffinage déclarée précédemment, exception faite des jours où il y a eu diminution du raffinage pour l'entretien de la raffinerie de pétrole.

La capacité quotidienne de raffinage ainsi diminuée est la quantité moyenne quotidienne la plus élevée de pétrole brut effectivement raffinée pendant 14 jours consécutifs au cours des 2 mois mentionnés au premier alinéa.

25. Entrée en vigueur: Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

The daily refining capacity of an existing petroleum refinery is the highest average daily amount of crude oil actually refined during 7 consecutive days in the 2 years preceding the date of coming into force of this Regulation.

23. Increase in refining capacity: The person responsible for a petroleum refinery may change the declaration submitted pursuant to sections 3, 22 or 24 as often as he wishes in cases where an increase has occurred in the average daily amount of crude oil actually refined during 7 consecutive days. The new daily refining capacity thus declared becomes effective on the first day of the month in which it has been declared.

24. Decrease in refining capacity: The person responsible for a petroleum refinery must change the declaration submitted pursuant to sections 3, 22 or 23 in cases where the average daily amount, during at least 2 consecutive months, is lower by 15% as compared to the refining capacity previously declared, excluding the days where the decrease in refining is attributable to the maintenance of the petroleum refinery.

The daily refining capacity thus decreased is the highest average daily amount of crude oil actually refined during 14 consecutive days in the 2 months referred to in the first paragraph.

25. Coming into force: This Regulation shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

ANNEXE « A »

RAPPORT MENSUEL SUR LES EAUX USÉES D'UNE RAFFINERIE DE PÉTROLE

Raffinerie de pétrole exploitée par la compagnie _____
et située à _____

Mois de _____ 19 _____

Capacité de raffinage déclarée: _____ MB*/jour

Date de la déclaration relative à la capacité de raffinage:
_____ 19 _____

SCHEDULE "A"

MONTHLY REPORT ON THE WASTE WATER FROM A PETROLEUM REFINERY

Petroleum refinery operated by _____
and situated at _____

Month of _____ 19 _____

Refining capacity declared: _____ MB*/day

Date of the declaration respecting the refining capacity:
_____ 19 _____

Quantité de pétrole brut raffiné:

— mois courant: _____ MB*
 jours de production: _____
 — mois précédent: _____ MB*
 jours de production: _____
 — moyenne des 2 mois: _____ MB*/jp**

Amount of crude oil refined:

— current month _____ MB*
 days of production _____
 — preceding month _____ MB*
 days of production _____
 — average for both months _____ MB*/dp**

TABLEAU DES REJETS RÉELS

TABLE OF ACTUAL DEPOSITS

date Date	mesures de débit (en millions de litres/jour) Flow measurement (million litres/day)		matières en suspension dans l'eau d'alimentation Suspended matter in water supply	rejets mesurés (en kg/jour) deposits measured (in kg/day)					pH pH
	effluent liquide Liquid effluent	eaux pluviales Storm water		huiles Oil	phénols Phenols	sulfures Sulfide	NH ₃ -N NH ₃ -N	matières en suspension Suspended matter	
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
17									
18									
19									
20									
21									
22									
23									
24									
25									
26									
27									
28									
29									
30									
31									
MOYENNE AVERAGE									

TABLEAU DES REJETS PERMIS EN VERTU DU RÈGLEMENT
TABLE OF DEPOSITS AUTHORIZED PURSUANT TO THIS REGULATION

	<i>huiles</i> <i>Oil</i>	<i>phénols</i> <i>Phenols</i>	<i>sulfures</i> <i>Sulfide</i>	<i>NH₃-N</i> <i>NH₃-N</i>	<i>matières en suspension</i> <i>Suspended matter</i>	<i>pH</i> <i>pH</i>
quantité mensuelle Monthly amount						
quantité moyenne quotidienne Average daily amount						
quantité quotidienne maximale Maximum daily amount						

*MB: mille barils

*MB: thousand barrels

**jp : jours de production

**dp : days of production

J'atteste l'exactitude de la présente déclaration

I certify that this declaration is true and exact.

(raison sociale de la raffinerie)

(firm name of refinery)

signature: _____

Signature _____

fonction: _____

Title: _____

1614-o

1614-o



A.C. 2870-77, 31 août 1977
Règ. 77-596, 7 octobre 1977

LOI SUR LES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS
DE 10,000 HABITANTS OU PLUS
(1977, P.L. 8)

Municipalités de 10,000 habitants ou plus

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la détermination de la population des municipalités pour fins de subventions en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités de 10,000 habitants ou plus.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 de la Loi sur les subventions aux municipalités de 10,000 habitants ou plus (1977, projet de loi numéro 8, sanctionné le 19 juillet 1977), la population d'une municipalité, pour les fins de cette loi, est celle qui est établie annuellement par le Bureau de la statistique du Québec et reconnue valide à ces fins par le gouvernement.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des affaires municipales, ce qui suit:

Le dénombrement fait par le Bureau de la statistique du Québec, apparaissant en annexe au présent arrêté et établissant la population de chacune des municipalités de 10,000 habitants ou plus, est reconnu valide pour les fins de la Loi sur les subventions aux municipalités de 10,000 habitants ou plus (1977, projet de loi numéro 8, sanctionné le 19 juillet 1977), quant aux subventions y prévues pour l'exercice financier 1977/1978.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

ANNEXE

Dénombrement fait par le Bureau de la statistique du Québec établissant la population de chacune des municipalités de 10,000 habitants ou plus

<i>Villes</i>	<i>Population</i>
ALMA	25,638
ANCIENNE-LORETTE	11,694
ANJOU	36,596
AYLMER	25,714
BAIE-COMEAU	11,911

O.C. 2870-77, 31 August 1977
Reg. 77-596, 7 October 1977

ACT RESPECTING SUBSIDIES TO MUNICIPALITIES
OF 10,000 OR MORE INHABITANTS
(1977, Bill No. 8)

Municipalities of 10,000 or more inhabitants

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the determination of the population of the municipalities for purposes of subsidies in accordance with the Act respecting subsidies to municipalities of 10,000 or more inhabitants.

WHEREAS under section 3 of the Act respecting subsidies to municipalities of 10,000 or more inhabitants (1977, Bill No. 8, assented to 19 July 1977), the population of a municipality, for the purposes of the Act, is that established annually by the Québec Bureau of Statistics and recognized as valid for such purposes by the Government;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs;

THAT the census made by the Québec Bureau of Statistics, a copy of which is annexed hereto, establishing the population of each of the municipalities of 10,000 or more inhabitants is recognized as valid for the purposes of the Act respecting subsidies to municipalities of 10,000 or more inhabitants (1977, Bill No. 8, assented to 19 July 1977) in regard to subsidies provided for the fiscal year 1977/1978.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

SCHEDULE

Census made by the Québec Bureau of Statistics establishing the population of each of the municipalities of 10,000 or more inhabitants.

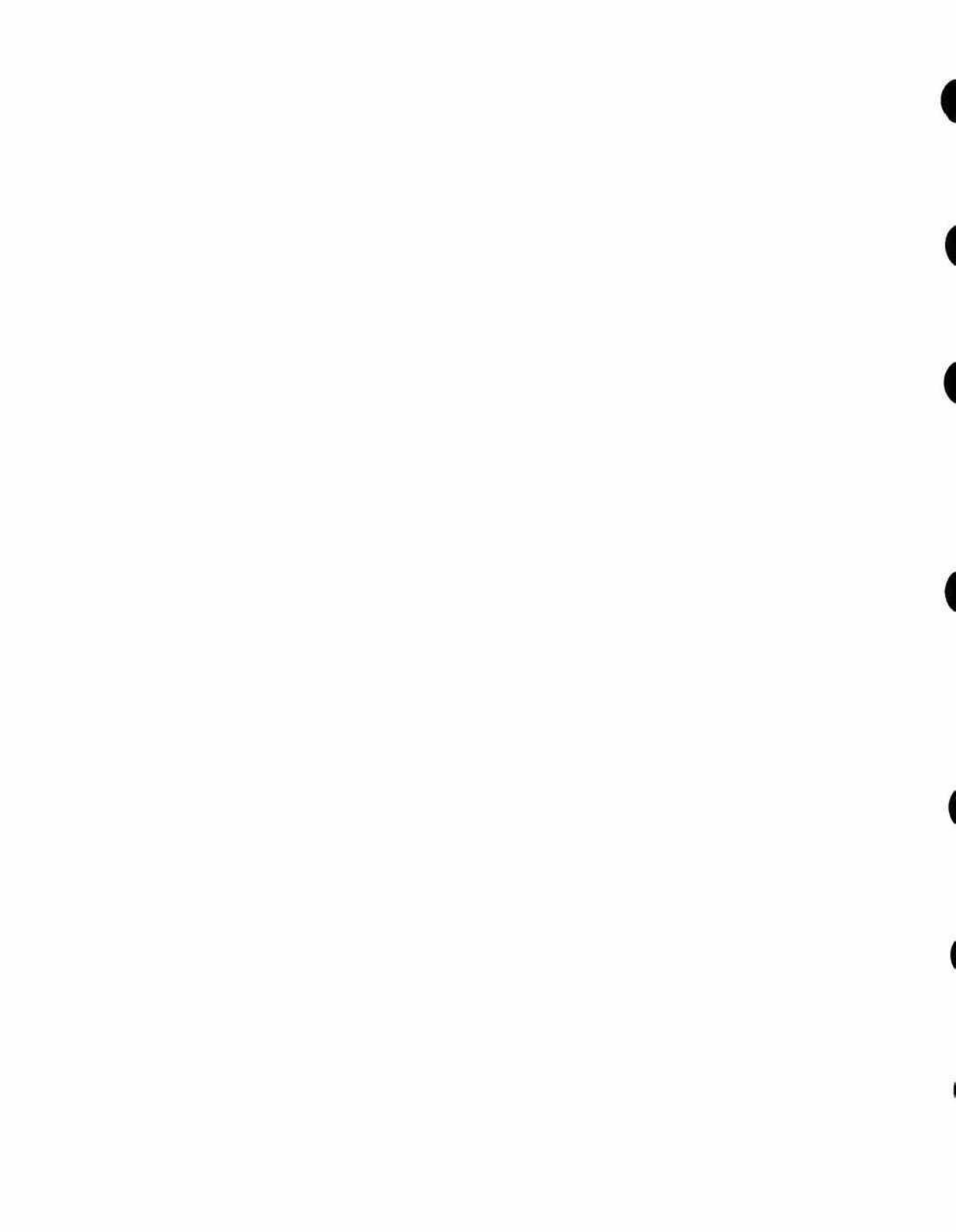
<i>Town</i>	<i>Population</i>
ALMA	25,638
ANCIENNE-LORETTE	11,694
ANJOU	36,596
AYLMER	25,714
BAIE-COMEAU	11,911

<i>Villes</i>	<i>Population</i>	<i>Town</i>	<i>Population</i>
BEACONSFIELD	20,417	BEACONSFIELD	20,417
BEAUPORT	55,339	BEAUPORT	55,339
BELOEIL	15,913	BELOEIL	15,913
BLAINVILLE	12,517	BLAINVILLE	12,517
BOISBRIAND	10,132	BOISBRIAND	10,132
BOUCHERVILLE	25,530	BOUCHERVILLE	25,530
BROSSARD	37,641	BROSSARD	37,641
BUCKINGHAM	14,328	BUCKINGHAM	14,328
CAP-DE-LA-MADELEINE	32,126	CAP-DE-LA-MADELEINE	32,126
CHAMBLY	11,815	CHAMBLY	11,815
CHARLESBOURG	63,147	CHARLESBOURG	63,147
CHÂTEAUGUAY	36,329	CHÂTEAUGUAY	36,329
CHIBOUGAMAU	10,536	CHIBOUGAMAU	10,536
CHICOUTIMI	57,737	CHICOUTIMI	57,737
CÔTE-SAINT-LUC	25,721	CÔTE-SAINT-LUC	25,721
COWANSVILLE	11,902	COWANSVILLE	11,902
DOLLARD-DES-ORMEAUX	36,837	DOLLARD-DES-ORMEAUX	36,837
DORVAL	19,131	DORVAL	19,131
DRUMMONDVILLE	29,286	DRUMMONDVILLE	29,286
GASPÉ	16,842	GASPÉ	16,842
GATINEAU	73,479	GATINEAU	73,479
GRANBY	37,132	GRANBY	37,132
GRAND'MÈRE	15,999	GRAND'MÈRE	15,999
GREENFIELD PARK	18,430	GREENFIELD PARK	18,430
HAUTERIVE	14,724	HAUTERIVE	14,724
HULL	61,039	HULL	61,039
JOLIETTE	18,118	JOLIETTE	18,118
JONQUIÈRE	60,691	JONQUIÈRE	60,691
LA BAIE	20,116	LA BAIE	20,116
LACHINE	41,503	LACHINE	41,503
LACHUTE	11,928	LACHUTE	11,928
LASALLE	76,713	LASALLE	76,713
LA TUQUE	12,067	LA TUQUE	12,067
LAUZON	12,663	LAUZON	12,663
LAVAL	246,243	LAVAL	246,243
LÉVIS	17,819	LÉVIS	17,819
LONGUEUIL	122,429	LONGUEUIL	122,429
LORETTEVILLE	14,767	LORETTEVILLE	14,767
MAGOG	13,290	MAGOG	13,290
MASCOUCHE	14,266	MASCOUCHE	14,266
MATANE	12,726	MATANE	12,726
MIRABEL	13,486	MIRABEL	13,486
MONTMAGNY	12,326	MONTMAGNY	12,326
MONTREAL	1,080,546	MONTREAL	1,080,546
MONTREAL-NORD	97,250	MONTREAL-NORD	97,250
MONT-ROYAL	20,514	MONT-ROYAL	20,514
OUTREMONT	27,089	OUTREMONT	27,089
PIERREFONDS	35,402	PIERREFONDS	35,402
POINTE-AUX-TREMBLES	35,618	POINTE-AUX-TREMBLES	35,618
POINTE-CLAIRE	25,917	POINTE-CLAIRE	25,917
QUÉBEC	177,082	QUÉBEC	177,082
REPENTIGNY	26,698	REPENTIGNY	26,698

<i>Villes</i>	<i>Population</i>	<i>Town</i>	<i>Population</i>
RIMOUSKI	27,897	RIMOUSKI	27,897
RIVIÈRE-DU-LOUP	13,103	RIVIÈRE-DU-LOUP	13,103
ROUYN	17,678	ROUYN	17,678
SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE	21,272	SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE	21,272
SAINT-EUSTACHE	21,248	SAINT-EUSTACHE	21,248
SAINTE-FOY	71,237	SAINTE-FOY	71,237
SAINT-HUBERT	49,706	SAINT-HUBERT	49,706
SAINT-HYACINTHE	37,500	SAINT-HYACINTHE	37,500
SAINT-JEAN	34,363	SAINT-JEAN	34,363
SAINT-JÉRÔME	25,175	SAINT-JÉRÔME	25,175
SAINT-LAMBERT	20,318	SAINT-LAMBERT	20,318
SAINT-LAURENT	64,404	SAINT-LAURENT	64,404
SAINT-LÉONARD	78,452	SAINT-LÉONARD	78,452
SAINTE-THÉRÈSE	17,479	SAINTE-THÉRÈSE	17,479
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	29,716	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	29,716
SEPT-ÎLES	30,617	SEPT-ÎLES	30,617
SHAWINIGAN	24,921	SHAWINIGAN	24,921
SHAWINIGAN-SUD	11,155	SHAWINIGAN-SUD	11,155
SHERBROOKE	76,804	SHERBROOKE	76,804
SILLERY	13,580	SILLERY	13,580
SOREL	19,666	SOREL	19,666
TERREBONNE	11,204	TERREBONNE	11,204
THETFORD MINES	20,784	THETFORD MINES	20,784
TRACY	12,284	TRACY	12,284
TROIS-RIVIÈRES	52,518	TROIS-RIVIÈRES	52,518
TROIS-RIVIÈRES-OUËST	10,564	TROIS-RIVIÈRES-OUËST	10,564
VAL-BÉLAIR	10,716	VAL-BÉLAIR	10,716
VAL-D'OR	19,915	VAL-D'OR	19,915
VANIER	10,683	VANIER	10,683
VERDUN	68,013	VERDUN	68,013
VICTORIAVILLE	21,825	VICTORIAVILLE	21,825
WESTMOUNT	22,153	WESTMOUNT	22,153

1610-o

1610-o



A.C. 3375-77, 12 octobre 1977
Règ. 77-604, 17 octobre 1977

LOI DES LOTERIES ET COURSES
(1969, c. 28)

Service des juges de courses

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement concernant le service des juges de courses et la Loi des loteries et courses (1969, c. 28).

ATTENDU QU'en vertu de la Loi sur les loteries et courses, la Régie a pour fonction de surveiller les courses de chevaux au Québec et que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Régie à conclure une entente avec tout gouvernement, corporation ou association relative à toute question touchant l'application de la loi;

ATTENDU QU'un organisme à charte fédérale, auquel le Québec préfère ne pas participer, est constitué sous le nom de « Horse Racing Officials Service » dans le but de fournir les juges de courses aux pistes du pays;

ATTENDU QU'il convient de confier à la Régie des loteries et courses du Québec la responsabilité de fournir aux pistes de courses les juges de courses, faisant ainsi jouer à la Régie un des rôles pour lesquels elle fut instituée, afin de maintenir la qualité des courses tenues au Québec et d'en contrôler la conduite et, ce faisant, de protéger le public amateur de courses;

ATTENDU QUE Sodiq Québec Inc. a déjà les fonds nécessaires à la réalisation d'un programme à cet effet.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du revenu:

QUE soit approuvé le règlement ci-joint, intitulé: Règlement concernant le service des juges de courses.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3375-77, 12 October 1977
Reg. 77-604, 17 October 1977

LOTTERIES AND RACES ACT
(1969, c. 28)

Horse racing officials service

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the making of a Regulation respecting the Horse Racing Officials Service and the Lotteries and Races Act (1969, c. 28).

WHEREAS under the Lotteries and Races Act, the function of the Board shall be to supervise horse races in Québec and whereas the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Board to enter into an agreement with any government, corporation or association respecting any matter related to the carrying out of the Act;

WHEREAS a Federal chartered agency, in which Québec chooses not to participate, was incorporated under the name of "Horse Racing Officials Service" for the purpose of providing horse racing officials for the race tracks of the Country;

WHEREAS it is expedient to entrust the *Régie des loteries et courses du Québec* with responsibility of providing horse racing officials for race tracks, thus enabling the Board to fulfill one of the rôles for which it was established, in order to maintain the quality of the races held in Québec and control the conduct thereof, and, in so doing, protect the horse racing public;

WHEREAS Sodiq Québec Inc. already has the funds required to set up a programme for that purpose.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the Regulation annexed hereto entitled, "Regulation respecting the Horse Racing Officials Service", be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement concernant le service des juges de courses

Lois des loteries et courses
(1969, c. 28, aa. 21, 51 et 53)

1. Sous réserve des dispositions du présent règlement, les règlements et règles de courses de « The Canadian Trotting Association » en vigueur lors de la sanction du présent règlement s'appliquent aux courses de chevaux tenues au Québec.

2. La Régie des loteries et courses du Québec peut conclure avec Sodiq Québec Inc. une entente relative à la nomination des juges de courses, à la formation et à l'administration d'un service de juges de courses.

3. Seuls les juges affectés par Sodiq Québec Inc. sont habilités à exercer la fonction de juge de course lors de la tenue d'une course de chevaux au Québec.

4. Le tiers des dépenses du service des juges de courses est défrayé par les personnes qui utilisent ce service.

5. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1615-o

Regulation respecting the Horse Racing Officials Service

Lotteries and Races Act
(1969, c. 28, ss. 21, 51 and 53)

1. Subject to the provisions of this Regulation, the rules and regulations of "The Canadian Trotting Association" in force upon the approval of this Regulation apply to horse races held in Québec.

2. The *Régie des loteries et courses du Québec* may enter into an agreement with Sodiq Québec Inc. respecting the appointment of horse racing officials and the setting up and administration of a horse racing officials service.

3. Only the officials belonging to Sodiq Québec Inc. are authorized to officiate at a horse race held in Québec.

4. One-third of the expenses of the horse racing officials service shall be paid by the persons who use that service.

5. This Regulation shall come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

1615-o

A.C. 3382-77, 12 octobre 1977
Règ. 77-605, 17 octobre 1977

LOI DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE
(1969, c. 58)

Armes de chasse permises

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement concernant l'usage des armes de chasse.

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe *b* de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la Faune (1969, c. 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire le calibre et les caractéristiques des armes qui peuvent être utilisées pour la chasse, suivant la catégorie d'animaux qu'il indique;

ATTENDU qu'il y a lieu de condenser dans un seul règlement toute la réglementation concernant l'usage des engins de chasse;

ATTENDU qu'il y a lieu de remplacer le Règlement concernant les engins de chasse dont l'usage est prohibé adopté en vertu de l'arrêté en conseil 1494-74 du 24 avril 1974 modifié par les arrêtés en conseil 2398-75 du 11 juin 1975, 1621-76 du 5 mai 1976, 2290-76 du 30 juin 1976 et 3455-76 du 6 octobre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

QUE le Règlement relatif à l'usage des armes de chasse, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

**Règlement concernant l'usage
des armes de chasse**

Loi de la Conservation de la Faune
(1969, c. 58, a. 77, *b*)

Section I

1. Pour la chasse de tous les oiseaux et animaux visés par la Loi de la Conservation de la Faune (1969, c. 58), seules sont permises:

- a)** les armes à feu non automatiques, c'est-à-dire celles dont on ne peut pas vider complètement et la chambre et le magasin par une seule pression soutenue sur la détente;

O.C. 3382-77, 12 October 1977
Reg. 77-605, 17 October 1977

WILD-LIFE CONSERVATION ACT
(1969, c. 58)

Hunting arms allowed

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting the use of hunting arms.

WHEREAS under subparagraph *b* of section 77 of the Wild-life Conservation Act (1969, c. 58), the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the calibre and characteristics of the arms which may be used for hunting, according to the classes of animals which he indicates;

WHEREAS it is expedient to consolidate into one regulation all the regulations respecting hunting gear whose use is prohibited;

WHEREAS it is expedient to replace the Regulation respecting hunting gear whose use is prohibited made under Order in Council 1494-74 dated 24 April 1974 amended under Orders in Council 2398-75 dated 11 June 1975, 1621-76 dated 5 May 1976, 229076 dated 30 June 1976 and 3455-76 dated 6 October 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the Regulation respecting the use of hunting arms, annexed to this Order in Council, be made.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

**Regulation respecting the use
of hunting arms**

Wild-life Conservation Act
(1969, c. 58, s. 77, subpar. *b*)

Division I

1. The hunting of all birds and animals contemplated by the Wild-life Conservation Act (1969, c. 58) is only permitted with:

- (a)** non-automatic firearms, that is, firearms whose chambers and magazines cannot be emptied with sustained trigger pressure;

- | | |
|---|--|
| b) les armes à feu qui ne sont pas défectueuses; | (b) non-faulty firearms; |
| c) les balles qui ne sont pas traçantes; et | (c) non-tracer bullets; and |
| d) les balles autres que celles à pointe dure du type militaire ou à bout non écrasant. | (d) non-expanding ball ammunition other than hard point, military. |

Section II**Pour la chasse en vertu d'un permis autre que le permis de piéger les animaux à fourrure.**

2. Pour la chasse de l'*orignal* ailleurs que dans les parcs et réserves à l'exception de la réserve de la Haute-Mauricie et le *caribou*, seuls sont permis:

- a) les carabines et les cartouches à percussion centrale des calibres autres que: 170, 218, 219, 22, 220, 221, 222, 22-250, 223, 224, 225, 25-20, 25-35, 256 Magnum, 30 U.S. Carbine, 303 Savage, 32-20, 32-40, 351 Winchester, 38-40, 38-55, 44 Magnum, 44-40 et tous les calibres de moins de 6 millimètres ou 243;
- b) les arcs d'une pression de 40 livres et plus;
- c) les arbalètes d'une pression de 80 livres et plus; et
- d) les flèches à tête d'acier tranchant de 7/8 de pouce et plus.

3. Pour la chasse de l'*orignal* dans les parcs et les réserves autres que la réserve de la Haute-Mauricie, seules sont permises les carabines et les cartouches à percussion centrale des calibres autres que: 170, 218, 219, 22, 220, 221, 222, 22-250, 223, 224, 225, 25-20, 25-35, 256 Magnum, 30 U.S. Carbine, 303 Savage, 32-20, 32-40, 351 Winchester, 38-40, 38-55, 44 Magnum, 44-40, tous les calibres de moins de 6 millimètres ou 243, 30/30, 30 Remington, 32 Spécial, 32 Remington, 35 Remington, 6.5 Manlicher, 250 Savage, 257 Roberts et 45-70 Govern.

4. Pour la chasse du *chevreuil* et de l'*ours noir*, seuls sont permis:

- a) les engins mentionnés à l'article 2;
- b) les fusils et les cartouches à fusil des calibres autres que 28 et 410; et
- c) les cartouches à fusil contenant des plombs d'un diamètre de plus de 0.30 pouce.

Division II**Hunting pursuant to a licence other than the licence for the trapping of fur-bearing animals.**

2. The hunting of *moose* other than in the parks and reserves with the exception of the Haute-Mauricie Reserve and *caribou* is only permitted with:

- (a) centre-fire rifles and cartridges of calibres other than: 170, 218, 219, 22, 220, 221, 222, 22-250, 223, 224, 225, 25-20, 25-35, 256 Magnum, 30 U.S. Carbine, 303 Savage, 32-20, 32-40, 351 Winchester, 38-40, 38-55, 44 Magnum, 44-40 and all calibres under 6 millimetres or 243;
- (b) bows of 40 pounds pull and over;
- (c) cross-bows of 80 pounds pull and over; and
- (d) arrows with 7/8 inch broad steel heads and over.

3. Hunting of *moose* in parks and reserves other than the Haute-Mauricie Reserve is only permitted with centre-fire rifles and cartridges of calibres other than: 170, 218, 219, 22, 220, 221, 222, 22-250, 223, 224, 225, 25-20, 25-35, 256 Magnum, 30 U.S. Carbine, 303 Savage, 32-20, 32-40, 351 Winchester, 38-40, 38-55, 44 Magnum, 44-40, all calibres under 6 millimetres or 243, 30/30, 30 Remington, 32 Special, 32 Remington, 35 Remington, 6.5 Manlicher, 250 Savage, 257 Roberts and 45-70 Govern.

4. The hunting of *deer* and *black bear* is only permitted with:

- (a) the hunting gear mentioned in section 2;
- (b) shotguns and shotgun shells other than 28 and 410 calibre; and
- (c) shotgun shells containing lead of a diameter over 0.30 inch.

5. Pour la chasse du *loup*, du *coyote*, du *lynx du Canada*, du *lynx roux*, du *renard*, de la *mouffette*, du *raton laveur*, de la *marmotte* et du *porc-épic*, seuls sont permis:

- a) les arcs et les arbalètes;
- b) les carabines et les cartouches à percussion latérale des calibres 22 à 32;
- c) les carabines et les cartouches à percussion centrale des calibres suivants: 170, 22, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 6mm., 243, 244, 25, 25-06, 250, 256, 257, 25-20, 25-35, 264, 6.5mm, 270, 7mm., 280, 284, 7mm. Magnum, 7 x 61, 30, 30-30, 308, 300, 30-06 et 303;
- d) les balles pesant 110 grains ou moins des cartouches des calibres mentionnés au précédent alinéa c; et
- e) les fusils des calibres 10, 12, 16 et 20.

6. Pour la chasse de la *gêlinotte huppée*, de la *gêlinotte à queue fine*, du *tétras des savanes*, de la *perdrix européenne*, du *lagopède*, du *faisan*, de la *corneille américaine*, de l'*étourneau sansonnet*, du *moineau domestique*, du *carouge à épaulettes*, du *mainate rouilleux*, du *mainate bronzé*, du *vacher*, du *lièvre américain*, du *lapin à queue blanche* et du *lèvre arctique*, seuls sont permis:

- a) dans les parcs et réserves:
 - i) les fusils des calibres 12, 16, 20, 28 et 410; et
 - ii) les cartouches munies de plombs d'un diamètre plus petit que 0.180 pouce (BB);
- b) ailleurs au Québec:
 - i) les carabines utilisant des cartouches à percussion latérale des calibres 22 à 32;
 - ii) les fusils;
 - iii) les cartouches munies de plombs d'un diamètre plus petit que 0.180 pouce (BB); et
 - iv) les arcs et arbalètes.

7. L'usage du collet pour la chasse du *lièvre américain*, du *lièvre arctique* et du *lapin à queue blanche*, est seulement permis:

- a) dans les zones C, D, G, H, K-1, K-2, M, N, O-1;

5. The hunting of *wolves*, *coyotes*, *Canada lynx*, *bobcat*, *foxes*, *skunks*, *raccoons*, *woodchucks* and *porcupines* is only permitted with:

- (a) bows and cross-bows;
- (b) rim-fire rifles and cartridges of 22 to 32 calibre;
- (c) centre-fire rifles and cartridges of the following calibres: 170, 22, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 6mm., 243, 244, 25, 25-06, 250, 256, 257, 25-20, 25-35, 264, 6.5mm., 270, 7mm., 280, 284, 7mm. Magnum, 7 x 61, 30, 30-30, 308, 300, 30-06 and 303;
- (d) bullets weighing 110 grains or less than cartridges of the calibres mentioned in preceding paragraph c; and
- (e) 10, 12, 16 and 20 gauge shot-guns.

6. The hunting of *ruffed grouse*, *sharp-tailed grouse*, *spruce grouse*, *gray partridge*, *ptarmigan*, *pheasant*, *common crow*, *starling*, *house sparrow*, *red-wind*, *rusty black-bird*, *common grackle*, *cowbird*, *northern hare*, *white-tailed jack rabbit* and *arctic hare* is only permitted with:

- (a) in the parks and reserves:
 - (i) 12, 16, 20, 28 and 410 gauge shot-guns; and
 - (ii) cartridges containing lead of a diameter smaller than 0.180 inch (BB);
- (b) elsewhere in Québec:
 - (i) rifles using rim-fire cartridges of 22 to 32 calibre;
 - (ii) guns;
 - (iii) cartridges containing lead of a diameter smaller than 0.180 inch; and
 - (iv) bows and cross-bows.

7. The use of snares for the hunting of the *northern hare*, *arctic hare* and *white-tailed jack rabbit* is only permitted:

- (a) in Zones C, D, G, H, K-1, K-2, M, N, O-1;

- b) à partir du 15 novembre dans les zones A-1, A-2, A-3, B-1, B-2, F-1, F-2, F-3, F-4, J-1, J-2, J-3, L, P et dans la partie de la zone E située à l'est des routes 158 et 347; et
- (b) from 15 November in Zones A-1, A-2, A-3, B-1, B-2, F-1, F-2, F-3, F-4, J-1, J-2, J-3, L, P and in the part of Zone E situated east of Highways 158 and 347; and
- c) dans et les alentours des établissements non autochtones établis dans la zone K3.
- (c) in and around non-native establishments established in Zone K-3.

8. Dans toute chasse contrôlée, les agents de conservation et les préposés du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche sont autorisés à retenir aux postes de contrôle toutes les armes ou munitions autres que celles permises, tant et aussi longtemps que dure le séjour du porteur d'une telle arme à l'intérieur du territoire où se pratique cette chasse.

8. In any controlled hunt, conservation officers and the persons hired by the Department of Tourism, Fish and Game are authorized to retain at control stations all arms or ammunition other than those permitted for as long as the holders of such arms stay within the territory where such hunting is practised.

Section III

Pour la chasse en vertu d'un permis de piéger les animaux à fourrure.

9. Pour la chasse des *animaux à fourrure*, seuls sont permis les pièges. Le titulaire d'un permis de piéger les animaux à fourrure peut utiliser une arme à feu pour abattre l'ours noir, le loup, le coyote, le renard, le lynx du Canada et le lynx roux pris dans un piège.

Division III

Hunting pursuant to a licence to trap fur bearing animals.

9. The hunting of *fur-bearing animals* is only permitted with traps. The holder of a licence to trap fur-bearing animals may use a firearm to kill black bear, wolves, coyotes, foxes, Canada lynx or bobcat caught in a trap.

Section IV

10. Le présent Règlement remplace le Règlement concernant les engins de chasse dont l'usage est prohibé, adopté par l'arrêté en conseil numéro 1494-74 du 24 avril 1974.

11. Le présent Règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Division IV

10. This Regulation replaces the Regulation respecting hunting gear whose use is prohibited, made under Order in Council 1494-74 dated 24 April 1974.

11. This Regulation shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

A.C. 3387-77, 12 octobre 1977
Règ. 77-610, 17 octobre 1977

LOI DES PARCS PROVINCIAUX
(S.R.Q., 1964, c. 201)

**Recherche et exploration minière
dans le Parc des Laurentides**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

**CONCERNANT la recherche et l'exploration minière dans
le Parc Provincial des Laurentides.**

ATTENDU QUE l'article 19 de la Loi des Parcs Provinciaux (S.R.Q., 1964, c. 201, modifié par 1971, c. 59) prohibe la recherche des minéraux dans les limites des parcs sauf quand elle est faite en conformité des règlements établis à cette fin;

ATTENDU QU'en vertu du sous-paragraphe *h* du paragraphe 1 de l'article 9 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender et révoquer les règlements pour l'exploitation des mines et le développement des intérêts miniers dans les limites du Parc des Laurentides et l'émission de certificats de mineur ou de permis d'occupation pour cet objet et pour l'exploration et la recherche des mines et minéraux;

ATTENDU QUE l'on connaît l'existence d'une zone minéralisée où l'on a repéré du fer, du titane et de l'apatite dans un secteur du Parc des Laurentides;

ATTENDU QU'il est souhaitable de connaître la valeur de ce gisement minier;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le Règlement concernant la recherche et l'exploration minière dans le Parc Provincial des Laurentides et annexé au présent arrêté en conseil soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3387-77, 12 October 1977
Reg. 77-610, 17 October 1977

PROVINCIAL PARKS ACT
(R.S.Q., 1964, c. 201)

**Prospecting for mines in
the Laurentides Provincial Park**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the prospecting for mines in the Laurentides Provincial Park.

WHEREAS under section 19 of the Provincial Parks Act (R.S.Q., 1964, c. 201, amended by 1971, c. 59) prospecting for minerals within the park shall be prohibited, except in accordance with the regulations to be made in that behalf;

WHEREAS pursuant to paragraph *h* of subsection 1 of section 9 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may make, amend and revoke regulations for the working of mines and development of mining interests within the Laurentides Park, and the issuing of miner's certificates, licenses or permits of occupation for such purpose, and for prospecting for mines and minerals;

WHEREAS it is known that a mineralized zone exists in which iron, titanium and apatite have been found in an area of the Laurentides Park;

WHEREAS it is expedient to know the value of such mining deposits;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the Regulation respecting the prospecting for mines in the Laurentides Provincial Park, a copy of which is annexed hereto, be made.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

**Règlement concernant la recherche
et l'exploration minière dans le
Parc Provincial des Laurentides**

Loi des parcs provinciaux
(S.R.Q., 1964, c. 201, modifié par 1971, c. 59)

1. Toute personne doit, pour effectuer l'exploration minière d'un secteur déterminé du Parc Provincial des Laurentides, être munie d'un permis d'exploration et de recherche des mines et minéraux.

2. Le permis d'exploration et de recherche des mines et minéraux émis en vertu du présent règlement n'implique aucunement la tacite émission d'un permis d'exploitation à l'intérieur des limites du Parc des Laurentides.

3. Le présent Règlement entre en vigueur à la date de sa deuxième publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1613-46-2-o

**Regulation respecting the prospecting
for mines in the
Laurentides Provincial Park**

Provincial Parks Act
(R.S.Q., 1964, c. 201, amended by 1971, c. 59)

1. Every person must, in order to prospect for mines in a determined area of the Laurentides Provincial Park, hold a permit to prospect for mines and minerals.

2. The permit to prospect for mines and minerals issued pursuant to this Regulation shall in no way imply the tacit issuance of a mining permit within the Laurentides Park.

3. This Regulation shall come into force on the date of its second publication in the *Québec Official Gazette*.

1613-46-2-o

A.C. 3408-77, 12 octobre 1977
Règ. 77-612, 17 octobre 1977

LOI DES TRANSPORTS
(1972, c. 55)

Requête en transfert de permis

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une requête en transfert de permis entre Courrier Trans-Québec Inc. (requérant-cedant) et Loomis Courier Inc. (requérant-cessionnaire).

Loi des transports
(1972, c. 55 a. 36 et 39a).

ATTENDU QU'une requête en transfert du permis no. 22704-V actuellement détenu par Courrier Trans-Québec Inc. a été introduite selon l'article 36 de la Loi des transports en date du 30 juillet 1976, aux fins d'obtenir le transfert dudit permis en faveur de Loomis Courier Inc.

ATTENDU QUE conformément à l'article 39a de la loi précitée, avis de cette requête a été donné au ministre des Transports par la Commission des transports le 12 août 1976;

ATTENDU QUE le ministre des transports s'est prévalu des pouvoirs qui lui sont donnés par cet article 39a et a retiré cette affaire de la juridiction de la Commission des transports pour la soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE ce retrait de juridiction a été signifié à la Commission des transports le 12 août 1976;

ATTENDU QUE la Commission des transports a en conséquence transmis le dossier de cette affaire au lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il est de l'intérêt public que le transfert du permis précité en faveur de la Compagnie Loomis Courier Inc. soit refusé;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Transports:

QUE la requête en transfert du permis no 22704-V détenu par Courrier Trans-Québec Inc. en faveur de Loomis Courier Inc. soit refusée;

O.C. 3408-77, 12 October 1977
Reg. 77-612, 17 October 1977

TRANSPORT ACT
(1972, c. 55)

Application for transfer of permit

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an application for the transfer of a permit by Courrier Trans-Québec Inc. (applicant assigning party) and Loomis Courier Inc. (applicant transferee).

Transport Act
(1972, c. 55, s. 36 and 39a).

WHEREAS an application dated 30 July 1976 for the transfer of permit No. 22704-V presently held by Courrier Trans-Québec Inc. was made pursuant to section 36 of the Transport Act in order to effect the transfer of the said permit of Loomis Courier Inc.;

WHEREAS in accordance with section 39a of the Act, notice of the said application was given to the Minister of Transport by the Transport Commission on 12 August 1976;

WHEREAS the Minister of Transport availed himself of the powers conferred on him under the said section 39a and removed the case from the jurisdiction of the Transport Commission to refer it to the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the Transport Commission was notified of the said removal of jurisdiction on 12 August 1976;

WHEREAS the Transport Commission duly referred the record of the case to the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is in the public interest that the transfer of the said permit to Loomis Courier Inc. be refused;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT the application for the transfer of permit No. 22704-V held by Courrier Trans-Québec Inc. to Loomis Courier Inc. be refused;

QUE ce permis no 22704-V demeure en vigueur et continue à être détenu par Courrier Trans-Québec Inc.;

QUE le présent arrêté en conseil soit adopté et publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1611-o

THAT permit No. 22704-V remain in force and continue to be held by Courrier Trans-Québec Inc.;

THAT this Order in Council be made and published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1611-o

A.C. 3409-77, 12 octobre 1977
Règ. 77-613, 17 octobre 1977

LOI DES TRANSPORTS
(1972, c. 55)

Requête en transfert partiel de permis

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une requête en transfert partiel de permis entre
Allen's Cartage Ltd. (requérant-cédant) et Loomis Courier
Inc. (requérant-cessionnaire).

Loi des transports
(1972, c. 55, a. 36 et 39a)

ATTENDU QU'une requête en transfert de la clause *a* du permis no 2530-V actuellement détenu par Allen's Cartage Limited a été introduite selon l'article 36 de la Loi des transports, en date du 28 mars 1977, afin d'obtenir le transfert dudit permis en faveur de Loomis Courier Service Ltd.;

ATTENDU QUE conformément à l'article 39a de la loi précitée, avis de cette requête a été donné au ministre des transports par la Commission des transports, le 22 avril 1977;

ATTENDU QUE le ministre des transports s'est prévalu des pouvoirs qui lui sont donnés par cet article 39a et a retiré cette affaire de la juridiction de la Commission des transports pour la soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE ce retrait de juridiction a été signifié à la Commission des transports le 12 mai 1977;

ATTENDU QUE la Commission des transports a en conséquence transmis le dossier de cette affaire au lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il est de l'intérêt public que le transfert de la clause *a* du permis précité en faveur de la compagnie Loomis Courier Service Ltd. soit refusé;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE la requête en transfert de la clause *a* du permis no 2530-V détenu par Allen's Cartage Limited en faveur de Loomis Courier Service Ltd. soit refusée;

QUE le présent arrêté en conseil soit adopté et publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3409-77, 12 October 1977
Reg. 77-613, 17 October 1977

TRANSPORT ACT
(1972, c. 55)

Application for partial transfer of permit

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an application for the partial transfer of a permit by Allen's Cartage Ltd. (applicant assigning party) and Loomis Courier Inc. (applicant transferee).

Transport Act
(1972, c. 55, s. 36 and 39a)

WHEREAS an application dated 28 March 1977 for the transfer of clause *a* of permit No. 2530-V presently held by Allen's Cartage Limited was made pursuant to section 36 of the Transport Act in order to effect the transfer of the said permit to Loomis Courier Service Ltd.;

WHEREAS in accordance with section 39a of the Act, notice of the said application was given to the Minister of Transport by the Transport Commission on 22 April 1977;

WHEREAS the Minister of Transport availed himself of the powers conferred on him under the said section 39a and removed the case from the jurisdiction of the Transport Commission to refer it to the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the Transport Commission was notified of the said removal of jurisdiction on 12 May 1977;

WHEREAS the Transport Commission duly referred the record of the case to the Lieutenant-Governor in Council;

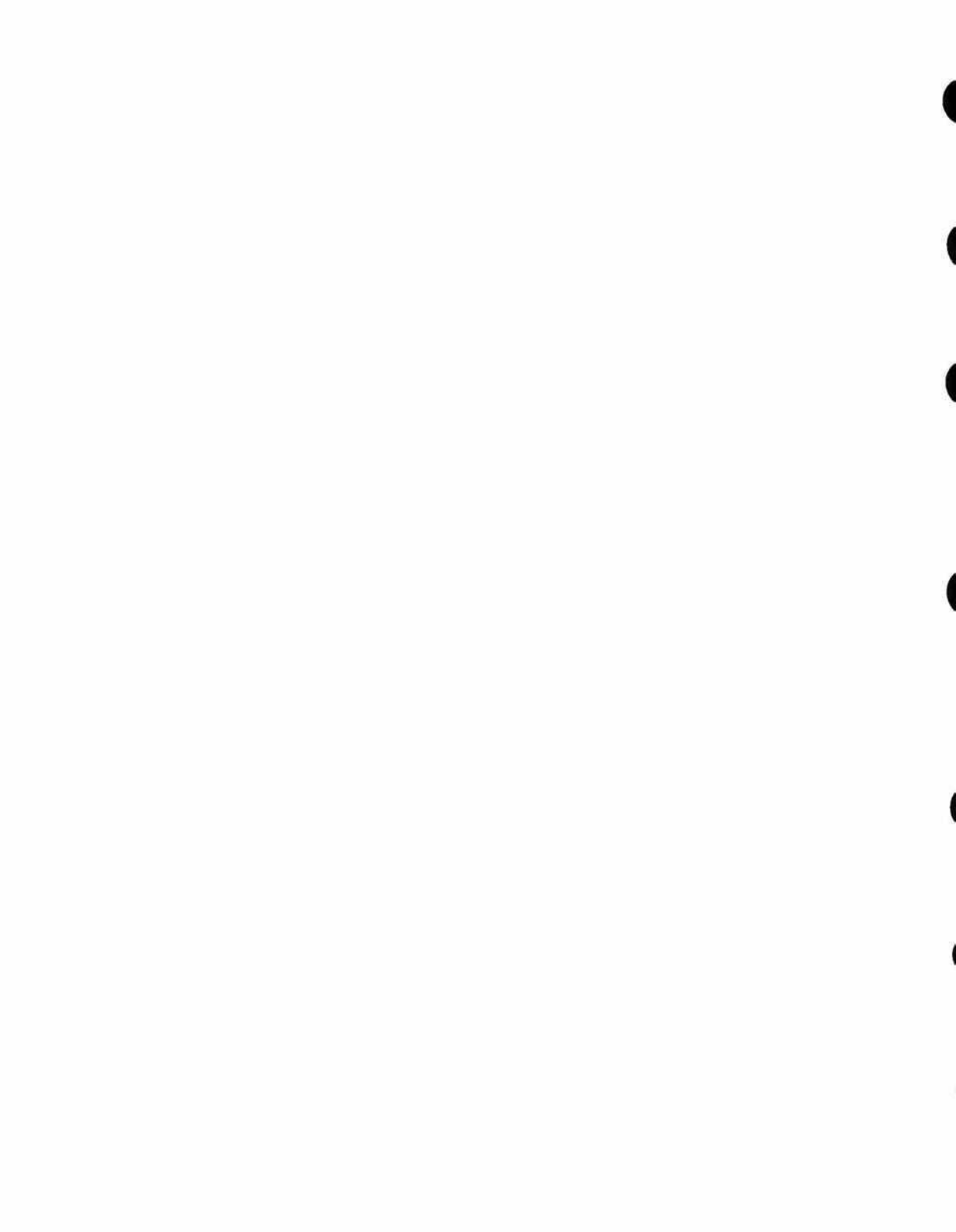
WHEREAS it is in the public interest that the transfer of clause *a* of the said permit to Loomis Courier Service Ltd. be refused;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport;

THAT the application for the transfer of clause *a* of permit No. 2530-V held by Allen's Cartage Limited to Loomis Courier Service Ltd. be refused;

THAT this Order in Council be made and published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.



A.C. 3634-77, 26 octobre 1977
Règ. 77-635, 28 octobre 1977

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, c. 143)

**Automobile — Arthabaska,
Thetford Mines, Granby et Sherbrooke — Modification**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de l'automobile dans les régions d'Arthabaska, Thetford Mines, Granby et Sherbrooke.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), « L'Association des Marchands de Pièces d'Automobiles des Cantons de l'Est Inc. » a présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet d'être acceptée comme partie contractante de première part au décret 1982 du 1er juin 1971, relatif à l'industrie de l'automobile dans les régions d'Arthabaska, Thetford Mines, Granby et Sherbrooke;

ATTENDU QUE ladite requête a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 29 juin 1977:

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE la requête de « L'Association des Marchands de Pièces d'Automobiles des Cantons de l'Est Inc. » soit acceptée et que son nom soit ajouté à la liste des parties contractantes audit décret, numéro 1982.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1606-o

O.C. 3634-77, 26 October 1977
Reg. 77-635, 28 October 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, c. 143)

**Automobile — Arthabaska, Thetford Mines,
Granby and Sherbrooke — Amendment**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an Amendment to the Decree respecting the Automobile Industry in the Arthabaska, Thetford Mines, Granby and Sherbrooke Regions.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), "L'Association des Marchands de Pièces d'automobiles des Cantons de l'Est Inc." has petitioned the Minister of Labour and Manpower to be accepted as contracting party of the first part to Decree 1982 of June 1, 1971, respecting the automobile industry in the Arthabaska, Thetford Mines, Granby and Sherbrooke Regions;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of June 29, 1977;

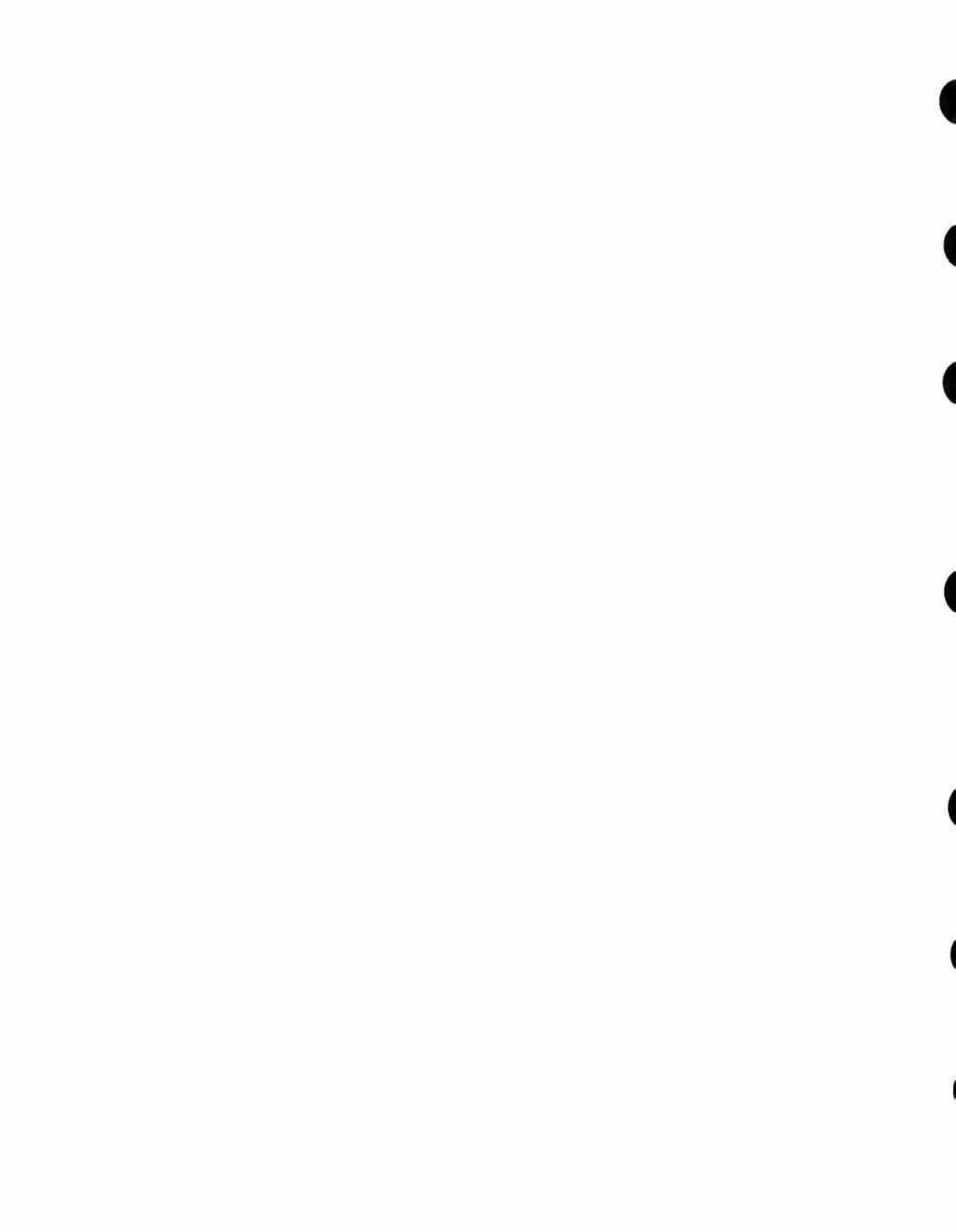
WHEREAS the objections brought forward have been duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the petition of "L'Association des Marchands de Pièces d'Automobile des Cantons de l'Est Inc." be accepted and that its name be added to the list of the contracting parties to the said decree, number 1982.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1606-o



A.C. 3635-77, 26 octobre 1977
Règ. 77-636, 28 octobre 1977

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, c. 143)

**Barbier, coiffeur et coiffeuse — Roberval —
Modifications**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers
de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de
Roberval.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de
convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), les parties
contractantes à la convention collective de travail relative
aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de
Roberval, rendue obligatoire par le décret 1283 du 15 no-
vembre 1951, ont présenté au ministre du Travail et de la
Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appré-
ciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil
certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette
officielle du Québec* du 22 juin 1977;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées
conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation
du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le décret 1283 soit modifié de la façon suivante:

1. L'article 102 est remplacé par le suivant:

« 102. JOURS FÉRIÉS:

- a) Il n'y a pas de travail les dimanches, le premier jour de
l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédéra-
tion, le jour de Noël, le 26 décembre ainsi que les
mardis suivant le jour de Pâques, la fête du Travail et le
jour de l'Action de Grâce.
- b) Lorsqu'un jour férié tombe un dimanche ou un lundi, il
doit être chômé le mardi suivant.
- c) À l'occasion d'un jour chômé, en vertu du présent
article, le salaire de l'employé ne doit subir aucune
diminution de sa rémunération de base. »

O.C. 3635-77, 26 October 1977
Reg. 77-636, 28 October 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, c. 143)

**Barbering and Men's and Ladies' Hairdressing Trades
— Roberval — Amendments**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Amendments to the Decree respecting the
Barbering and the Men's and Ladies' Hairdressing Trades
in the Roberval County.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees
Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the contracting parties to the
collective labour agreement respecting the barbering and the
men's and ladies' hairdressing trades in the Roberval Coun-
ty, rendered obligatory by Decree 1283 of November 15,
1951, have petitioned the Minister of Labour and Manpower
to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consider-
ation and decision certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the
Québec Official Gazette of June 22, 1977;

WHEREAS the objections brought forth have been duly
considered in accordance with the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the
Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree 1283 be amended as follows:

1. Section 102 is amended by the following:

“102. GENERAL HOLIDAYS:

- (a) No work shall be performed on Sundays, New Year's
Day, January 2, St. John the Baptist Day, Canada Day,
Christmas Day, December 26 and on the Tuesdays
following Easter Day, Labour Day and Thanksgiving
Day.
- (b) When a holiday falls on a Sunday or a Monday, it shall
be celebrated on the following Tuesday.
- (c) For a holiday under this section, the employee shall not
have a reduction in his basic wage.”

2. Le paragraphe *f* de l'article 106 est remplacé par le suivant:

« **f)** Le salarié coiffeur pour dames de même que le salarié coiffeur pour hommes bénéficie d'un congé annuel d'une durée de 3 semaines à condition de justifier de 3 ans de service continu chez le même employeur ou dans le même salon. L'indemnité afférente à ce congé est égale à 6% de la rémunération brute du salarié durant la période de référence. »

3. L'article 109 est remplacé par le suivant:

« **109. DURÉE DU TRAVAIL:** Dans les salons de coiffure pour hommes, les heures normales de travail sont établies de la façon suivante:

le lundi: chômé;

les mardi, mercredi, jeudi et les 3 jours ouvrables précédant immédiatement la veille du jour de l'An: de 8h à 17h30;

le vendredi ainsi que les 3 jours ouvrables précédant immédiatement le veille de Noël: de 8h30 à 21h;

le samedi: de 8h30 à 12h.

Exception: Dans les municipalités de Saint-Félicien, Albanel et La Doré, les heures normales de travail le samedi sont: 8h30 à 16h. »

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1606-o

2. Paragraph *f* of section 106 is replaced by the following:

“(f) Ladies' hairdressers and men's hairdressers have an annual 3-week vacation on condition that they have 3 years of continuous service with the same employer or in the same salon. Vacation pay is equal to 6% of the employee's gross wage earned during the qualifying period.”

3. Section 109 is replaced by the following:

“**109. HOURS OF WORK:** In men's hairdressing salons, the standard working hours are scheduled as follows:

Monday: no working-day;

Tuesday, Wednesday, Thursday and the 3 working days immediately preceding New Year's Eve: 8:00 a.m. to 5:30 p.m.;

Friday and the 3 working days immediately preceding Christmas Eve: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 8:30 a.m. to 12:00 noon.

Exception: In the municipalities of Saint-Félicien, Albanel and La Doré, the standard working hours on Saturday are 8:30 a.m. to 4:00 p.m.”

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1606-o

A.C. 3636-77, 26 octobre 1977
Règ. 77-637, 28 octobre 1977

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, c. 143)

**Camionnage, première et troisième parties —
Montréal — Modifications**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications aux parties I et III du décret
relatif à l'industrie du camionnage dans la région de
Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de
convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), les parties
contractantes à la convention collective de travail relative à
l'industrie du camionnage dans la région de Montréal, ren-
due obligatoire par le décret 913 du 16 juin 1948, ont
présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une
requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision
du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications
audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette
officielle du Québec* du 8 juin 1977;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée con l'ap-
probation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation
du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le décret 913 soit modifié de la façon suivante:

1. Le paragraphe 1.20 de l'article I de la Première partie du
décret est remplacé par le suivant:

« **1.20 Aide de moins de 18 ans:** Salarié âgé de moins de
18 ans qui fait de la surveillance, mais ne manutentionne pas
de marchandises d'un poids supérieur à 27 kg (60 livres). »

2. Le paragraphe 1.21 suivant est ajouté à l'article I de la
Première partie du décret:

« **1.21 Artisan:** Le mot « artisan » désigne toute personne
faisant seule ou en société un travail régi par le présent décret
ou tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait
un pareil travail. »

3. Le paragraphe 3.08 de l'article III de la Première partie
du décret est remplacé par le suivant:

O.C. 3636-77, 26 October 1977
Reg. 77-637, 28 October 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREE ACT
(R.S.Q. 1964, c. 143)

**Cartage, Part One and Three — Montreal —
Amendments**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Amendments to Parts I and III of the Decree
respecting the Cartage Industry in the Montréal region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees
Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the contracting parties to the
collective labour agreement respecting the cartage industry
in the Montréal region, rendered obligatory by Decree No.
913 of June 16, 1948, have petitioned the Minister of Labour
and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in
Council for consideration and decision certain amendments
to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the
Québec Official Gazette of June 8, 1977:

WHEREAS no objection has been brought forth against the
approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the
Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree No. 913 be amended as follows:

1. Subsection 1.20 of section I of Part I of the decree is
replaced by the following:

“**1.20 Helper 18 years and Less:** employee not more than
18 years of age engaged in supervision, but not in handling
merchandise over 27 kilograms (60 pounds).”

2. The following subsection 1.21 is added to section I of
Part I of the decree:

“**1.21 Artisan:** the word “artisan” means any person
carrying out alone or in partnership work governed by this
decree or any employer or professional employer carrying
out similar work.”

3. Subsection 3.08 of section III of Part I of the decree is
replaced by the following:

« **3.08** Lorsqu'un salarié doit se présenter à un endroit situé à l'extérieur d'un rayon de 40 km (25 milles) mais moins de 64 km (40 milles) de son lieu de travail habituel, il doit recevoir l'équivalent d'une heure à son taux normal de salaire pour chaque jour en guise d'indemnité de déplacement aller-retour. »

4. Le paragraphe 5.03 de l'article V de la Première partie du décret est remplacé par le suivant:

« **5.03** Lorsqu'un salarié, de façon irrégulière, commence à travailler entre minuit et 6 h, son employeur doit lui verser une prime équivalente à 50% de son salaire pour chaque heure effectuée entre minuit et 6h; ces heures ne sont pas réputées être des heures de la journée normale. »

5. Le paragraphe 5.06 de l'article V de la Première partie du décret est remplacé par le suivant:

« **5.06** Lorsqu'un salarié est à l'extérieur d'un rayon de 80,465 km (50 milles) de Montréal, le coût de ses repas doit lui être remboursé à raison de \$3.00 pour le dîner et \$3.00 pour le souper. »

6. Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 8.04 de l'article VIII de la Première partie du décret est remplacé par le suivant:

« **b)** Lors du décès de son beau-père, de sa belle-mère, de son frère ou de sa soeur, tout salarié qui assiste aux funérailles lorsque celles-ci ont lieu dans la période du lundi au vendredi, a droit à un congé d'au plus 2 jours sans paie et d'un jour avec paie. »

7. Le paragraphe 1.09 suivant est ajouté à l'article I de la Troisième partie du décret:

« **1.09 Artisan:** Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le présent décret ou tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail. »

8. Le paragraphe 2.01 de l'article II de la Troisième partie du décret est remplacé par le suivant:

« **2.01 Territorial:** La présente partie s'applique à l'Île de Montréal et au territoire situé à moins de 48,279 km (30 milles) des limites de l'Île de Montréal et aux municipalités comprises en partie dans ce territoire. »

“**3.08** When an employee reports to a place located outside a 40 kilometer (25 miles) radius but less than 64 kilometers (40 miles) from his regular place of work, he shall receive the equivalent of one hour's wage at his regular rate for each day as round-trip travelling expenses.”

4. Subsection 5.03 of section V of Part I of the decree is replaced by the following:

“**5.03** When an employee begins work on an irregular schedule, between midnight and 6:00 a.m., his employer shall pay a premium equivalent to 50% of his rate for each hour worked between midnight and 6:00 a.m.; and these hours are not classified as standard daily hours.”

5. Subsection 5.06 of section V of Part I of the decree is replaced by the following:

“**5.06** When an employee is outside an 80,465 kilometer (50 miles) radius of Montreal, the cost of his meals shall be reimbursed at the rate of \$3.00 for each lunch and \$3.00 for each supper.”

6. Paragraph *b* of subsection 8.04 of section VIII of Part I of the decree is replaced by the following:

“(b) In the event of the death of his father-in-law, mother-in-law, brother or sister, the employee who attends the funeral when it occurs between Monday and Friday is entitled to 2 days without pay and 1 day with pay.”

7. The following subsection 1.09 is added to section I of Part III of the decree:

“**1.09 Artisan:** The word “artisan” means any person carrying out alone or in partnership work governed by this decree or any employer or professional employer carrying out similar work.”

8. Subsection 2.01 of section II of Part III of the decree is replaced by the following:

“**2.01 Territorial:** This part applies to the Island of Montréal and to territories within a radius of 48,279 kilometers (30 miles) of the Island of Montréal and to the municipalities partially included in this territory.”

9. Les mots « Camions auto chargeurs de 20 verges ou plus » apparaissant au sous-paragraphe a du paragraphe 5.01 de l'article V de la Troisième partie sont remplacés par les mots « Camions auto chargeurs de 15.3 m³ ou plus (20 verges). »

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1606-o

9. The words "self-loading trucks of 20 yards or more" appearing in paragraph a of subsection 5.01 of Section V of Part III are replaced by the words "self-loading trucks of 15.3 cubic meters or more (20 yards)."

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1606-o



A.C. 3637-77, 26 octobre 1977
Règ. 77-638, 28 octobre 1977

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, c. 143)

Camionnage — Québec — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie
du camionnage dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), « L'Association des Entrepreneurs en Services Sanitaires du Québec Inc. » a présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet d'être acceptée comme partie contractante de première part au décret 952 du 11 mars 1970, relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 8 juin 1977;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE la requête de « L'Association des Entrepreneurs en Services Sanitaires du Québec Inc. » soit acceptée et que son nom soit ajouté à la liste des parties contractantes audit décret, numéro 952.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE

1606-o

O.C. 3637-77, 26 October 1977
Reg. 77-638, 28 October 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREE ACT
(R.S.Q. 1964, c. 143)

Cartage Industry — Québec — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an Amendment to the Decree respecting the
Cartage Industry in the Québec Region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), "L'Association des Entrepreneurs en Services Sanitaires du Québec Inc." has petitioned the Minister of Labour and Manpower to be accepted as contracting party of the first part to Decree 952 of March 11, 1970, respecting the cartage industry in the Québec region;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of June 8, 1977;

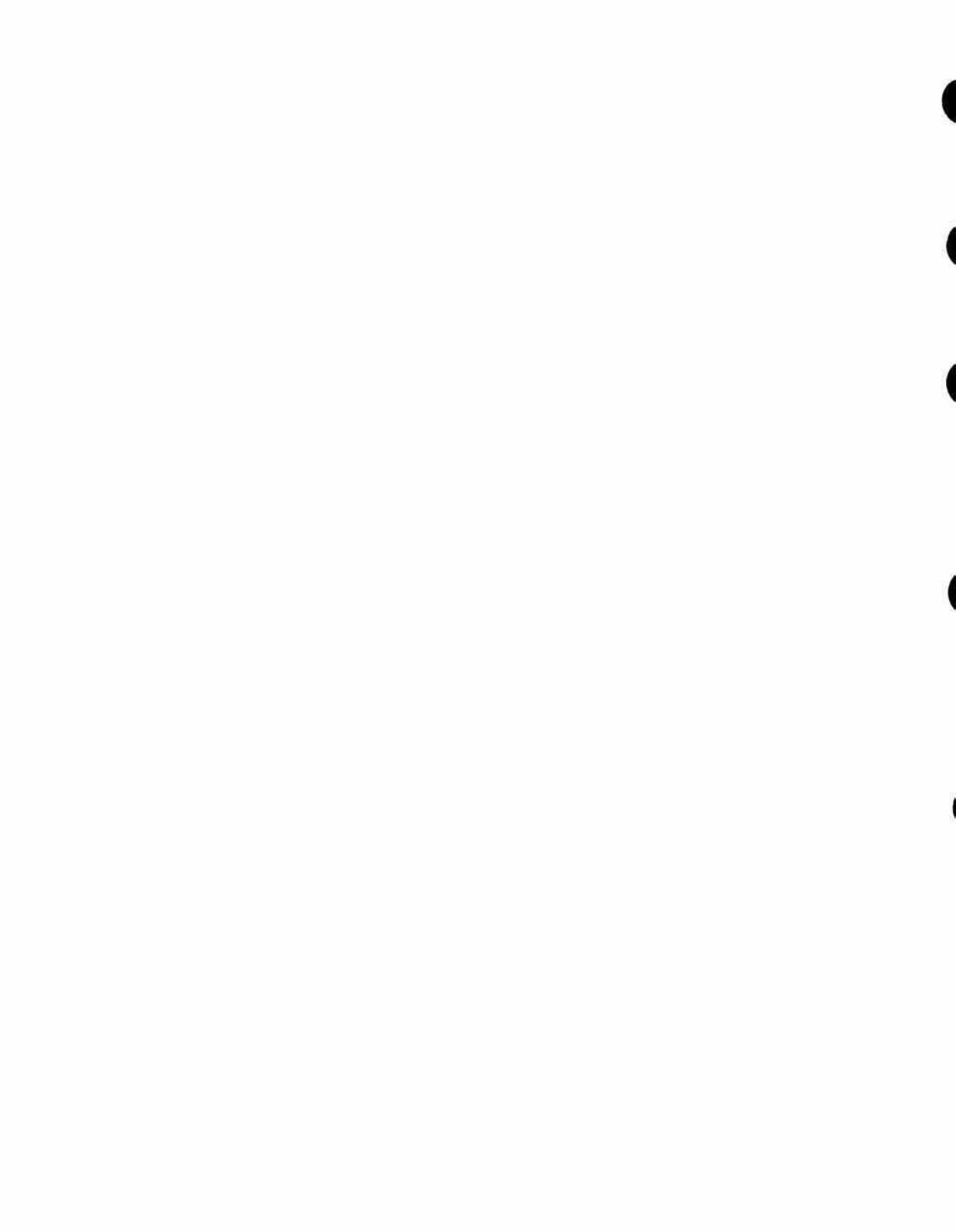
WHEREAS the objections brought forward have been duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the petition of "L'Association des Entrepreneurs en Service Sanitaire du Québec Inc." be accepted and that its name be added to the list of the contracting parties to the said Decree, number 952.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1606-o



A.C. 3638-77, 26 octobre 1977
Reg. 77-639, 28 octobre 1977

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, c. 143)

**Chapellerie (Dames et enfants) — Province —
Modifications**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux
modes et à la chapellerie pour dames et enfants dans
le Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de
convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), les parties
contractantes à la convention collective de travail rela-
tive aux modes et à la chapellerie pour dames et enfants
dans le Québec, rendue obligatoire par le décret 142 du
22 janvier 1947, ont présenté au ministre du Travail et
de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à
l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur
en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la
Gazette officielle du Québec du 24 août 1977;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre
l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recomman-
dation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le décret 142 soit modifié de la façon suivante:

O.C. 3638-77, 26 October 1977
Reg. 77-639, 28 October 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 143)

**Millinery (Ladies and children) — Province —
Amendments**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Amendments to the Decree respecting the
Millinery Industry for Ladies and Children in the
Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement De-
crees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the contracting parties
to the collective labour agreement respecting the milli-
nery industry for ladies and children in the province of
Québec, rendered obligatory by Decree 142 of January
22, 1947, have petitioned the Minister of Labour and
Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in
Council for consideration and decision certain amend-
ments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the
Québec Official Gazette of August 24, 1977;

WHEREAS no objection has been brought forward
against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of
the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree 142 be amended as follows:

1. Le paragraphe a-1 de l'article III est remplacé par le suivant:

« III — SALAIRES MINIMA:

a-1) Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	À compter du 16 février 1978	
Dresseur à la main:		
Premier 2 mois	\$3.15	\$3.15
Après 2 mois	3.31	3.36
Après 4 mois	3.48	3.57
Après 6 mois	3.64	3.78
Après 8 mois	3.81	3.99
Après 10 mois	3.97	4.20
Après 12 mois	4.14	4.41
Après 14 mois	4.31	4.62
Dresseur à la machine:		
Premier 2 mois	3.15	3.15
Après 2 mois	3.29	3.33
Après 4 mois	3.43	3.51
Après 6 mois	3.57	3.69
Après 8 mois	3.71	3.87
Après 10 mois	3.85	4.06
Après 12 mois	3.99	4.24
Après 14 mois	4.14	4.43
Coupeur, préposé tissus et paille:		
Premier 2 mois	3.15	3.15
Après 2 mois	3.27	3.31
Après 4 mois	3.40	3.48
Après 6 mois	3.52	3.64
Après 8 mois	3.65	3.81
Après 10 mois	3.77	3.97
Après 12 mois	3.90	4.14
Après 14 mois	4.03	4.31
Drapeuse, drapeuse-garnisseuse, garnisseuse, ouvrier non spécialisé, commis expéditionnaire:		
Premier 2 mois	3.15	3.15
Après 2 mois	3.24	3.32
Après 4 mois	3.33	3.49
Après 6 mois	3.42	3.66 "

1. Subsection a-1 of section III are replaced by the following:

“III — MINIMUM WAGES:

(a-1) Minimum wage rates are as follows in each of the classification below:

Classification	Effective on February 16, 1978	
Hand blocker:		
First 2 months	\$3.15	\$3.15
After 2 months	3.31	3.36
After 4 months	3.48	3.57
After 6 months	3.64	3.78
After 8 months	3.81	3.99
After 10 months	3.97	4.20
After 12 months	4.14	4.41
After 14 months	4.31	4.62
Machine blocker:		
First 2 months	3.15	3.15
After 2 months	3.29	3.33
After 4 months	3.43	3.51
After 6 months	3.57	3.69
After 8 months	3.71	3.87
After 10 months	3.85	4.06
After 12 months	3.99	4.24
After 14 months	4.14	4.43
Cutter, Operator (fabric and straw)		
First 2 months	3.15	3.15
After 2 months	3.27	3.31
After 4 months	3.40	3.48
After 6 months	3.52	3.64
After 8 months	3.65	3.81
After 10 months	3.77	3.97
After 12 months	3.90	4.14
After 14 months	4.03	4.31
Draper, draper-trimmer, trimmer, general worker, shipping clerk:		
First 2 months	3.15	3.15
After 2 months	3.24	3.32
After 4 months	3.33	3.49
After 6 months	3.42	3.66 "

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

A.C. 3639-77, 26 octobre 1977
Règ. 77-640, 28 octobre 1977

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, c. 143)

Chemise — Province — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chemise dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chemise dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret 1204 du 17 juin 1964, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 25 mai 1977;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le décret 1204 soit modifié de la façon suivante:

1. À l'article II, l'alinéa intitulé « Zone I » est remplacé par le suivant:

« **Zone I:** L'île de Montréal et un rayon de 16,09 kilomètres autour de ses limites. »

2. L'article 7.01 est remplacé par le suivant:

« **7.01** Sous réserve des dispositions qui suivent, les taux horaires minimaux pour le travail exécuté pendant la journée ou la semaine normale doivent être ceux qui sont indiqués ci-dessous pour les salariés qui exercent les emplois énumérés ci-dessous, dans leur zone respective.

Les taux horaires minimaux garantis prévus à l'article 7.02 pour les différents emplois exercés dans la Zone I sont majorés d'un montant égal à la différence entre le taux de l'Ordonnance augmenté de \$0.47 et le taux en vigueur prévu pour le salarié de la catégorie 2 à l'article 7.02 ou à l'article 7.10 selon le cas, augmenté du montant additionnel alors en vigueur.

O.C. 3639-77, 26 October 1977
Reg. 77-640, 28 October 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREE ACT
(R.S.Q., 1964, c. 143)

Shirt — Province — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the Decree respecting the Men's and Boy's Shirt Industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the province of Québec, rendered obligatory by Decree No. 1204 of June 17, 1964, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of May 25, 1977;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree No. 1204 be amended as follows:

1. In section 2, the paragraph entitled "Zone I" is replaced by the following:

« **Zone I:** The Island of Montréal and a radius of 16,09 kilometers from its limits. »

2. Subsection 7.01 is replaced by the following:

« **7.01** Subject to the following provisions, the minimum hourly rates for work performed during the standard workday or workweek shall be those stipulated hereunder for employees engaged in the occupations listed below in their respective zone.

Guaranteed minimum hourly rates provided for in subsection 7.02 for work performed in Zone I are increased by an amount equal to the difference between the Ordinance rate increased by \$0.47 and the rate in force provided for the employee of grade 2, in subsection 7.02 or in subsection 7.10 when applicable, increased by the additional amount then in force.

Les taux horaires minimaux garantis prévus à l'article 7.02 pour les différents emplois exercés dans la Zone II sont majorés d'un montant égal à la différence entre le taux de l'Ordonnance augmenté de \$0.30 et le taux en vigueur prévu pour le salarié de la catégorie 2 à l'article 7.02 ou à l'article 7.10 selon le cas, augmenté du montant additionnel alors en vigueur.

Tous les taux de salaires horaires sont réputés être des taux de salaires minimaux garantis à chaque salarié pour chaque semaine de travail et doivent être rajustés en conséquence selon les emplois et l'échelle de qualification et les rajustements doivent être payés chaque semaine. »

3. L'article 7.02 est remplacé par le suivant:

« **7.02** Taux horaires minimaux garantis pour les différents emplois:

Guaranteed minimum hourly rates provided for in subsection 7.02 for work performed in Zone II are increased by the amount equal to the difference between the Ordinance rate increased by \$0.30 and the rate in force provided for the employee of grade 2, in subsection 7.02 or in subsection 7.10 when applicable, increased by the additional amount then in force.

All hourly wage rates are considered as guaranteed minimum wage rates to each employee for each work-week and such minimum hourly wage rates must be adjusted and paid to each employee every week according to his occupation or the scale of progression rates."

3. Subsection 7.02 is replaced by the following:

“**7.02** Guaranteed minimum hourly wage rates for the following various occupations:

Zone I / Zone I

Catégories <i>Categories</i>	Emplois / <i>Occupations</i>	À compter de l'entrée en vigueur <i>As of the effective date</i>	1er janvier 1978 <i>January 1, 1978</i>	31 décembre 1978 <i>December 31, 1978</i>
1	Ouvrière non spécialisée / <i>Unskilled female worker</i>	\$3.37	\$3.77	\$4.22
2	Opérateur / <i>Operator</i>	3.37	3.77	4.22
3	Presseur, plieur / <i>Presser, folder</i>	3.37	3.77	4.22
4	Examineur / <i>Examiner</i>	3.37	3.77	4.22
5	Assortisseur / <i>Divider</i>	3.42	3.82	4.27
6	Chef de section / <i>Section head</i>	3.42	3.82	4.27
7	Manoeuvre d'atelier / <i>General hand</i>	4.22	4.62	5.07
8	Étaleur / <i>Spreader</i>	4.22	4.62	5.07
9	Coupeur / <i>Cutter</i>	4.54	4.94	5.39
10	Coupeur à la matrice / <i>Cutter with die (clicker)</i>	4.54	4.94	5.39
11	Coupeur au couteau à la main / <i>Hand-knife cutter</i>	4.65	5.05	5.50
12	Marqueur / <i>Marker</i>	4.65	5.05	5.50

Zone II / Zone II

1	Ouvrière non spécialisée / <i>Unskilled female worker</i>	\$3.20	\$3.60	\$4.05
2	Opérateur / <i>Operator</i>	3.20	3.60	4.05
3	Presseur, plieur / <i>Presser, folder</i>	3.20	3.60	4.05
4	Examineur / <i>Examiner</i>	3.20	3.60	4.05
5	Assortisseur / <i>Divider</i>	3.25	3.65	4.10
6	Chef de section / <i>Section head</i>	3.25	3.65	4.10
7	Manoeuvre d'atelier / <i>General hand</i>	4.00	4.40	4.85
8	Étaleur / <i>Spreader</i>	4.00	4.40	4.85
9	Coupeur / <i>Cutter</i>	4.30	4.70	5.15
10	Coupeur à la matrice / <i>Cutter with die (clicker)</i>	4.30	4.70	5.15
11	Coupeur au couteau à la main / <i>Hand-knife cutter</i>	4.40	4.80	5.25
12	Marqueur / <i>Marker</i>	4.40	4.80	5.25 »

4. Le tableau suivant est ajouté après le tableau apparaissant à l'article 7.03.

4. The following table is added after the existing table in subsection 7.03:

	À compter du 1 ^{er} janvier 1978			Effective from January 1, 1978	
	Zone I	Zone II		Zone I	Zone II
« 1 ^{er} semestre	\$0.00	0.00	“1 st six months	\$0.00	\$0.00
2 ^e semestre	0.25	0.20	2 nd six months	0.25	0.20
3 ^e semestre	0.70	0.60	3 rd six months	0.70	0.60
4 ^e semestre	1.15	1.00	4 th six months	1.15	1.00
5 ^e semestre	1.60	1.40	5 th six months	1.60	1.40
6 ^e semestre	2.05	1.80	6 th six months	2.05	1.80
7 ^e semestre	2.50	2.20 »	7 th six months	2.50	2.20”

5. L'article 7.05 est remplacé par le suivant:

5. Subsection 7.05 is replaced by the following:

« 7.05 Montant additionnel:

“7.05 Additional Amount:

a) Tout salarié, qu'il soit payé à l'heure, à la semaine, à la pièce ou autrement, doit recevoir pour chaque heure de travail, en sus de ses gains normaux, un montant additionnel d'au moins \$0.10 l'heure après 6 mois de service continu chez le même employeur.

(a) All employees, whether they are paid on an hourly, weekly, piecework basis or otherwise, shall receive for each hour worked over and above their regular earnings, an additional amount of at least \$0.10 after six (6) months of continuous service for the same employer.

- b) Tout salarié qu'il soit payé à l'heure, à la semaine, à la pièce ou autrement, doit recevoir pour chaque heure de travail, en sus de ses gains normaux, un montant additionnel d'au moins \$0.40 l'heure après un (1) an et plus d'expérience dans l'industrie. Le cas échéant, ce montant s'additionne au \$0.10 prévu à l'article 7.05 a.
- c) À compter du 1er janvier 1978, tout salarié, qu'il soit payé à l'heure, à la semaine, à la pièce ou autrement, doit recevoir pour chaque heure de travail, en sus de ses gains normaux, un montant additionnel d'au moins \$0.30 l'heure après un (1) an et plus d'expérience dans l'industrie. Le cas échéant, ce montant s'additionne au \$0.10 prévu à l'article 7.05 a.
- d) À compter du 1er juillet 1978, tout salarié, qu'il soit payé à l'heure, à la semaine, à la pièce ou autrement, doit recevoir pour chaque heure de travail, en sus de ses gains normaux, un montant additionnel d'au moins \$0.15 l'heure après un (1) an et plus d'expérience dans l'industrie. Le cas échéant, ce montant s'additionne au \$0.30 prévu à l'article 7.05 c. »
- (b) All employees, whether they are paid on an hourly, weekly, piecework basis or otherwise, shall receive for each hour worked over and above their regular earnings, an additional amount of at least \$0.40 an hour after one year's experience or more in the industry. When applicable this amount is added to the \$0.10 provided for in subsection 7.05 a.
- (c) Effective from January 1, 1978, all employees, whether they are paid on an hourly, weekly, piecework basis or otherwise, shall receive for each hour worked over and above their regular earnings, an additional amount of at least \$0.30 an hour after one year's experience or more in the industry. When applicable this amount is added to the \$0.10 provided for in subsection 7.05 a.
- (d) Effective from July 1st, 1978, all employees whether they are paid on an hourly, weekly, piecework basis or otherwise, shall receive for each hour worked over and above their regular earnings, an additional amount of at least \$0.15 an hour after one year's experience or more in the industry. When applicable this amount is added to the \$0.30 provided for in subsection 7.05 c. »

6. L'article 7.09 est remplacé par le suivant:

« **7.09 Compensation:** Les employeurs des 2 zones qui ont accordé des augmentations générales de salaire à leurs salariés le ou après le 1er janvier 1977, doivent bénéficier d'une compensation équivalente et proportionnelle à ces augmentations. »

7. L'article 7.10 suivant est ajouté:

« **7.10 Incorporation et refonte des taux à la pièce et à l'heure:**

- a) Tous les employeurs doivent incorporer aux taux à la pièce un montant additionnel de \$0.20 l'heure pour les salariés de toutes les catégories. Les nouveaux taux à la pièce obtenus à la suite de ces calculs sont mis en vigueur en même temps pour le même établissement et au plus tard 30 jours suivant la publication du présent arrêté en conseil.

Ce montant additionnel devra être converti en un pourcentage équivalent à ce qu'il représente à l'égard des gains à la pièce d'une section, pour la période du 1er janvier 1977 au 31 mars 1977.

Dans le cas des salariés rémunérés à l'heure, le gain normal de même que le montant additionnel de \$0.20 l'heure doit être intégré de façon à appa-

6. Section 7.09 is replaced by the following:

« **7.09 Compensation:** Employers in both zones who have granted general wage increases to their employees on or after January 1, 1977, may be granted a compensation equivalent and proportional to such increases. »

7. Subsection 7.10 is added:

« **7.10 Consolidation and Incorporation of Hourly and Piecework Rates:**

- (a) All employers shall add to piecework rates an additional amount of \$0.30 per hour for all employees of all categories. The new piecework rates thus obtained shall become effective at the same time for all employees of an establishment, at the latest 30 days after publication of this Order in Council.

This additional amount shall be converted into a percentage which this amount represents in relation to the straight-time average hourly piecework earnings of a section for the period of January 1, 1977 to March 31, 1977.

In the case of employees hired on a time basis, the regular earnings as well as the additional amount of \$0.20 per hour shall be incorporated to be shown in

raître sous la même rubrique dans l'enveloppe de paie ou sur le bulletin de paie au plus tard 30 jours suivant la publication du présent arrêté en conseil.

- b) Tous les employeurs doivent incorporer aux taux à la pièce un montant additionnel de \$0.40 l'heure pour les salariés de toutes les catégories. Les nouveaux taux à la pièce obtenus à la suite de ces calculs sont mis en vigueur en même temps pour le même établissement et au plus tard le 1er janvier 1978.

Ce montant additionnel doit être converti en un pourcentage équivalent à ce qu'il représente à l'égard des gains à la pièce d'une section, pour la période du 1er juillet 1977 au 30 septembre 1977.

Dans le cas des salariés rémunérés à l'heure, le gain normal de même que le montant additionnel de \$0.40 l'heure doit être intégré de façon à apparaître sous la même rubrique dans l'enveloppe de paie ou sur le bulletin de paie au plus tard le 1er janvier 1978.

- c) Tous les employeurs doivent incorporer aux taux à la pièce un montant additionnel de \$0.45 l'heure pour les salariés de toutes les catégories. Les nouveaux taux à la pièce obtenus à la suite de ces calculs sont mis en vigueur en même temps pour le même établissement et au plus tard le 31 décembre 1978.

Ce montant additionnel devra être converti en un pourcentage équivalent à ce qu'il représente à l'égard des gains à la pièce d'une section, pour la période du 1er juillet 1978 au 30 septembre 1978.

Aux fins du présent article, une section signifie:

- 1) Un salarié qualifié à la pièce travaillant à une ou plusieurs opérations distinctes;
- 2) Deux ou plusieurs salariés qualifiés qui exécutent la même opération et qui reçoivent le même taux à la pièce pour cette opération.

Dans le cas des salariés rémunérés à l'heure, le gain normal de même que le montant additionnel de \$0.45 l'heure doit être intégré de façon à apparaître sous la même rubrique dans l'enveloppe de paie ou sur le bulletin de paie au plus tard le 31 décembre 1978.

L'employeur doit demander au comité paritaire les formules nécessaires et prescrites par celui-ci pour exécuter les opérations mathématiques exigées pour l'incorporation du montant additionnel. »

the same item on the pay envelope or earnings statement not later than 30 days after publication of this Order in Council.

- (b) All employers shall add to piecework rates an additional amount of \$0.40 per hour for all employees of all categories. The new piecework rates thus obtained shall become effective at the same time for all employees of an establishment, at the latest on January 1, 1978.

This additional amount shall be converted into a percentage which this amount represents in relation to the straight-time average hourly piecework earnings of a section for the period of July 1, 1977 to September 30, 1977.

In the case of employees hired on a time basis, the regular earnings as well as the additional amounts of \$0.40 per hour shall be incorporated under the same item on the pay envelope or pay sheet not later than January 1, 1978.

- (c) All employers shall add to piecework rates an additional amount of \$0.45 per hour for all employees of all categories. The new piecework rates thus obtained shall become effective at the same time for all employees of an establishment, at the latest on December 31, 1978.

This additional amount shall be converted into a percentage which this amount represents in relation to the straight-time average hourly piecework earnings of a section for the period of July 1, 1978 to September 30, 1978.

For the purposes of this paragraph, a section shall mean:

- (1) A qualified pieceworker working alone on one or more distinct operations;
- (2) Two or more qualified pieceworkers performing the same operation and receiving the same piecework rates for the same operations. In the case of employees hired on a time basis, the regular earnings as well as the additional amount of \$0.45 per hour shall be incorporated under the same item on the pay envelope or pay sheet from December 31, 1978.

The employer shall ask for the prescribed standard forms from the Parity Committee to proceed with the calculation of the additional amount."

8. L'article 7.12 est abrogé.

9. L'article X est remplacé par le suivant:

" ARTICLE X — CONGÉ ANNUEL PAYÉ:

10.01 Période de référence: La période comprise entre le 1er juin de l'année précédente et le 31 mai de l'année en cours.

10.02 Tout salarié a droit à un congé annuel d'une durée minimale de trois semaines consécutives entre le 7 juillet et le 15 août de chaque année.

10.03 L'employeur doit informer les salariés par un avis sur le tableau d'affichage, de la période exacte du congé annuel au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la date dudit congé.

10.04 L'indemnité de congé annuel due à chaque salarié est calculée de la façon suivante:

- a) Les salariés qui justifient de moins d'un an de service continu chez le même employeur, doivent recevoir une indemnité égale à 4% de leur rémunération globale et des indemnités, ou autres avantages qu'ils ont touchés ou gagnés durant la période de référence;
- b) les salariés qui justifient d'au moins 1 an de service continu chez le même employeur, doivent recevoir une indemnité égale à 5% de leur rémunération globale et des indemnités, ou autres avantages qu'ils ont touchés ou gagnés durant la période de référence;
- c) les salariés qui justifient d'au moins 5 années de service continu chez le même employeur, doivent recevoir une indemnité égale à 6% de leur rémunération globale et des indemnités, ou autres avantages qu'ils ont touchés ou gagnés durant la période de référence;
- d) les salariés qui justifient d'au moins 10 années de service continu chez le même employeur, doivent recevoir 7% de leur rémunération globale et des indemnités, ou autres avantages qu'ils ont touchés ou gagnés durant la période de référence.

Cependant, tout salarié qui a travaillé au moins 120 jours pendant la période de référence, peut réclamer un montant égal à ses gains horaires moyens établis suivant l'article 6.05 pour la période de 3 mois qui précède immédiatement le congé annuel payé, multipliés par 3 fois le nombre d'heures de la semaine normale de travail, si ce montant est plus élevé que l'indemnité prévue ci-dessus;

8. Subsection 7.12 is deleted.

9. Section X is replaced by the following:

"SECTION X — ANNUAL VACATION WITH PAY:

10.01 Qualifying Period: The period extending from June 1 of the preceding year to May 31 of the current year.

10.02 Every employee is entitled to a least three weeks' consecutive annual vacation to be taken between July 7th and August 15th.

10.03 The employer shall post the exact vacation dates on a bulletin board at least ninety (90) days in advance, so that employees may take note thereof.

10.04 The vacation pay due to each employee shall be computed as follows:

- (a) Employees having less than one (1) year continuous service for the same employer shall receive four per cent (4%) of total wages earned and indemnities or other privileges received or earned during the qualifying period;
- (b) Employees having at least one (1) year continuous service with the same employer shall receive five per cent (5%) of total wages earned and indemnities or other privileges received or earned during the qualifying period;
- (c) Employees having at least five (5) years' continuous service with the same employer shall receive six per cent (6%) of total wages earned and indemnities or other privileges received or earned during the qualifying period.
- (d) Employees having at least ten (10) years' continuous service with the same employer shall receive seven per cent (7%) of total wages earned and indemnities or other privileges received or earned during the qualifying period.

However, all employees having worked at least one hundred and twenty (120) days during the qualifying period, may claim an amount equal to his average hourly earnings in accordance with subsection 6.05 for the 3-month period immediately prior to the paid annual vacation, multiplied by three (3) times the number of hours of the regular working week if this amount is higher.

- e) les salariés qui justifient d'au moins 15 années de service continu chez le même employeur, doivent recevoir une indemnité égale à 8% de leur rémunération globale et des indemnités, ou autres avantages qu'ils ont touchés ou gagnés durant la période de référence.

Cependant, tout salarié qui a travaillé au moins 120 jours pendant la période de référence, peut réclamer un montant égal à ses gains horaires moyens établis suivant l'article 6.05 pour la période de 3 mois qui précède immédiatement le congé annuel payé, multipliés par 3 fois le nombre d'heures de la semaine normale de travail, si ce montant est plus élevé que l'indemnité prévue ci-dessus.

10.05 À compter de 1978, l'indemnité de congé annuel due à chaque salarié est calculée de la façon suivante:

- a) Les salariés qui justifient de moins d'un an de service continu chez le même employeur, doivent recevoir une indemnité égale à 4% de leur rémunération globale et des indemnités, ou autres avantages qu'ils ont touchés ou gagnés durant la période de référence;
- b) les salariés qui justifient d'au moins 1 an de service continu chez le même employeur, doivent recevoir une indemnité égale à 5.5% de leur rémunération globale et des indemnités, ou autres avantages qu'ils ont touchés ou gagnés durant la période de référence;
- c) les salariés qui justifient d'au moins 5 années de service continu chez le même employeur, doivent recevoir une indemnité égale à 6.5% de leur rémunération globale et des indemnités, ou autres avantages qu'ils ont touchés ou gagnés durant la période de référence;
- d) les salariés qui justifient d'au moins 10 années de service continu chez le même employeur, doivent recevoir 7.5% de leur rémunération globale et des indemnités, ou autres avantages qu'ils ont touchés ou gagnés durant la période de référence;

Cependant, tout salarié qui a travaillé au moins 120 jours pendant la période de référence, peut réclamer un montant égal à ses gains horaires moyens établis suivant l'article 6.05 pour la période de 3 mois qui précède immédiatement le congé annuel payé, multipliés par 3 fois le nombre d'heures de la semaine normale de travail, si ce montant est plus élevé que l'indemnité prévue ci-dessous;

- e) les salariés qui justifient d'au moins 15 années de service continu chez le même employeur, doivent

- (e) Employees having at least fifteen (15) years' continuous service with the same employer shall receive eight per cent (8%) of total wages earned and indemnities or other privileges received or earned during the qualifying period.

However, all employees having worked at least one hundred and twenty (120) days during the qualifying period, may claim an amount equal to his average hourly earnings in accordance with subsection 6.05 for the 3-month period immediately prior to the paid annual vacation, multiplied by three (3) times the number of hours of the regular working week if this amount is higher.

10.05 Effective from 1978 the vacation pay due to each employee is computed as follows:

- (a) Employees having less than one (1) year of continuous service for the same employer shall receive four per cent (4%) of total wages earned and indemnities or other privileges received or earned during the qualifying period;
- (b) Employees having at least one (1) year continuous service with the same employer shall receive 5.5% of total wages earned and indemnities or other privileges received or earned during the qualifying period.
- (c) Employees having at least five (5) years' continuous service with the same employer shall receive 6.5% of total wages earned and indemnities or other privileges received or earned during the qualifying period.
- (d) Employees having at least ten (10) years' continuous service with the same employer shall receive 7.5% of total wages earned and indemnities or other privileges received or earned during the qualifying period.

However, all employees having worked at least one hundred and twenty (120) days during the qualifying period, may claim an amount equal to his average hourly earnings in accordance with subsection 6.05 for the 3-month period immediately prior to the paid annual vacation, multiplied by three (3) times the number of hours of the regular working week if this amount is higher;

- (e) Employees having at least fifteen (15) years' continuous service with the same employer shall receive

recevoir une indemnité égale à 8.5% de leur rémunération globale et des indemnités ou autres avantages qu'ils ont touchés ou gagnés durant la période de référence.

Cependant, tout salarié qui a travaillé au moins 120 jours pendant la période de référence, peut réclamer un montant égal à ses gains horaires moyens établis suivant l'article 6.05 pour la période de 3 mois qui précède immédiatement le congé annuel payé, multipliés par 3 fois le nombre d'heures de la semaine normale de travail, si ce montant est plus élevé que l'indemnité prévue ci-dessus.

10.06 L'indemnité de congé annuel de chaque salarié doit lui être remise la dernière journée de paie qui précède immédiatement le commencement de la période du congé annuel.

10.07 Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié prend fin avant que ne se termine la période de référence, ou si l'emploi commence et se termine pendant la période de référence, le salarié doit recevoir au moment de la cessation de son emploi, une indemnité compensatrice calculée d'après les dispositions des articles 10.04 ou 10.05.

Tout salarié doit recevoir l'indemnité de congé avant son départ en vacances. Toutefois, tout salarié qui n'a pas reçu l'indemnité compensatrice prévue à l'article 10.07 et qui, à la date du premier juin de chaque année, a été absent de l'ouvrage depuis plus d'un mois, a droit de recevoir cette indemnité de congé comme tout autre salarié, à compter du 10 juillet pour la période prévue à l'article 10.02. Cette date constitue l'échéance pour le paiement de cette somme.

10.08 Disposition spéciale relative aux congés annuels payés: Malgré toute autre disposition du présent décret relative aux congés annuels payés, l'employeur doit accorder à tout salarié des conditions au moins égales à celles prévues dans l'Ordonnance numéro 3, 1972 de la Commission du salaire minimum ou dans toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer. »

10. L'article XI est remplacé par le suivant:

« ARTICLE XI — JOURS FÉRIÉS:

11.01 a) Tout employeur doit accorder à tout salarié les jours fériés, chômés suivants: le vendredi saint, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada; la fête du Travail et l'Action de grâces;

8.5% of total wages earned and indemnities or other privileges received or earned during the qualifying period.

However, all employees having worked at least one hundred and twenty (120) days during the qualifying period may claim an amount equal to his average hourly earnings in accordance with subsection 6.05 for the 3-month period immediately prior to the paid annual vacation, multiplied by three (3) times the number of hours of the regular working week if this amount is higher.

10.06 Each employee's vacation pay shall be paid to him on the last pay day immediately prior to the beginning of his annual vacation period.

10.07 If, for any reason whatever, an employee's service is terminated before the qualifying period has elapsed or if service begins and ends during the qualifying period, the employee shall be paid, at separation time, a compensation calculated subject to the provisions of subsections 10.04 or 10.05.

Every employee shall be given his vacation pay before leaving on vacation. However, every employee who has not received the compensation stipulated in subsection 10.07 and who, on June 1st of each year, has been absent from work for more than one month, is entitled to receive such vacation pay as any other employees, as of July 10th, for the period provided for in subsection 10.02. This is the due date for the payment of this amount.

10.08 Special Provision Respecting Annual Vacation with Pay: Notwithstanding any other provision of this decree respecting annual paid vacation, the employer shall grant to each employee conditions that are at least equal to those provided for in Ordinance No. 3, 1972, of the Minimum Wage Commission or in any other further ordinance that could amend or replace it."

10. Section XI is replaced by the following:

“SECTION XI — HOLIDAYS:

11.01 (a) Employers shall grant their employees the following general holidays: Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day.

b) à compter du 1^{er} janvier 1978, tout employeur doit accorder à tout salarié les jours fériés chômés suivants: le vendredi saint, le lundi de Pâques, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada, la fête du Travail et l'Action de grâces.

11.02 À la demande de la majorité de ses salariés, un employeur peut, si le jour du Canada tombe un jour autre qu'un lundi ou un vendredi, décider que ce jour férié sera chômé le lundi précédant ou le vendredi suivant de la même semaine civile, pourvu qu'il en donne avis, par écrit, au comité paritaire au moins 30 jours avant.

Lorsque la Saint-Jean-Baptiste tombe un samedi, le 23 juin devient également un jour férié, chômé et payé, et lorsqu'elle tombe un dimanche, le 25 juin devient alors un jour férié, chômé et payé.

11.03 Tout employeur doit verser à tous ses salariés remplissant les conditions énoncées ci-dessous, une indemnité égale à une journée de salaire pour chacun des jours fériés, chômés énumérés à l'article 11.01 peu importe le jour où ils tombent.

11.04 Pour avoir droit au paiement des jours fériés, chômés énumérés à l'article 11.01, tout salarié doit:

- a) avoir accompli 3 mois de service continu pour le compte de son employeur;
- b) avoir travaillé au cours de la période de 2 mois précédant immédiatement le jour férié, chômé et payé;
- c) avoir été au travail le jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant le jour férié payé, à moins que son absence ne résulte d'une maladie ou d'un accident personnel, d'un décès dans sa famille (conjoint, père, mère, enfant, frère ou sœur), d'un licenciement pour l'employeur pour manque de travail ou d'une autorisation de son employeur.

11.05 Tout employeur doit accorder à ses salariés les jours fériés, chômés suivants à moins que ceux-ci ne tombent un samedi ou un dimanche: les 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 décembre, les 1^{er} et 2 janvier.

Tout employeur doit verser à tous ses salariés une indemnité égale à une journée de salaire pour chacun des jours fériés, chômés que justifie ses mois de service continu chez le même employeur suivant le tableau ci-dessous:

Au moins 3 mois de service continu	 3 congés
au moins 6 mois de service continu	 4 congés
au moins 9 mois de service continu	 5 congés
au moins 12 mois de service continu	... tous les congés.

(b) Effective from January 1, 1978, employers shall grant their employees the following general holidays: Good Friday, Easter Monday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day.

11.02 Upon request from the majority of his employees, an employer may, if Canada Day falls on a day other than a Monday or a Friday, decide that this holiday shall be celebrated on the preceding Monday or on the following Friday in the same calendar week provided that he gives written notice thereof to the Parity Committee at least 30 days in advance.

When St. John the Baptist Day falls on a Saturday, June 25 also becomes a general holiday with pay and when it falls on a Sunday, June 25 then becomes a general holiday with pay.

11.03 Every employer shall pay each employee meeting the following requirements, an amount equal to one day's wages for each of the holidays listed in subsection 11.01, regardless of the day they may fall on.

11.04 In order to be entitled to payment of the general holidays listed in subsection 11.01, every employee shall:

- (a) have three (3) months' continuous service with his employer;
- (b) have worked during the two (2) months immediately preceding the general holiday with pay;
- (c) have worked the working day preceding and following the general holiday with pay unless his absence was due to illness, a personal accident, death in the family (spouse, father, mother, child, brother or sister), a lay-off by the employer due to lack of work or an absence authorized by the employer.

11.05 Employers shall grant their employees the following general holidays unless they fall on a Saturday or a Sunday: December 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 and 31, January 1 and 2.

Every employer shall pay each employee an amount equal to one day's wages for each general holiday, in accordance with the months of continuous service with the employer and according to the following table:

At least 3 months' continuous service	 3 holidays
At least 6 months' continuous service	 4 holidays
At least 9 months' continuous service	 5 holidays
At least 12 months' continuous service	 all holidays.

11.06 Pour avoir droit au paiement des jours fériés, chômeurs énumérés à l'article 11.05, tout salarié doit:

- a) avoir travaillé au cours de la période de 2 mois précédant immédiatement le jour férié, chômé et payé;
- b) avoir été au travail le jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant le jour férié payé, à moins que son absence ne résulte d'une maladie ou d'un accident personnel, d'un décès dans sa famille (conjoint, père, mère, enfant, frère ou sœur), d'un licenciement par l'employeur pour manque de travail ou d'une autorisation de son employeur;
- c) si un salarié s'absente, pour une raison non prévue à l'article 11.06 b, son employeur peut soustraire de sa rémunération pour ses jours fériés autant de jours que le salarié a été absent pendant les jours ouvrables consécutifs immédiatement précédant et suivant les jours fériés.

11.07 Nul employeur ne peut forcer un salarié à travailler pendant un jour férié.

11.08 Rémunération pour le travail effectué un jour férié: lorsqu'un employeur fait travailler un salarié un jour férié ou le dimanche, il doit lui verser, en sus de l'indemnité des jours fériés établie ci-dessus:

- a) lorsqu'il s'agit d'un salarié rémunéré sur une base horaire, ses gains actuels majorés de 100%;
- b) lorsqu'il s'agit d'un salarié rémunéré à la pièce, en sus de ses gains actuels, ses gains horaires moyens établis suivant l'article 6.05 pour la période de 3 mois qui précède immédiatement le jour férié.

11.09 Tout salarié qui, de son plein gré, a travaillé moins de 5 heures par jour en moyenne durant les 3 mois précédant un jour férié, doit être rémunéré selon ses gains horaires moyens établis suivant l'article 6.05 pour la période de 3 mois qui précède immédiatement le congé, multipliés par la moyenne des heures qu'il a effectuées pendant la période précédant immédiatement ce jour férié.

11.10 a) Dans la zone I, l'indemnité afférente aux jours fériés est égale à 7 fois et demie les gains horaires moyens de chaque salarié établis suivant l'article 6.05 pour la période de 3 mois qui précède immédiatement le jour férié;

11.06 In order to be entitled to payment of the above-mentioned general holidays, every employee shall:

- (a) have worked during the two (2) months immediately preceding the general holiday with pay;
- (b) have worked the working day preceding and following the general holiday with pay unless his absence was due to illness, a personal accident, death in the family (spouse, father, mother, child, brother or sister), a lay-off due to lack of work or if he was absent with leave.
- (c) if an employee is absent, for any reason not provided for in subsection 11.06 b, his employer may deduct from his earnings for these paid general holidays as many days as the employee has been absent during the consecutive working days immediately preceding and following such general holidays.

11.07 No employer may compel an employee to work on a general holiday.

11.08 Payment for Work Performed on a General Holiday: When an employer has his employee work on any general holiday or any Sunday, he shall pay, in addition to the payment for the general holidays mentioned above:

- (a) twice the actual earnings when the employee is remunerated on an hourly basis;
- (b) in addition to his present earnings, the average hourly earnings established according to subsection 6.05 for the 3-month period immediately preceding the general holiday, when the employee is remunerated on a piece-work basis.

11.09 An employee who has voluntarily worked less than an average of 5 hours per day during the 3 months preceding a general holiday, shall be paid according to his average hourly earnings established according to subsection 6.05 for the 3-month period immediately preceding the holiday, multiplied by the average hours worked during the period immediately preceding the said general holiday.

11.10 (a) In zone I, payment for general holidays is equal to 7½ times the average hourly earnings of each employee established according to subsection 6.05 for the 3-month period immediately preceding the general holiday;

- b) dans la zone II, l'indemnité afférente aux jours fériés est égale à 8 fois les gains horaires moyens de chaque salarié établis suivant l'article 6.05 pour la période de 3 mois qui précède immédiatement le jour férié.

11.11 Paiement des jours fériés: L'employeur doit verser l'indemnité afférente à un jour férié en même temps qu'il fait le paiement des jours de travail de la même période de paie. Sauf pour les jours fériés déterminés à l'article 11.05, si un des jours fériés payés tombe un samedi ou un dimanche, le salarié qui a droit à un tel jour doit recevoir une indemnité égale à une journée additionnelle de salaire dans la semaine qui suit ledit jour férié. Si un jour férié payé survient pendant les congés annuels d'un salarié, ce jour doit lui être payé dans la semaine qui suit ses vacances. »

11. L'article XXI est remplacé par le suivant:

« ARTICLE XXI — DURÉE DU DÉCRET:

Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1978. Par la suite, il se renouvelle automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose et en avise par écrit le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre et toute autre partie contractante au cours du mois de novembre de l'année 1978 ou de toute autre année subséquente. »

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1606-o

- (b) In zone II, payment for general holidays is equal to 8 times the average hourly earnings of each employee established according to subsection 6.05 for the 3-month period immediately preceding the general holiday.

11.11 Payment of Holidays: Holidays shall be paid for in the pay period of their occurrence. Except for the general holidays listed in subsection 11.05, in the event that any of the foregoing paid holidays should fall on a Saturday or on a Sunday, the eligible employees shall receive an extra day's pay in the week following the said holiday. Should any of the said holidays occur during an employee's vacation period, such holiday shall be paid for in the week following the vacation."

11. Section XXI is replaced by the following:

"SECTION XXI — TERM OF THE DECREE:

This decree remains in force until December 31, 1978. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary during the month of November 1978 or November of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower."

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1606-o



A.C. 3641-77, 26 octobre 1977
Règ. 77-642, 28 octobre 1977

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, c. 143)

Employés de garage — Drummond — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de garage dans la région de Drummond.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans la région de Drummond, rendue obligatoire par le décret 2535 du 20 septembre 1967, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 31 août 1977;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le décret 2535 soit modifié de la façon suivante:

L'avant-dernier alinéa de l'article 10.03 est abrogé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1606-o

O.C. 3641-77, 26 October 1977
Reg. 77-642, 28 October 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 143)

Garage Employees — Drummond — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an Amendment to the Decree respecting the Garage Employees in the Drummond Region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting garage employees in the Drummond region, rendered obligatory by Decree 2535 of September 20, 1967, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision an amendment to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of August 31, 1977;

WHEREAS no objection has been brought forward against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower;

THAT Decree 2535 be amended as follows:

The next to last subparagraph of subsection 10.03 is deleted.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1606-o

A.C. 3642-77, 26 octobre 1977
Règ. 77-643, 28 octobre 1977

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, c. 143)

Employés de garages — Québec — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux
employés de garages dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garages dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret 164 du 6 février 1962, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'œuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 10 août 1977;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'œuvre:

QUE le décret 164 soit modifié de la façon suivante:

1. L'alinéa suivant est ajouté après le premier alinéa de l'article 7.11 de la première partie:

« Cependant, cette garantie minimale ne saurait dépasser la rémunération hebdomadaire qu'entraîne une semaine de 40 heures. »

2. L'article 76.03 de la troisième partie est remplacé par le suivant:

« **76.03** Les heures supplémentaires effectuées le dimanche ou un des jours chômés prévus à l'article 77.01 entraînent une rémunération au taux normal majoré de 100%. »

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3642-77, 26 October 1977
Reg. 77-643, 28 October 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 143)

Garage Employees — Québec — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Amendments to the Decree respecting the
Garage Employees in the Québec Region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting garage employees in the Québec Region, rendered obligatory by Decree 164 of February 6, 1962, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision certain amendments to the said decree;

WHEREAS, the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of August 10, 1977;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree 164 be amended as follows:

1. The following paragraph is added after the first paragraph of subsection 7.11 of Part I:

“However, this guaranteed weekly wage shall not exceed the weekly wage paid for a 40-hour week.”

2. Subsection 76.03 of Part III is replaced by the following:

“**76.03** Double time shall be paid for any overtime hours worked on Sunday or on any paid general holiday as mentioned in subsection 77.01.”

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.



A.C. 3643-77, 26 octobre 1977
Règ. 77-644, 28 octobre 1977

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, c. 143)

**Entretien d'édifices publics — Montréal —
Modification**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif au personnel d'entretien d'édifices publics dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), des parties contractantes à la convention collective de travail relative au personnel d'entretien d'édifices publics dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret 4400-75 du 1er octobre 1975, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'œuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 27 juillet 1977;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'œuvre:

QUE le décret 4400-75 soit modifié de la façon suivante:

Le 2e alinéa de l'article 6.01 est abrogé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1606-o

O.C. 3643-77, 26 October 1977
Reg. 77-644, 28 October 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 143)

**Building Service Employees — Montreal —
Amendment**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an Amendment to the Decree respecting the Building Service Employees in the Montréal Region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), contracting parties to the collective labour agreement respecting the building service employees in the Montréal Region, rendered obligatory by Decree 4400-75 of October 1, 1975, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision an amendment to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of July 27, 1977;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendment;

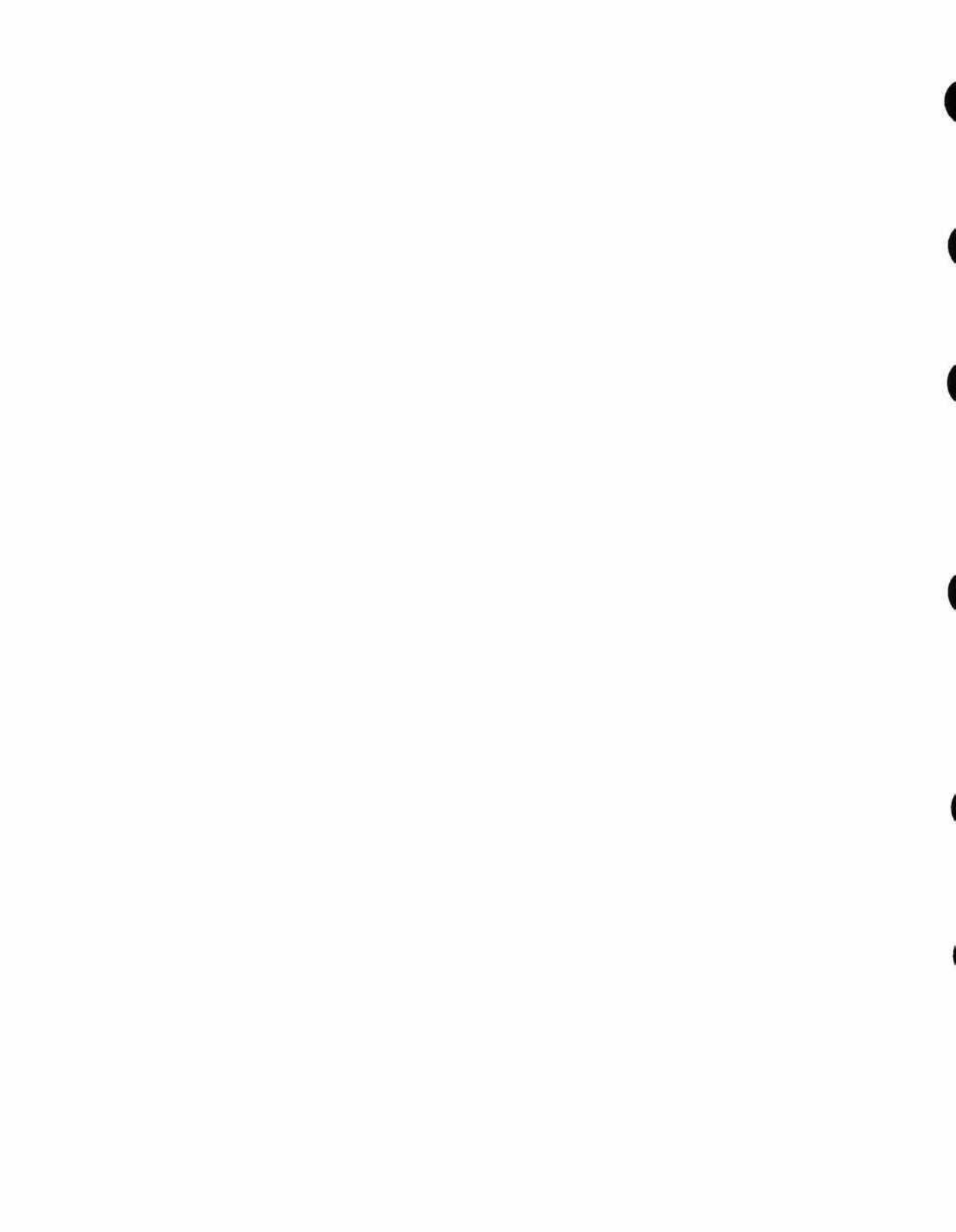
IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree 4400-75 be amended as follows:

The 2nd paragraph of subsection 6.01 is deleted.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1606-o



A.C. 3645-77, 26 octobre 1977
Règ. 77-645, 28 octobre 1977

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, c. 143)

Meuble — Province — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du meuble dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret 505 du 7 mai 1952, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 4 mai 1977;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été apprécées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le décret 505 soit modifié de la façon suivante:

1. L'énumération des parties contractantes est remplacée par la suivante:

« L'Association des Fabricants de Meubles du Québec Inc.; d'une part; et,

Union Internationale des Rembourseurs de l'Amérique du Nord (C.T.C.),

Centrale des Syndicats Démocratiques (C.S.D.), Secteur Bâtiment et bois,

Fédération Nationale des Syndicats du Bâtiment et du Bois Inc. (C.S.N.); d'autre part. »

2. Le paragraphe *d* suivant est ajouté à l'article I — Définitions:

« **d)** Le mot « contremaître » signifie une personne dont la fonction est de surveiller ou de diriger un ou plusieurs salariés et qui habituellement ne travaille pas à la production. »

O.C. 3645-77, 26 October 1977
Reg. 77-645, 28 October 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 143)

Furniture — Province — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Amendments to the Decree respecting the Furniture Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the furniture industry in the province of Québec, rendered obligatory by Decree 505 of May 7, 1952, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision certain amendments to the said decree:

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of May 4, 1977;

WHEREAS the objections brought forward have been duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree 505 be amended as follows:

1. The enumeration of the contracting parties is replaced by the following:

“The Québec Furniture Manufacturers Association Inc.”, on the one part; and,

The upholsterers' International Union of North America (C.L.C.),

“Centrale des Syndicats démocratiques (C.S.D.), Secteur Bâtiment et bois”,

“Fédération Nationale des Syndicats du Bâtiment et du bois Inc. (C.S.N.); on the second part.”

2. The following subsection *d* is added to Section I — Denitions:

“(d) The word “foreman” means any person whose occupation consists in supervising or directing one or several employees and who does not usually do production work.”

3. L'article II, Champ d'application territorial, est remplacé par le suivant:

« II. CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL:

Le champ d'application territorial du présent décret comprend tout le territoire du Québec. »

4. Le préambule de l'article III, Champ d'application industriel, est remplacé par le suivant:

« III. CHAMP D'APPLICATION INDUSTRIEL: Le champ d'application industriel du présent décret comprend la fabrication, la réparation et l'assemblage des éléments suivants:

- 1) mobilier de maison;
- 2) mobilier commercial non fixé à demeure;
- 3) pièces diverses, peu importe qu'elles soient un accessoire ou une partie intégrante d'un tout, qu'elles constituent un produit fini ou non et quel que soit le matériau utilisé, à condition que ce soit à des fins de vente ou de service.

Sans aucunement limiter la généralité de ce qui précède, le champ d'application comprend de façon particulière:...

5. Les mots suivants, apparaissant respectivement aux paragraphes *d* et *h* de l'article III, sont abrogés:

Au paragraphe *d*: «... cabines de téléphone, » «... meubles d'électrophone, »

Au paragraphe *h*: «... lampes, cendriers, fumeurs, »

6. Le paragraphe *i* de l'article III est remplacé par le suivant:

« i) Tout meuble pour les églises, hôpitaux, hôtels, salles publiques, clubs, restaurants, tavernes, maisons et magasins, y compris tout article énuméré dans les paragraphes précédents.

Exclusions: Sont exclus du champ d'application du présent décret:

- 1) la réparation de meubles effectuée par les détaillants aux fins de leur commerce;
- 2) les meubles destinés à être incorporés à tout bâtiment fixe ou mobile pour y être fixés ou placés à demeure;

3. Section II, Territorial Jurisdiction, is replaced by the following:

“II. TERRITORIAL JURISDICTION:

The territorial jurisdiction of this decree comprises the entire Province of Québec.”

4. The preamble of Section III, Industrial Jurisdiction, is replaced by the following:

“III. INDUSTRIAL JURISDICTION: The industrial jurisdiction of this decree includes the manufacture, repair and assembly of:

- (1) household furniture, or
- (2) commercial furniture not permanently affixed, or
- (3) any parts, either accessory or component of a whole part, either finished or unfinished product and any material whatsoever, for purposes of sales or service.

Without limiting in any way the generality of the foregoing, the jurisdiction includes more particularly:...”

5. The following words appearing respectively in subsection *d* and *h* of Section III are deleted:

Subsection *d*: “... telephone booths,” “... record cabinets,”

Subsection *h*: “... lamps, ash trays and smokers' stands,”

6. Subsection *i* of Section III is replaced by the following:

“(i) Any furniture for churches, hospitals, hotels, public halls, clubs, restaurants, taverns, houses and stores, including any article enumerated in the preceding subsections.

Exclusions: Are excluded from the jurisdiction of this decree:

- (1) the repair of furniture performed by retailers for their commerce;
- (2) furniture intended to be incorporated into any stationary or mobile building and to be permanently affixed;

- 3) tout assemblage, fabrication ou réparation visés par un autre décret. »

7. L'article IV, à l'exception du paragraphe *e* des dispositions applicables aux zones I et II, est remplacé par le suivant:

« IV. TAUX DE SALAIRES:

Tout salarié régi par le présent décret a droit de recevoir un salaire de base selon le taux horaire qui est de temps à autre convenu entre lui et son employeur pourvu que ce taux horaire soit conforme au paragraphe *d*.

En outre, l'employeur doit verser à l'ensemble de ses salariés, pour chaque période de rapport au Comité paritaire et conformément aux règlements du Comité, un salaire moyen établi de la façon suivante:

- (a) **Salaire moyen de l'atelier:** Le salaire moyen de l'atelier pour chaque période de rapport au Comité paritaire doit être d'au moins \$3.70 l'heure.

À compter du 1er juin 1978, le salaire moyen de ladite période doit être d'au moins \$4.00 l'heure.

- (b) Pour établir le salaire moyen de l'atelier, l'employeur doit multiplier le taux horaire de salaire de base de ses salariés par le nombre d'heures effectivement travaillées pendant la période, à l'exception des salaires des contremaîtres.

L'employeur doit additionner le total ainsi obtenu pour chaque salarié et diviser le résultat par le nombre total de toutes les heures travaillées pour tous les salariés pendant la période.

Pour le calcul ci-dessus, on doit tenir compte de tous les salariés d'un même employeur, y compris les chauffeurs de chaudières, les conducteurs (mécaniciens) de machines fixes, les gardiens, les personnes préposées principalement à l'expédition, au transport, à l'entretien ou à la réparation des machines et immeubles, à l'exception des salariés qui ont moins de trois (3) mois de service.

Cependant, l'employeur doit faire mention des salariés qui ont moins de trois (3) mois de service dans les rapports périodiques qu'il transmet au Comité paritaire.

- (c) Le calcul du salaire moyen de l'atelier doit tenir compte uniquement du salaire de base et exclure toute prime ou majoration prévue au présent décret.

Enfin, on ne doit pas tenir compte des salaires des propriétaires des entreprises assujetties aux dispositions du présent décret, et, dans le cas d'une compagnie à responsabilité limitée, des salaires des membres du Conseil d'administration et des membres du bureau de la compagnie.

- (3) any assembly, manufacture or repair subject to another decree."

7. Section IV, except for subsection *e* of the provisions applicable to zones I and II is replaced by the following:

"IV. WAGE RATES: Any employee governed by this decree is entitled to receive a basic wage according to the hourly rate agreed upon from time to time between himself and his employer, provided that this hourly rate conforms to subsection *d*.

In addition, the employer shall pay to all his employees, for each report period to the Joint Committee and according to the regulations of the Committee, an average wage as follows:

- (a) **Plant Average Wage Rate:** The plant average wage rate for each report period to the Joint Committee shall be at least \$3.70 per hour.

As of June 1, 1978, the plant average wage rate for the said period shall be at least \$4.00 per hour.

- (b) In order to establish the plant average wage, the employer shall multiply his employees' basic hourly wage rate by the number of hours actually worked during the said period, with the exception of wages paid to foremen.

The employer shall then add the total obtained for each employee and divide the result by the total number of hours worked by all the employees during the period.

For the above calculation, account is taken of all employees working for the same employer including boiler firemen, stationary enginemen, watchmen, persons working principally at shipping, transporting, maintenance or repair machines and property, excepting employees who have less than 3 months of service.

However, the employer shall mention the employees who have less than 3 months of service in the periodical reports sent to the Joint Committee.

- (c) The calculation for determining the plant average wage shall include only the basic wage and shall not include any premium or increase provided in this decree.

Furthermore, this calculation shall not take into account the wages of owners of enterprises subject to this decree's provisions and in the case of a limited company, the wages of the members of the Board of Directors and of the company office staff.

- (d) **Taux de salaire minimum:** Tout salarié doit recevoir au moins le taux de salaire minimum fixé pour un salarié de 18 ans et plus par l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum, ou par toute ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

Après trois (3) mois au service de l'employeur, ce salaire minimum sera majoré d'au moins \$0.20 l'heure.

- (f) Les augmentations de salaire que tout employeur doit accorder pour atteindre le salaire moyen prescrit pour l'atelier, doivent être réparties également et d'une manière uniforme entre tous les salariés.

- (g) Si le Comité paritaire de l'industrie du meuble fait des réclamations de salaires parce que la moyenne minimale n'a pas été observée, il doit distribuer les sommes perçues à tous les salariés mentionnés dans les rapports faits pour cette période, proportionnellement aux heures de travail accomplies durant cette période par ces salariés. »

8. L'article VI, Durée du travail et heures supplémentaires, est remplacé par le suivant:

« **Article VI — DURÉE DU TRAVAIL ET HEURES SUPPLÉMENTAIRES:**

- (a) **Semaine normale de travail:** La semaine normale de travail est la suivante:

Premiers douze (12) mois: 44 heures par semaine à raison d'un maximum de neuf (9) heures par jour du lundi au jeudi et de huit (8) heures pour le vendredi.

Du 13e au 18e mois inclusivement: 43 heures par semaine à raison d'un maximum de neuf (9) heures par jour du lundi au jeudi et de huit (8) heures le vendredi.

Par la suite: 42 heures par semaine à raison d'un maximum de 8½ heures par jour du lundi au jeudi et de 8 heures le vendredi.

Cependant, après entente entre l'employeur et ses salariés et après en avoir avisé par écrit le Comité, la journée normale de travail peut être différente, à condition de respecter la semaine normale de travail.

- b) **Majoration pour les heures supplémentaires:** Tout travail exécuté en dehors des heures normales ci-dessus, avant 7h ou après 18h du lundi au vendredi inclusivement, doit être rémunéré au taux normal majoré de 50%, sauf dans le cas où il y a eu entente

- (d) **Minimum Wage Rates:** Any employee shall receive at least the minimum wage rate established for an employee 18 years and over in Ordinance No. 4, 1972, of the Minimum Wage Commission or in any other further ordinance which could amend or replace it.

After 3 months of service with the employer, this minimum wage shall be increased by at least \$0.20 per hour.

- (f) The wage increases every employer must grant to equal the plant average wage rate shall be equally uniformly distributed among all the employees.

- (g) If, the Joint Committee of the Furniture Industry claims wages because the minimum average was not observed, it shall distribute the collected amounts among all the employees mentioned in the reports filed for the said period proportionately to the hours the said employees shall have worked during such period."

8. Section VI, Hours of Work and Overtime, shall be replaced by the following:

"**Section VI — HOURS OF WORK AND OVERTIME:**

- (a) **Standard Workweek:** The standard workweek is as follows:

First Twelve (12) Months: Forty-four (44) hours per week and shall not exceed nine (9) hours per day from Monday to Thursday and eight (8) hours on Friday.

From the 13th to the 18th Month Inclusively: Forty-three (43) hours per week and shall not exceed nine (9) hours per day from Monday to Thursday and eight (8) hours on Friday.

Thereafter: Forty-two (42) hours per week and shall not exceed eight and a half (8½) hours per day from Monday to Thursday and eight (8) hours on Friday.

However, after agreement between the employer and his employees and after notifying the Joint Committee, the standard workday may differ on condition that the standard workweek is respected.

- (b) **Overtime Premiums:** Any work performed outside regular hours mentioned above, before 7:00 a.m. or after 6:00 p.m. from Monday to Friday inclusively shall be remunerated at time and one half, except in cases where an employer and his employees have

entre l'employeur et ses salariés, conformément au paragraphe *a*, alors que la prime pour le travail supplémentaire s'applique uniquement aux heures excédant la semaine normale de travail.

agreed, when overtime premium shall apply only on hours exceeding the standard workweek.

- c) Équipes supplémentaires:** Cependant, l'employeur peut mettre en vigueur un régime d'équipes supplémentaires dont la semaine normale de travail ne doit pas dépasser celle de l'équipe habituelle prévue au paragraphe *a* selon la période concernée, après quoi la majoration pour les heures supplémentaires s'applique.

- (c) Additional Shifts:** However, the employer may set an additional shift system whose standard workweek shall not exceed that of the regular day shift, as provided in subsection *a*, for the period concerned, over and above which overtime rates apply.

De plus, tout travail exécuté par les équipes supplémentaires comporte une prime de \$0.20 l'heure, sauf pour les gardiens, les chauffeurs de chaudières, les conducteurs (mécaniciens) de machines fixes.

In addition, all work performed by the additional shifts shall entail a \$0.20 per hour shift differential, except for watchmen, boiler firemen and stationary engineers.

- (d)** L'employeur a le droit d'employer une équipe ordinaire de nuit, sauf le samedi soir et le dimanche. Les salariés faisant partie de cette équipe additionnelle doivent recevoir une prime de \$0.20 l'heure. Tout travail exécuté en dehors des horaires établis et en sus des heures normales, prescrites au paragraphe *a* pour la période concernée, entraîne le paiement du taux de salaire majoré de 50%, sauf pour les gardiens, les chauffeurs de chaudières et les conducteurs (mécaniciens) de machines fixes.

- (d)** The employer may employ a regular night shift except on Saturday night and Sunday. Employees on this additional shift shall receive a \$0.20 an hour shift differential. Time and a half shall be paid for all work performed outside the established schedule and over and above the standard working hours for the period concerned, as prescribed in subsection *a* of this section, except for watchmen, boiler firemen and stationary engineers.

- (e)** La semaine normale de travail des préposés à l'expédition et à l'entretien ne doit pas dépasser le nombre d'heures de la semaine prescrite au paragraphe *a* du présent article selon la période concernée.

- (e)** The standard workweek for shippers and maintenance men shall not exceed the number of hours prescribed for the period, under subsection *a* of his section.

Par contre, il n'y a pas de restriction quant à l'heure du commencement et de la cessation du travail bien que tout travail exécuté en dehors des horaires établis et en sus des heures normales prescrites au paragraphe *a* pour la période concernée, entraîne le paiement du taux de salaire majoré de 50%, sauf dans le cas où l'employeur fonctionne sur la base d'une journée de travail modifiée de la façon prévue ci-dessus.

However, there shall be no restriction as to their starting and finishing time, although any work performed outside the standard schedule and over and above the standard workweek prescribed under subsection *a* for the period concerned shall be remunerated at time and one half, except when an employer operates on the basis of a modified workday as provided above.

- f)** La semaine normale des gardiens, des chauffeurs de chaudières, des conducteurs (mécaniciens) de machines fixes, des chauffeurs de camions et aides, des chauffeurs de chariots élévateurs et aides est la suivante:

- (f)** Standard working hours for watchmen, boiler firemen, stationary engineers, truck drivers and helpers, and fork-lift operators and their helpers are as follows:

Premiers douze (12) mois: 48 heures par semaine sans aucune autre restriction.

First Twelve (12) Months: Forty-eight (48) hours per week without any other restriction.

Du 13e au 18e mois inclusivement: 47 heures par semaine sans aucune autre restriction.

From the 13th to the 18th Month Inclusive: Forty-seven (47) hours per week without any other restriction.

Par la suite: 46 heures par semaine sans aucune autre restriction.

Tout travail exécuté après le nombre d'heures de la semaine normale de travail pour la période concernée, entraîne une majoration de salaire de 50%.

Les gardiens, les chauffeurs de camions et les aides, les chauffeurs de chariots élévateurs et les aides, peuvent faire le ménage et le balayage. Cependant, s'ils font quelque autre travail productif, ils doivent être payés au taux de salaire majoré pour tout le travail exécuté en sus de 44 heures par semaine.

g) Période de repos: Tout salarié a droit à une période de repos de dix (10) minutes à chaque demi-journée de travail. »

9. Les paragraphes *a-1* et *b* de l'article VII, Jours fériés, sont remplacés par les suivants:

« **a-1)** Tout travail exécuté le dimanche, le premier jour de l'An, le 2 janvier, le vendredi saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour de Noël, le 24 décembre après-midi, le 26 décembre ainsi que le 31 décembre après-midi, doit être payé au taux de salaire majoré de 100%.

À compter de 1978, il faudra ajouter l'avant-midi des 24 et 31 décembre aux fêtes précitées.

b) Jours fériés, chômés et payés: Les jours suivants sont des jours fériés, chômés et payés: les 1er et 2 janvier, le vendredi saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le 24 décembre après-midi, le 25 décembre, le 26 décembre et le 31 décembre après-midi.

À compter de 1978, les jours suivants sont des jours fériés, chômés et payés: les 1er et 2 janvier, le vendredi saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, les 24, 25, 26 et 31 décembre.

L'indemnité pour chacun des jours fériés, chômés et payés mentionnés ci-dessus, doit être l'équivalent du salaire auquel le salarié aurait droit pour une journée normale de travail de l'atelier ou de l'usine en question, rémunérée au taux normal.

Pour bénéficier de ces jours fériés, le salarié doit travailler au moins sept (7) heures le jour ouvrable qui précède et au moins sept (7) heures le jour ouvrable qui suit immédiatement le jour férié. Toutefois, un salarié absent de son travail le jour ouvrable qui précède ou le jour ouvrable qui suit immédiatement le jour férié a droit à l'indemnité pour le jour férié, si cette absence est due à:

1) une absence autorisée par l'employeur ou par le décret;

Thereafter: Forty-six (46) hours per week without any other restriction.

Time and a half shall be paid for all work performed over and above the standard workweek prescribed for the period concerned.

Watchmen, truck drivers and helpers and fork-lift operators and their helpers may do cleaning and sweeping. However, should they perform any other productive work, they shall be paid overtime rates for all work carried out over and above 44 hours a week.

(g) Rest Periods: Each employee shall be entitled to a ten-(10) minute rest period for each half day's work."

9. Subsections *a-1* and *b* of Section VII, General Holidays, are replaced by the following:

«**(a-1)** Double time shall be paid for any time worked on Sunday, New Year's Day, January 2, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day, December 24 afternoon, December 26 and December 31 afternoon.

As of 1978, December 24 and 31 forenoon shall be added to above-mentioned holidays.

(b) Paid General Holidays: The following days are paid general holidays: January 1 and 2, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, December 24 afternoon, December 25, December 26 and December 31 afternoon.

As of 1978, the following days are paid general holidays: January 1 and 2, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, December 24, 25, 26 and 31.

The holiday pay given to each employee for each general holiday with pay mentioned above shall be equivalent to the salary that an employee would be entitled to for a standard workday at straight time for the plant or workshop concerned.

To be entitled to such general holidays with pay, the employee shall work at least seven (7) hours on the working day immediately before the general holiday and at least seven (7) hours on the working day immediately after the said general holiday. However, the employee who is absent from work on the working day immediately before or immediately after any general holiday with pay, is entitled to holiday pay for such general holiday, if his absence is due to:

1) leave of absence authorized previously by the employer or the decree;

- 2) une mise à pied ou un licenciement temporaire ou une fermeture temporaire ou permanente de l'usine ou de l'atelier survenant dans les dix (10) jours ouvrables avant le jour férié ou dix (10) jours ouvrables après le jour férié;
- 3) une maladie, pourvu que le salarié ait avisé son employeur avant ce jour férié ou le jour qui le suit immédiatement, suivant le cas, et qu'à son retour, il justifie sa maladie par un certificat médical si l'employeur l'exige, et que l'absence ne soit pas d'une durée continue de plus de dix (10) jours ouvrables avant le jour férié.

Cependant, lorsque deux (2) jours fériés, chômés et payés ou plus sont consécutifs, un salarié ne peut perdre plus d'un jour férié, chômé et payé, par jour d'absence précédant ou suivant la date où ces fêtes surviennent. »

10. Les paragraphes *a-1*, *a-2* et *d* de l'article XII, Congés annuels payés, sont remplacés par les suivants:

« XII. CONGÉS ANNUELS PAYÉS:

a) Durée et indemnité de congés payés: Tout salarié visé par le présent décret a droit à des congés payés conformément aux dispositions suivantes:

- 1) **Moins d'une (1) année de service:** un congé annuel continu payé d'une durée minimale d'autant de journées qu'il a de mois civils de service continu chez un employeur sans que la durée totale du congé exigible n'excède deux (2) semaines.

L'indemnité pour ce congé payé sera égale à 4% de la rémunération globale qu'il a reçue pendant la période de référence.

- 2) **Une (1) à cinq (5) années de service:** un congé annuel continu payé d'une durée minimale de deux (2) semaines.

L'indemnité pour tel congé payé est égale à 4% de la rémunération globale qu'il a reçue pendant la période de référence.

- 3) **Cinq (5) à dix (10) années de service:** un congé annuel continu payé d'une durée minimale de deux (2) semaines.

L'indemnité pour ce congé payé est égale à 5% de la rémunération globale qu'il a reçue pendant la période de référence.

- 2) temporary lay-off or separation of the employee, temporary or permanent closing down of the plant or workshop within ten (10) working days of the date of the general holiday or ten (10) days after the said general holiday;

- 3) sickness, provided the employee has notified his employer before such general holiday or the day immediately following it, as the case may be, provided also that, upon his return to work, he justifies his sickness by means of a medical certificate if the employer so requires, and, provided that the absence is not longer than ten (10) consecutive working days before the general holiday.

Notwithstanding the above provisions, whenever two (2) or more general holidays with pay follow each other consecutively, an employee shall never lose more than one (1) paid holiday per day of absence preceding or following the date on which such holidays occur."

10. Subsections *a-1*, *a-2* and *d* of Section XII, Annual Vacation with Pay, are replaced by the following:

"XII. ANNUAL VACATION WITH PAY:

(a) Vacation Period and Vacation Pay: Every employee governed by this decree is entitled to a vacation with pay in conformity with the following provisions:

- 1) **Less than One Year of Service:** A continuous annual vacation with pay consisting of at least as many days' vacation as the number of months of continuous service with the employer. However, the total duration of such vacation shall not exceed two (2) weeks.

Vacation pay is equivalent to four percent (4%) of his total earnings during the qualifying period.

- 2) **One (1) to Five (5) Years of Service:** A continuous annual vacation with pay of not less than two (2) weeks duration.

Vacation pay is equivalent to four percent (4%) of his total earnings during the qualifying period.

- 3) **Five (5) to Ten (10) Years of Service:** A continuous annual vacation with pay of not less than two (2) weeks' duration.

Vacation pay is equivalent to five percent (5%) of his total earnings during the qualifying period.

- 4) **Dix années (10) et plus de service:** Un congé annuel continu payé d'une durée minimale de deux (2) semaines.

L'indemnité pour ce congé payé est égale à 6% de la rémunération globale qu'il a reçue pendant la période de référence. »

- 11.** L'article XIII, Durée du décret, est remplacé par le suivant:

« **XIII. DURÉE DU DÉCRET:** Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1979.

Par la suite, il se renouvelle automatiquement d'année en année, à moins que le groupe constituant la partie patronale ou la partie ouvrière, ne donne au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre et au groupe constituant l'autre partie, un avis écrit à ce contraire, au cours du mois de septembre de l'année 1979 ou de toute année subséquente. »

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1606-o

- (4) **Ten (10) Years or More of Service:** A continuous annual vacation with pay of not less than two (2) weeks' duration.

Vacation pay is equivalent to six percent (6%) of his total earnings during the qualifying period."

- 11.** Section XIII, Term of the Decree, is replaced by the following:

“**XIII. TERM OF THE DECREE:** This decree remains in force until October 31, 1979.

It is then automatically renewed from year to year thereafter unless the group constituting the employer party or the employee party gives to the Minister of Labour and Manpower and to the group constituting the other party a written notice to the contrary during September 1979 or of any subsequent year.”

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1606-o

A.C. 3647-77, 26 octobre 1977
Règ. 77-649, 28 octobre 1977

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, c. 143)

Camionnage — Montréal — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), « L'Association des Entrepreneurs en Services Sanitaires du Québec Inc. » a présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet d'être acceptée comme partie contractante de première part au décret 913 du 16 juin 1948, relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 8 juin 1977;

ATTENDU QUE les objections ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE la requête de « L'Association des Entrepreneurs en Services Sanitaires du Québec Inc. » soit acceptée et que son nom soit ajouté à la liste des parties contractantes audit décret, numéro 913.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3647-77, 26 October 1977
Reg. 77-649, 28 October 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 143)

Cartage — Montréal — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an Amendment to the Decree respecting the Cartage Industry in the Montréal Region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the "Association des Entrepreneurs en Services Sanitaires du Québec Inc." has petitioned the Minister of Labour and Manpower to be accepted as contracting party of the first part to Decree 913 of June 16, 1948, respecting the cartage industry in the Montréal region;

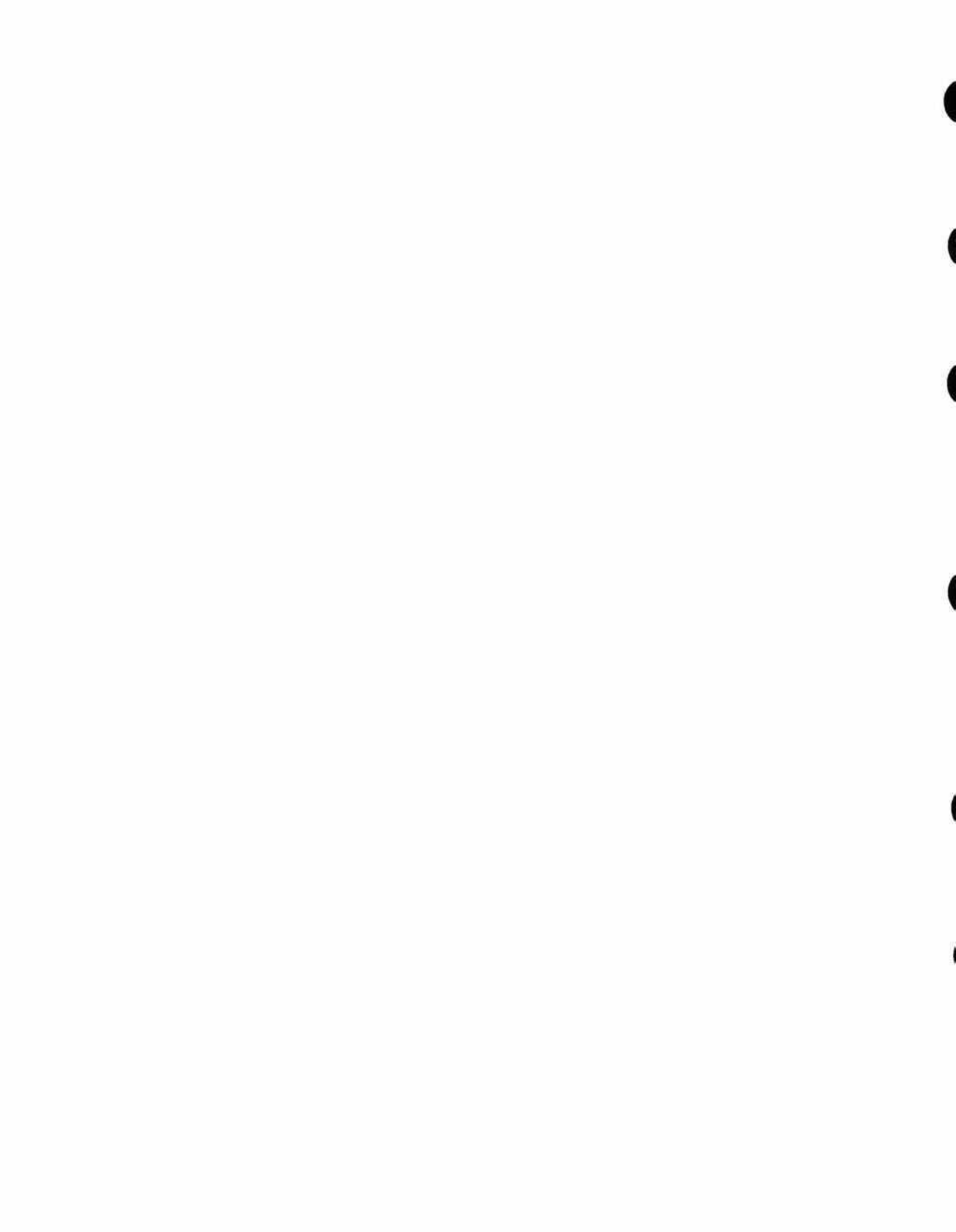
WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of June 8, 1977;

WHEREAS the objections have been duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the petition of the "Association des Entrepreneurs en Services Sanitaires du Québec Inc." be accepted and that its name be added to the list of the contracting parties to the said Decree, number 913.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.



Avis

Notices

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Le président de l'Office des professions du Québec donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant la publicité » adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 25 mai 1977, aux pages 2477 à 2480, a été approuvé avec modifications, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Jacques-Yvan Morin, le 19 octobre 1977, en vertu de l'arrêté en conseil no 3468-77 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le président de l'Office
des professions du Québec,*
ANDRÉ DESGAGNÉ.

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

The Chairman of the Québec Professions Board hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting advertising" made by the Bureau of the Professional Corporation of Dietitians of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 25 May 1977, pages 2477 to 2480, was approved with amendments, on the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Jacques-Yvan Morin, on 19 October 1977 under in Council 3468-77, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

ANDRÉ DESGAGNÉ,
*Chairman of the
Québec Professions Board.*

A.C. 3468-77, 19 octobre 1977
Règ. 77-618, 21 octobre 1977

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Publicité — Diététistes

Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement concernant la publicité de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 90 du Code des professions (1973, c. 43), le Bureau de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec doit, par règlement, déterminer les éléments qu'un professionnel peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité dudit article, a adopté un « Règlement concernant la publicité »;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 25 mai

O.C. 3468-77, 19 October 1977
Reg. 77-618, 21 October 1977

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Advertising — Dietitians

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting advertising of the Professional Corporation of Dietitians of Québec.

WHEREAS under section 90 of the Professional Code (1973, c. 43), the Bureau of the Professional Corporation of Dietitians of Québec must determine, by regulation, what a professional may include in his public advertisements and under what conditions he may advertise;

WHEREAS the Bureau, pursuant to the said section, made a "Regulation respecting advertising";

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, such Regulation was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 25 May

1977, aux pages 2477 à 2480, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU qu'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il apparaît, avec modifications, en annexe du présent arrêté;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de « Règlement concernant la publicité ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1977, pages 2477 to 2480, together with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after such publications;

WHEREAS it is expedient to approve the said Regulation as amended and annexed to this Order in Council;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation respecting advertising", a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement concernant la publicité

Code des professions
(1973, c. 43, a. 90)

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

- a) « corporation »: la Corporation professionnelle des diététistes du Québec
- b) « diététistes »: une personne inscrite au tableau de la corporation;

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03 Les éléments qu'un diététiste peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

Section 2

LA CARTE PROFESSIONNELLE

2.01 Un diététiste ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que:

Regulation respecting advertising

Professional Code
(1973, c. 43, s. 90)

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

- (a) "corporation": the Professional Corporation of Dietitians of Québec;
- (b) "dietitians": a person entered on the roll of the Corporation.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

1.03 The items that a dietitian may include in his public advertisements and the conditions under which he may advertise are those described in this Regulation.

Division 2

PROFESSIONAL CARD

2.01 A dietitian shall not enter on his professional card anything other than:

- | | |
|--|--|
| a) son nom et, s'il y a lieu, celui de ses associés; | (a) his name and, where applicable, that of his partners; |
| b) sa profession et, le cas échéant, son appartenance à une autre corporation professionnelle; | (b) his profession and, where applicable, his membership in another professional corporation; |
| c) sa spécialité, s'il possède un certificat de spécialiste reconnu par la corporation; | (c) his specialty, if he has a specialist's certificate recognized by the corporation; |
| d) s'il y a lieu, son principal champ d'activités parmi les suivants: diététiste-clinicien, diététiste-thérapeute, diététiste-administrateur, diététiste-gestionnaire, diététiste-communautaire, diététiste-nutritionniste, diététiste-consultant, diététiste-conseil, diététiste-éducateur, diététiste-chercheur; | (d) where applicable, his main field of activities among the following: clinical dietician, administrative dietician, community dietician, consultant dietician, teaching dietician, research dietician; |
| e) ses titres académiques; | (e) his academic titles; |
| f) l'adresse de son bureau d'affaires, son numéro de téléphone et ses heures de service; | (f) his business address, telephone number and business hours; |
| g) le symbole graphique de la corporation; et | (g) the graphic sign of the corporation; and |
| h) le nom de l'employeur, le cas échéant. | (h) the name of the employer, where applicable. |

2.02 La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres de large et 11 centimètres de long.

2.02 The professional card shall not measure more than 6 centimetres in width by 11 centimetres in length.

Section 3

LES MEDIA D'INFORMATION

3.01 Un diététiste peut publier ou permettre que soit publiée, dans les journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Cette annonce ne peut toutefois dépasser un décimètre carré.

3.02 À l'occasion de l'ouverture de son bureau d'affaires, de son entrée dans un bureau d'affaires existant ou de sa première inscription au tableau de la corporation, ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un diététiste peut publier sa photographie et certaines notes biographiques dans les journaux, revues, périodiques ou autres imprimés.

La photographie autorisée au premier alinéa ne peut excéder 64 centimètres carrés.

3.03 Lorsque le diététiste utilise les média d'information pour annoncer des services au public, il doit s'identifier comme diététiste et décrire les services qu'il offre.

Division 3

INFORMATION MEDIA

3.01 A dietician may publish or allow to be published in newspapers, magazines, periodicals, directories or in any other printed matter any advertisement containing all or part of that indicated in section 2.01. The said advertisement shall not, however, exceed one square decimetre.

3.02 Upon the opening of his business office, his taking up a position in an existing business office, his first entry on the roll of the corporation, or upon appointment to a position connected with the practice of the profession, a dietician may publish a photograph of himself and certain biographical notes in newspapers, magazines, periodicals or other printed matter.

The photograph authorized in the first paragraph may not exceed 64 square centimetres.

3.03 Where the dietician uses the information media to advertise his services to the public, he must identify himself as a dietician and describe the services he offers.

Section 4

LA PAPETERIE

4.01 Un diététiste peut inscrire sur sa papeterie tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

Section 5

LE BUREAU D'AFFAIRES

5.01 Sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est situé son bureau d'affaires ou sur le terrain où est érigé cet immeuble, le diététiste peut placer une enseigne mentionnant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

Si l'immeuble où est situé son bureau d'affaires se trouve à un carrefour, le diététiste peut placer une telle enseigne sur les murs extérieurs ou sur le terrain faisant face à chacune des routes convergentes.

5.02 À l'intérieur de son bureau d'affaires, le diététiste peut placer à la vue du public une enseigne mentionnant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

5.03 Les enseignes autorisées en vertu de la présente section ne peuvent dépasser 25 décimètres carrés.

Section 6

LE SYMBOLE GRAPHIQUE
DE LA CORPORATION

6.01 La corporation est représentée par un symbole graphique conforme à l'original détenu par le secrétaire de la corporation et contenant les éléments suivants: un cercle brisé formant simultanément les lettres C, P, D, Q.



6.02 When a dietician reproduces the graphic sign of the corporation for advertising purposes, he must ensure that the sign is in conformity with the original kept by the secretary of the corporation and that it does not exceed 25 square decimetres.

Division 4

STATIONERY

4.01 A dietician may enter on his stationery all or part of that indicated in section 2.01.

Division 5

BUSINESS OFFICE

5.01 On one of the outer walls of the immovable in which his business office is located or on the land on which such immovable is erected, the dietician may post a sign containing all or part of that indicated in section 2.01.

If the immovable in which his business office is located is at a crossroads, the dietician may post such sign on the outer walls or on the land facing each of the converging roads.

5.02 Inside his business office, the dietician may post, in public view, a sign containing all or part of that indicated in section 2.01.

5.03 The signs authorized under this Division may not exceed 25 square decimetres.

Division 6

GRAPHIC SIGN OF THE
CORPORATION

6.01 The corporation is represented by a graphic sign in conformity with the original kept by the secretary of the corporation and containing the following elements: a broken circle simultaneously forming the letters C, P, D, Q.



6.02 Lorsqu'un diététiste reproduit le symbole graphique de la corporation pour les fins de sa publicité, il doit s'assurer que ce symbole est conforme à l'original détenu par le secrétaire de la corporation et qu'il ne dépasse pas 25 décimètres carrés.

Section 7

DISPOSITION TRANSITOIRE

7.01 Un diététiste dont le bureau d'affaires, à la date de l'entrée en vigueur du présent règlement, arbore une enseigne non conforme aux exigences de la section 5, doit changer cette enseigne dans les six mois suivant la date de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Section 8

DISPOSITION FINALE

8.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1616-o

Division 7

TRANSITIONAL PROVISION

7.01 A dietician at whose business office there is a sign, on the date of the coming into force of this Regulation, that is not in conformity with the requirements of Division 5, must change that sign within six months following the date of coming into force of this Regulation.

Division 8

FINAL PROVISION

8.01 This Regulation shall come into force on the day on publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1616-o



AVIS D'APPROBATION DE STATUTS

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, c. 143)

Gant de cuir — Province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Pierre-Marc Johnson, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), que les statuts du Comité paritaire de l'industrie du gant de cuir dans le Québec, le siège social est situé dans la ville de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil 3644 du 26 octobre 1977.

Le sous-ministre par intérim,
PAUL-ÉMILE BERGERON.

1606-o

NOTICE OF APPROVAL OF CONSTITUTION

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 143)

Leather Glove — Province

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Pierre-Marc Johnson, hereby gives notice that the constitution of the Joint Committee of the Leather Glove Industry, whose head office is located in the city of Montréal, has been approved by Order in Council 3644 of October 26, 1977.

PAUL-ÉMILE BERGERON,
Acting Deputy Minister.

1606-o



Proclamations

Canada
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1142-77, du 13 avril 1977, qui fixait au 15 avril 1977 la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte (projet de loi numéro 4 de 1977), les articles 23, 30, 31, 34, 35, 37, 43 et les deux derniers alinéas de l'article 44 de la Loi sur l'assurance-récolte (Lois du Québec, 1974, chapitre 31), tous relatifs au système collectif d'assurance, sont entrés en vigueur par proclamation à cette occasion;

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1590-77, du 18 mai 1977, les autres articles du système collectif d'assurance, soit les articles 32, 33, 36, 38, 39, 40, 41, 42 et 45 de la Loi sur l'assurance-récolte (Lois du Québec, 1974, chapitre 31), sont entrés en vigueur par proclamation le 18 mai 1977;

ATTENDU QUE, dans cette dernière nomenclature, on a omis de faire mention des trois premiers alinéas de l'article 44 qui n'étaient pas touchés par la Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte (projet de loi numéro 4 de 1977);

ATTENDU QU'il est urgent que ces trois premiers alinéas de l'article 44 soient mis en vigueur sans délai pour permettre à la Régie de l'assurance-récolte de payer les indemnités requises en vertu du système collectif d'assurance-récolte.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 3440-77, du 19 octobre 1977, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre de l'agriculture:

QUE la date d'entrée en vigueur des trois premiers alinéas de l'article 44 de la Loi sur l'assurance-récolte (Lois du Québec, 1974, chapitre 31) soit fixée au 19 octobre 1977.

Proclamations

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters come or whom they may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS under Order in Council number 1142-77, dated April 13, 1977, April 15, 1977 was fixed as the date of coming into force of the Act to amend the Crop Insurance Act (Bill No. 4, 1977), and sections 23, 30, 31, 34, 35, 37, 43 and the last two paragraphs of section 44 of the Crop Insurance Act (Statutes of Québec, 1974, chapter 31), all pertaining to the collective insurance plan, came into force by proclamation at that time;

WHEREAS under Order in Council number 1590-77, dated May 18, 1977, the other sections of the collective insurance plan, namely sections 32, 33, 36, 38, 39, 40, 41, 42 and 45 of the Crop Insurance Act (Statutes of Québec, 1974, chapter 31), came into force by proclamation dated May 18, 1977;

WHEREAS, in the second list, the first three paragraphs of section 44, which were not affected by the Act to amend the Crop Insurance Act (Bill No. 4, 1977) were not mentioned;

WHEREAS it is expedient to order that the first three paragraphs of section 44 come into force immediately in order that the Régie de l'assurance-récolte may pay the indemnities claimed under the collective crop insurance plan.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in the Order number 3440-77, dated October 19, 1977, We have ordered and do hereby order, upon the recommendation of the Minister of Agriculture:

THAT October 19, 1977, be fixed as the date of coming into force of the first three paragraphs of section 44 of the Crop Insurance Act (Statutes of Québec, 1974, chapter 31).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-dix-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-sixième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
RENÉ LANGEVIN.

Libro: 504
Folio: 94

1608-o

ALL OUR LOYAL SUBJECTS and all others whom these letters may concern must take notice hereof and act accordingly.

IN WITNESS WHEREOF, We have had these letters made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec affixed to them;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this nineteenth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-seven, and in the twenty-sixth year of Our Reign.

By command,

RENÉ LANGEVIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 504
Folio: 94

1608-o

Canada
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

To all to whom these letters come or whom they may concern,

SALUT.

GREETING.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (Lois du Québec, 1976, c. 46) a été sanctionnée le 30 juin 1976;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de ladite loi, celle-ci devait entrer en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles devraient entrer en vigueur à une date ultérieure devant être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE ladite loi est entrée en vigueur par l'arrêté en conseil 2878-76 de 25 août 1976 à l'exception des paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 7 de l'article 2 et des articles 3, 4 et 5;

ATTENDU QU'il est maintenant opportun de fixer au 31 octobre 1977 l'entrée en vigueur desdites dispositions.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 3596-77, du 26 octobre 1977, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des richesses naturelles:

QUE sous l'autorité de l'article 8 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (Lois du Québec, 1976, c. 46), l'entrée en vigueur des paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 7 de l'article 2 et des articles 3, 4, et 5, soit fixée au 31 octobre 1977.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamation

WHEREAS the Act approving agreement concerning James Bay and Northern Québec (Statutes of Québec, 1976, c. 46) was assented to on June 30, 1976;

WHEREAS under section 8 it is stated that that act will come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the provisions excluded by that proclamation, which will come into force on any later date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS that act, except subsections 1, 2, 3, 4, 5 and 7 of section 2, and sections 3, 4 and 5, came into force under Order in Council 2878-76, dated August 25, 1976;

WHEREAS it is now expedient to order that those provisions come into force on October 31, 1977.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order number 3596-77, dated October 26, 1977, We have ordered and, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources, do hereby order:

THAT, in conformity with section 8 of the act approving agreement concerning James Bay and Northern Québec (Statutes of Québec, 1976, c. 46), subsections 1, 2, 3, 4, 5, and 7 of section 2, and sections 3, 4, and 5 shall come into force on October 31, 1977.

ALL OUR LOYAL SUBJECTS and all others whom these letters may concern must take notice hereof and act accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-dix-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-sixième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
RENÉ LANGEVIN.

Libro: 504

Folio: 95

1608-o

IN WITNESS WHEREOF, We have had these letters made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec affixed to them;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-sixth day of October in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-seven and in the twenty-sixth year of Our Reign.

By command,

RENÉ LANGEVIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 504

Folio: 95

1608-o

Canada
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale (projet de loi numéro 2 de 1977) a été sanctionnée le 26 août 1977;

ATTENDU QUE l'article 137 de cette loi édicte qu'elle entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 2957-77 du 7 septembre 1977 fixait au 7 septembre 1977 l'entrée en vigueur des articles 55 à 61 et de l'article 130;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 26 octobre 1977 l'entrée en vigueur d'une partie de la loi, constituée des articles 1, 4, à 32, 123, 132 et 136.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 3553-77, du 26 octobre 1977, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre d'État à la réforme parlementaire:

QUE soit fixée au 26 octobre 1977 l'entrée en vigueur d'une partie de la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale (projet de loi numéro 2, sanctionné le 26 août 1977), constituée des articles 1, 4 à 32, 123, 132 et 136.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters come or whom they may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act (Bill No. 2, 1977) was assented to on August 26, 1977;

WHEREAS section 137 of that Act states that it will come into force on a date to be fixed by proclamation of the government, except the sections excluded by that proclamation, which shall come into force on any later date that may be fixed by proclamation of the government;

WHEREAS under Order 2957-77, dated September 7, 1977 it was ordered that sections 55 to 61 and section 130 of that act would come into force on September 7, 1977;

WHEREAS it is expedient to order that part of the act, comprising sections 1, 4 to 32, 123, 132 and 136, come into force on October 26, 1977.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order number 3553-77, dated October 26, 1977, We have ordered and, upon the recommendation of the Minister of the State for Parliamentary Reform, do hereby order:

THAT October 26, 1977, be fixed as the date of coming into force of part of the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act (Bill No. 2, assented to on August 26, 1977), comprising sections 1, 4 to 32, 123, 132 and 136.

ALL OUR LOYAL SUBJECTS and all others whom these letters may concern must take notice of this and act accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-dix-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-sixième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
RENÉ LANGEVIN.

Libro: 504
Folio: 99

1608-o

IN WITNESS WHEREOF We have had these letters made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec affixed to them;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honorable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-sixth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-seven, and in the twenty-sixth year of Our Reign.

By command,

RENÉ LANGEVIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 504
Folio: 99

1608-o

Projets de règlement

Draft Regulations

PROJET D'EXTENSION

Convention collective de travail relative à l'industrie de l'automobile de la région du Saguenay-Lac-St-Jean

Le ministre du Travail et de la Main-d'œuvre, monsieur Pierre-Marc Johnson, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre,

L'Association patronale de l'Automobile de Chicoutimi, Roberval, Lac Saint-Jean;
D'UNE PART, ET,

Syndicat national des Employés de garages de Jonquière et Kénogami;

Syndicat des Employés de garages Saguenay-Lac-St-Jean;

Syndicat national des Employés de garages de la région du Lac Saint-Jean;
D'AUTRE PART,

pour les employeurs, les artisans et les salariés des métiers et emplois visés, suivant les conditions ci-après décrites:

1. DÉFINITIONS:

1. Interprétation:

Pour l'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est donnée ci-dessous:

1.01 Apprenti:

Désigne tout salarié qui apprend l'un des métiers régis par le présent décret.

Toutefois, pour avoir droit aux conditions de travail et au salaire de son métier, l'apprenti doit accomplir le travail qui y correspond selon les exigences du comité paritaire.

1.02 Artisan:

Désigne une personne travaillant à son compte, seule ou en société, et qui effectue pour autrui un travail régi par le décret.

1.03 Commis aux pièces:

Désigne tout salarié dont les fonctions sont essentiellement reliées à la manutention, à la réception, à l'expédition, à la classification ou à la vente de pièces, d'accessoires ou de pneus de véhicules automobiles.

DRAFT EXTENSION

Collective Labour Agreement respecting the Automobile Industry in the Saguenay-Lac-St-Jean Region

Pursuant to the Collective Agreement Decrees act (R.S.Q., 1964, c. 143), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Pierre-Marc Johnson, hereby gives notice that the contracting parties mentioned hereinafter have petitioned him to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

"L'Association patronale de l'Automobile de Chicoutimi, Roberval, Lac St-Jean";
ON THE ONE PART:

"Syndicat national des Employés de garages de Jonquière et Kénogami";

"Syndicat des Employés de garages Saguenay-Lac-Saint-Jean";

"Syndicat national des Employés de garages de la région du Lac Saint-Jean";
AND, ON THE OTHER PART:

for the employers, the artisans and the employees of the trades and occupations concerned according to the conditions described hereinafter.

1. DEFINITIONS:

1. Interpretation:

For the enforcement of this decree, the following words and terms have the meaning herein after given to them:

1.01 Apprentice:

Means any employee who learns one of the trades covered by this decree.

However, to be entitled to the working conditions and to the wage for his trade, the employee shall perform the corresponding work according to the requirements of the Parity Committee.

1.02 Artisan:

Means anyone working for his own benefit, alone or in partnership and who does work covered by the decree for others.

1.03 Parts Clerk:

Means any employee whose main duties consist in handling, receiving, shipping, classifying or selling parts, accessories or tires for motor vehicles.

1.04 Compagnon:

Désigne tout salarié dont les fonctions sont essentiellement reliées à l'une des tâches suivantes, savoir: à l'entretien, aux essais, aux vérifications, aux réparations, aux modifications ou à d'autres travaux du même genre, qui sont nécessaires ou utiles au bon fonctionnement des véhicules automobiles et qui a été qualifié par le comité paritaire pour l'un ou plusieurs des métiers suivants relatifs à l'industrie de l'automobile: charron, carrossier, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, bourrelier, dégraisseur de garnitures intérieures, peintre, soudeur, spécialiste du réglage de moteur, spécialiste des freins, spécialiste du différentiel, spécialiste du châssis, spécialiste du système d'échappement, vérificateur, spécialiste de la transmission automatique, spécialiste de la suspension, préposé aux pièces et spécialiste en pneus.

1.05 Graisseur:

Désigne tout salarié dont le principal travail est de graisser un véhicule à moteur ou d'en faire la vidange d'huile entièrement ou partiellement.

1.06 Heures normales:

Signifie les heures de travail prévues au présent décret pour chaque catégorie d'emploi.

1.07 Laveur:

Désigne tout salarié qui fait uniquement le lavage, le nettoyage, l'essuyage et le polissage de tout véhicule automobile.

1.08 Livreur ou commissionnaire:

Désigne tout salarié dont le principal travail est de faire la livraison ou le transport des pièces ou accessoires avec un véhicule à moteur dont il a la charge, que ce soit en qualité de commissionnaire ou autrement.

1.09 Pompiste:

Désigne tout salarié dont les fonctions sont reliées à la vente de l'essence ou de lubrifiants, au lavage des véhicules automobiles, à la surveillance des pompes distributrices des libres-services, aux services courants tels que la vérification du niveau du liquide dans les accumulateurs, l'installation des accumulateurs et leur vente, le nettoyage des pare-brise ou tout autre travail du même genre.

1.10 Préposé au service:

Désigne tout salarié dont le travail consiste essentiellement à faire:

- a) la vente de l'essence ou de lubrifiants;
- b) le lavage, le graissage ou la conduite des véhicules automobiles;

1.04 Journeyman:

Means any employee whose main duties consists in one of the following tasks: the maintenance, testing, verification, repair and alteration necessary for the proper working of motor vehicles or other work of the same nature and who has been qualified by the Parity Committee for one or more of the following trades in the automobile industry: wheelwright, bodyman, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, upholsterer, upholstery cleaner, painter, welder, tune-up specialist, brake specialist, differential specialist, frame specialist, exhaust system specialist, tester, automatic transmission specialist, suspension specialist, parts man and tire specialist.

1.05 Greaser:

Means any employee whose main duty consists in completely or partly greasing or oil-changing a motor vehicle.

1.06 Standard Working Hours:

Mean the hours of work provided for in this decree for each occupation.

1.07 Washer:

Means any employee who performs only the washing, cleaning, wiping and polishing of any motor vehicle.

1.08 Deliveryman or Messenger:

Means any employee whose main duty consists in doing the delivery or transporting of parts or accessories with a motor vehicle for which he is responsible as messenger or otherwise.

1.09 Pump Attendant:

Means any employee whose main duties consist in selling gasoline or lubricants, washing motor vehicles, supervising self service pumps, performing current services such as checking the level of the liquid in the battery, installing the battery, cleaning the windshield or performing any other work of the same kind;

1.10 Serviceman:

Means any employee whose main duties consist in:

- (a) selling gasoline or lubricants;
- (b) washing, greasing or driving motor vehicles;

- c) la pose ou la réparation des pneus;
- d) l'installation des accumulateurs, des courroies, des boyaux, des essuie-glace, des phares, des filtres, des silencieux ou des autres pièces et accessoires de même nature;
- e) l'application d'enduit antirouille;
- f) la vente des objets énumérés au paragraphe c et d;
- g) le service de remorquage;
- h) le transport de la clientèle;
- i) l'entretien de l'établissement de son employeur ainsi que du terrain où il est situé;
- j) le service d'urgence de dépannage ou de remorquage;
- (c) installing or repairing tires;
- (d) installing batteries, belts, hoses, wipers, headlights, filters, mufflers or other parts or accessories of the same kind;
- (e) applying antirust compounds;
- (f) selling the parts listed in subsections c and d;
- (g) giving towing services;
- (h) transporting clients;
- (i) cleaning his employer's establishment and the area where it is located;
- (j) giving emergency breakdown services.

1.11 Véhicule automobile:

Désigne le véhicule défini au Code de la Route (S.R.Q., c. 231 et am.).

1.11 Motor vehicle:

Means the vehicle as defined in the Highway Code (R.S.Q., 1964, c. 231 and am.)

1.12 Semaine normale:

Signifie la durée des heures normales de travail prévues au présent décret pour chaque catégorie d'emploi durant une semaine de travail.

1.12 Standard Workweek:

Means the duration of standard working hours provided for in this decree for each occupation during one workweek.

1.13 Service continu:

Désigne la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat ou de licenciement. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée du service continu, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les jours de congé payés annuels, le délai-congé et les absences autorisées.

1.13 Continuous Service:

Means the period during which the employee is bound to his employer by a labour contract, even if the carrying out of the latter has been interrupted without the said contract being cancelled or without the employee being dismissed. Continuous service shall not be considered as being interrupted by sick leave, if the contract has not been cancelled, or by days during which the employer's establishment is closed, annual vacation with pay, term of notice and authorized absences.

1.14 Taux normal:

Signifie le taux de salaire fixé au présent décret pour chaque catégorie d'emploi.

1.14 Regular Wage Rate:

Means the wage rates fixed in this decree for each occupation.

1.15 Démoniteur:

Désigne tout salarié dont les fonctions sont essentiellement reliées au démontage des véhicules automobiles lorsque ce démontage est effectué aux fins de vendre, de réparer ou d'emmagasiner les pièces.

1.15 Disassembler:

Means any employee whose main duties consist in disassembling motor vehicles, when this disassembling is done for the purposes of selling, repairing or storing the parts.

1.16 Spécialiste en pneus:

Désigne tout salarié dont les fonctions essentielles, en plus d'effectuer la pose de pneus sur les véhicules automobiles, consistent à équilibrer et à graisser les roues, à remplacer les goudjons des roues, à mettre le calcium dans les roues et à couper les goudjons des roues au chalumeau.

1.16 Tire Specialist:

Means any employee whose main duties, in addition to installing tires on motor vehicles, consist in balancing and greasing wheels, in replacing gudgeons on wheels, placing calcium in wheels and cutting gudgeons on wheels with a blowpipe.

1.17 Échelon:

Signifie la période pendant laquelle un salarié permanent acquiert une année d'expérience et un salarié temporaire 2,000 heures d'expérience dans l'une des classes d'emploi prévues au présent décret.

1.18 Salarié temporaire:

Désigne tout salarié qui est embauché pour au plus 30 heures par semaine.

2. CHAMP D'APPLICATION**2.01 Champ d'application professionnel et industriel:**

1) Le décret s'applique aux travaux suivants:

- a) réparation, modification ou vérification des véhicules automobiles, de leurs pièces ou de leurs accessoires;
- b) démontage des véhicules automobiles en tout ou en parties;
- c) réfection, remise à neuf, réparation ou tout autre travail du même genre effectué sur des pièces, des accessoires ou des pneus de véhicules automobiles ainsi que leur installation sur ces véhicules;
- d) vente de l'essence, de lubrifiants, de pièces neuves ou usagées ou de tout autre produit du même genre destiné aux véhicules automobiles;
- e) lavage, cirage ou nettoyage des véhicules automobiles;

2) Le décret ne s'applique pas:

- a) aux travaux visés au paragraphe 1 lorsqu'ils sont effectués exclusivement pour le propre service ou les propres besoins de l'employeur;

2.02 Champ d'application territorial:

Le présent décret s'applique aux districts électoraux de Dubuc, Chicoutimi, Jonquière et Lac St-Jean.

3. HEURES DE TRAVAIL — PRIMES:

3.01 Pour le préposé au service, le spécialiste en pneus, le pompiste, le laveur et le graisseur, la semaine normale de travail est de 45 heures étalées sur six (6) jours de neuf (9) heures.

1.17 Grade:

Means the period during which a permanent employee acquires one year's experience and a temporary employee 2000 hours experience in one of the occupations provided for in this decree.

1.18 Temporary Employee:

Means any employee who is hired for 30 hours per week at the most.

2. JURISDICTION:**2.01 Professional and Industrial Jurisdiction:**

(1) The decree governs the following work:

- (a) repairing, modifying or verifying motor vehicles, their parts or accessories;
- (b) completely or partially disassembling parts of motor vehicles;
- (c) renovating, repairing or any other work of the same kind performed on parts, accessories or tires for motor vehicles and their installation on these vehicles;
- (d) selling gasoline, lubricants, new or used parts or any other product of the same kind for motor vehicles;
- (e) washing, polishing or cleaning motor vehicles.

(2) The decree does not apply to:

- (a) work subject to subsection 1 when it is done exclusively for the employer's own service or needs;

2.02 Territorial Jurisdiction:

This decree applies to the electoral districts of Dubuc, Chicoutimi, Jonquière and Lac St-Jean.

3. HOURS OF WORK — PREMIUMS:

3.01 For the serviceman, the tire specialist, the pump attendant, the washer and the greaser, the standard work-week shall be 45 hours scheduled over 6 days of 9 hours.

3.02 Pour tout salarié non visé par l'article 3.01, la semaine normale de travail est de 42½ heures réparties du lundi au vendredi inclusivement, de 8:00 heures A.M. à 5:30 heures P.M.

3.03 Tout salarié peut exiger jusqu'à une (1) heure de repos sans paie pour prendre son repas.

3.04 Il est loisible à l'employeur d'organiser une deuxième équipe de travail. La durée normale quotidienne de travail de cette équipe doit être égale à celle de la première et les heures de travail doivent être imparties entre 13:00 heures et 2:30 heures A.M. le lendemain.

4. HEURES SUPPLÉMENTAIRES

4.01 Tout travail effectué en dehors ou en plus des heures normales entraîne une majoration du taux payé de 50%.

Cependant, quinze (15) minutes à taux simple seront allouées pour finir les travaux en cours chaque jour, jusqu'à concurrence d'une heure par semaine.

Le taux double sera payé pour tout travail excédant quatre (4) heures de temps supplémentaire. Ce taux s'appliquera tant et aussi longtemps qu'un tel salarié n'aura pas eu huit (8) heures consécutives de repos.

4.02 Tout travail effectué le dimanche (pour les employés affectés par l'article 3.02) et le septième (7e) jour (pour les employés affectés par l'article 3.01) ainsi que les jours fériés, chômés et payés doit être rémunéré au taux double du salaire payé.

5. JOURS FÉRIÉS, CHÔMÉS ET PAYÉS:

5.01 Les jours fériés, chômés et payés sont:

- Le premier jour de l'An;
- Le 2 janvier;
- Le lundi de Pâques;
- La Saint-Jean-Baptiste;
- La Confédération;
- La Fête du Travail;
- L'Action de Grâce;
- Les 24, 26 et 31 décembre;
- Le Jour de Noël;

5.02 Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi fédérale, provinciale ou règlement municipal qui fixe la célébration de l'une ou l'autre de ces fêtes chômées et payées un autre jour s'applique de droit.

5.03 L'employeur peut convenir avec un salarié de reporter l'une ou l'autre des fêtes chômées et payées mentionnées au paragraphe 5.01, en autant qu'un même nombre de jours

3.02 For any employee not covered by subsection 3.01, the standard workweeks shall be 42½ hours scheduled from 8:00 a.m. to 5:30 p.m.

3.03 Any employee shall demand up to 1 hour off without wage to take his meal.

3.04 The employer may set up a second shift. The daily regular duration for this shift shall be equal to that of the first shift and the working hours shall be distributed between 1:00 p.m. and 2.30 a.m. on the next day.

4. OVERTIME HOURS:

4.01 Any work performed over and above the standard hours shall be paid at time and a half.

However, 15 minutes at straight time shall be granted to complete the current work each day up to 1 hour per week.

Double time shall be paid for any work in excess of 4 hours of overtime. That rate shall apply as long as the employee has not had 8 consecutive hours of rest.

4.02 Any work performed on Sundays (for employees governed by subsection 3.02) and the 7th day (for the employees governed by subsection 3.01) and general holidays with pay shall be paid at double time the wage rate.

5. GENERAL HOLIDAYS WITH PAY:

5.01 The general holidays with pay shall be:

- New Year's Day;
- January 2;
- Easter Monday;
- St. John the Baptist Day;
- Canada Day;
- Labour Day;
- Thanksgiving Day;
- December 24, 26 and 31;
- Christmas Day;

5.02 Any order in council, ordinance or federal, provincial law or municipal by-law which changes the celebration of one of these holidays with pay to another day shall apply for all legal purposes.

5.03 The employer may decide with the consent of an employee to postpone one of the holidays with pay mentioned in subsection 5.01 inasmuch as an equal number of

fériés soit donné audit salarié dans les trente (30) jours qui suivent cette fête.

5.04 Le paragraphe 5.01 s'applique aux compagnons, apprentis, commis aux pièces, livreurs, commissionnaires et les employés appartenant à la classe « tout autre salarié ».

5.05 Pour les hommes de service, laveurs, pompistes, graisseurs et les spécialistes en pneus, les jours fériés, chômés et payés sont:

Le premier jour de l'An;
Le lundi de Pâques;
La Saint-Jean-Baptiste;
La Confédération;
La Fête du Travail;
L'Action de Grâce;
Le Jour de Noël;
Les 24, 26 et 31 décembre;

5.06 Par entente entre la majorité des employés d'une entreprise et l'employeur lorsqu'une fête survient au milieu d'une semaine, il est possible de reporter la fête le lundi ou le vendredi suivant ou précédant la fête. Un avis à cet effet devra être envoyé au comité paritaire.

5.07 Ne doit recevoir pour aucun des jours de congés énumérés au paragraphe précédent une paie de congé statutaire, tout salarié qui:

- i) est absent, sans permission, du travail la veille ou le lendemain dudit jour de congé, bien que requis de travailler par sa cédule normale de travail.
- ii) pour n'importe quelle autre raison, a été absent de son travail pendant trente (30) jours de calendrier précédant ledit jour de congé et est aussi absent le premier jour normal de travail suivant ledit jour de congé.

5.08 L'indemnité que doit toucher un salarié pour chaque jour férié, chômé et payé doit être égale à sa rémunération pour une journée ouvrable.

5.09 Dans le but d'assurer le service permanent et continu dans les stations-service, l'employeur peut au besoin, accorder à tour de rôle au préposé de station-service, au pompiste, au laveur, au graisseur, au spécialiste en pneus des jours chômés et payés différents de ceux qui sont établis au paragraphe 5.05. Ces jours chômés et payés compensatoires doivent être donnés dans un délai maximal de trente (30) jours.

holidays are given to the said employee within 30 days following the holiday.

5.04 Subsection 5.01 shall apply to journeymen, apprentices, parts clerks, deliverymen, messengers and to employees included in the category "any other employee".

5.05 For servicemen, washers, pump attendants, greasers and tire specialists, general holidays with pay shall be:

New Year's Day;
Easter Monday;
St. John the Baptist Day;
Canada Day;
Labour Day;
Thanksgiving Day;
December 24, 26 and 31;
Christmas Day.

5.06 When a holiday occurs in the middle of a week, the holiday may be celebrated on the Monday preceding or the Friday following the holiday on condition that a majority of the employees and the employer of an enterprise are so agreed. A notice to this effect shall be sent to the Parity Committee.

5.07 For one of the holidays mentioned in the preceding paragraph, statutory holiday pay shall not be paid to the employee who:

- (i) is absent from work without permission, the day before or after the said holiday, although he was required to work according to his standard work schedule.
- (ii) was absent from work, for any reason whatsoever, during 30 calendar days preceding the said holiday and is also absent on the first standard workday following the said holiday.

5.08 The holiday pay given to the employee for each general holiday with pay shall be equal to his wage for one working day.

5.09 In order to ensure permanent and continuous service in service stations, the employer may, if needed, grant in turn to the serviceman, the pump attendant, the washer, the greaser and the tire specialist, holidays with pay different from those mentioned in subsection 5.05. These compensatory holidays with pay shall be given within 30 days maximum.

6. CONGÉS ANNUELS:

6.01 La période de référence s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours, ou correspond à l'année civile.

6.02 Le salarié qui, au début de la période de référence, justifie de moins d'un (1) an de service continu pour le même employeur, doit recevoir un congé d'une durée égale à autant de jours qu'il a de mois de service pour une durée maximale de deux (2) semaines. L'indemnité afférente à ce congé est de 4% des gains du salarié durant la période de référence.

6.03 Le salarié qui, au début de la période de référence, justifie d'un (1) an de service continu pour le même employeur, doit recevoir un congé d'une durée minimale de deux (2) semaines. L'indemnité afférente à ce congé est de 4% des gains du salarié durant la période de référence.

6.04 Le salarié qui, au début de la période de référence, justifie de cinq (5) ans de service continu pour le même employeur, doit recevoir un congé d'une durée minimale de trois (3) semaines. L'indemnité afférente à ce congé est de 6% des gains du salarié durant la période de référence.

6.05 ORDONNANCE NUMÉRO 3:

Malgré toute autre disposition de la présente section, l'employeur doit accorder à tout salarié des conditions au moins égales à celles prévues dans l'Ordonnance numéro 3, 1972, de la Commission du salaire minimum ou dans toute ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

6.06 Les gains au sens de la présente section, comprennent le temps supplémentaire, les prime de nuit, de surveillance, ainsi que tout montant payé par l'employeur au salarié.

6.07 L'indemnité afférente au congé annuel doit être payée au salarié lorsqu'il part en congé ou au moment de son départ, s'il est mis à pied ou est congédié.

6.08 Un salarié victime d'un accident ou d'une maladie et non guéri avant le début de la période choisie pour son congé, pourra le prendre à une autre date, après entente avec l'employeur.

6.09 Le salarié a le droit de connaître, par écrit, au moins quinze (15) jours à l'avance, la période de son congé.

6.10 Si une ou des fêtes chômées et payées surviennent pendant la période de congé annuel d'un salarié, cette jour-

6. ANNUAL VACATION:

6.01 The qualifying period extends from May 1 of the preceding year to April 30 of the current year, or corresponds to the calendar year.

6.02 The employee who, at the beginning of the qualifying period, has less than 1 year's continuous service with the same employer shall receive a vacation equal to as many days as he has months of service up to a maximum duration of 2 weeks. The vacation pay for this vacation shall be 4% of the employee's earnings during the qualifying period.

6.03 The employee who, at the beginning of the qualifying period, has 1 year's continuous service with the same employer, shall receive a vacation of a minimum duration of 2 weeks. The vacation pay shall be 4% of the employee's earnings during the qualifying period.

6.04 The employee who, at the beginning of the qualifying period, has 5 years' continuous service with the same employer shall receive a vacation of a minimal duration of 3 weeks. The vacation pay shall be 6% of the employee's earnings during the qualifying period.

6.05 ORDINANCE NUMBER 3:

Notwithstanding any other provision of this section, the employer shall grant to any employee conditions at least equal to those provided for in Ordinance number 3, 1972, of the Minimum Wage Commission or in any other further ordinance which could amend or replace it.

6.06 Earnings within the meaning of this section include overtime, night watch premiums and any amount paid by the employer to the employee.

6.07 The annual vacation pay shall be paid to the employee when he leaves on vacation or when he quits, if he is laid off or dismissed.

6.08 An employee who suffers from an accident or an illness and who has not recovered before the beginning of the period chosen for his vacation shall have the opportunity to take his vacation at another date, after agreement with his employer.

6.09 The employee shall be advised in writing of the period for his vacation at least 15 days in advance.

6.10 If one of the general holidays with pay occurs during an employee's annual vacation, this day or these days shall

née ou ces journées lui seront remises par un ou des congés additionnels ou lui seront payées à taux simple après entente avec l'employeur.

6.11 Lors de la résiliation de son contrat de travail, un salarié doit toucher l'indemnité afférente au congé annuel acquis avant le début de la période de référence qui n'a pas été versée et en plus de l'indemnité afférente au congé annuel qui lui est due pour la période écoulée depuis cette date.

7. TAUX DE SALAIRES ET CLASSIFICATION DES EMPLOIS:

7.01 Les taux minimaux des salaires horaires pour les emplois régis par le présent décret sont les suivants:

Compagnon	
Classe « A »	\$7.15
Classe « B »	6.54
Classe « C »	6.31

Apprenti	
1 ^{er} échelon	4.40
2 ^e échelon	4.57
3 ^e échelon	4.90
4 ^e échelon	5.31

Graisier	5.80
-----------------------	------

Laveur — Livreur et tous autres salariés qui ne peuvent être autrement désignés.	4.40
--	------

Préposé au service	
1 ^{er} échelon	3.92
2 ^e échelon	4.23
3 ^e échelon	4.76
4 ^e échelon	5.02

Pompiste	4.51
-----------------------	------

Commis aux pièces	
1 ^{er} échelon	3.56
2 ^e échelon	3.64
3 ^e échelon	3.87
4 ^e échelon	4.05
5 ^e échelon	4.32
6 ^e échelon	4.62
7 ^e échelon	5.07
8 ^e échelon	6.36

7.02 Tout travail visé par le présent décret entraîne une rémunération horaire.

be remitted to him by one or more additional holidays or shall be paid to him at straight time after agreement with the employer.

6.11 Upon cancellation of his work contract, an employee shall receive the annual vacation pay acquired before the beginning of the qualifying period and not yet paid and in addition any annual vacation pay owing to him for the period elapsed since this date.

7. WAGE RATES AND OCCUPATIONS:

7.01 The hourly minimum wage rates for the occupations governed by this decree shall be the following:

Journeyman	
Class "A"	\$7.15
Class "B"	6.54
Class "C"	6.31

Apprentice	
1 st grade	4.40
2 nd grade	4.57
3 rd grade	4.90
4 th grade	5.31

Greaser	5.80
----------------------	------

Washer — Deliveryman and any other employees who is not otherwise classified	4.40
---	------

Serviceman	
1 st grade	3.92
2 nd grade	4.23
3 rd grade	4.76
4 th grade	5.02

Pump Attendant	4.51
-----------------------------	------

Parts Clerk	
1 st grade	3.56
2 nd grade	3.64
3 rd grade	3.87
4 th grade	4.05
5 th grade	4.32
6 th grade	4.62
7 th grade	5.07
8 th grade	6.36

7.02 Any work governed by this decree shall receive an hourly wage.

7.03 La rémunération de tout salarié doit être versée en espèces ou par chèque sous enveloppe scellée à intervalles réguliers ne pouvant dépasser seize (16) jours, et les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe ou sur un bulletin de paie distinct:

- le nom et le prénom du salarié;
- la période de paie;
- le taux horaire et le nombre d'heures normales;
- le nombre d'heures supplémentaires et leur taux horaire;
- les déductions faites;
- les montants brut et net payés.

7.04 Le salarié affecté à un emploi qui entraîne un taux de salaire moindre, doit continuer de recevoir le taux de salaire le plus élevé pour une période de deux (2) semaines. Cet article ne s'applique pas si l'affectation est faite à la demande du salarié.

7.05 Le salarié qui accomplit des tâches de plusieurs classes d'emploi doit toucher le taux de salaire de la plus élevée de ces classes d'emploi.

7.06 Malgré toute autre disposition du décret, l'employeur doit verser au salarié au moins la rémunération hebdomadaire minimale qui lui serait payable selon l'Ordonnance numéro 4, 1972, de la Commission du salaire minimum ou toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

8. RAPPEL AU TRAVAIL:

8.01 Tout salarié rappelé au travail après les heures régulières de travail, sans en avoir été avisé avant de quitter son travail de jour, recevra un minimum de paie équivalent à deux (2) heures de travail à temps et demi, même si le temps travaillé est inférieur à cette période de temps. Cependant, si le temps réellement travaillé calculé sur la base de temps supplémentaire applicable, est un montant payable supérieur à deux (2) heures à temps et demi, le plus haut des deux (2) montants sera payé au salarié. La présente clause ne s'applique pas au préposé à la remorque.

9. DISPOSITIONS DIVERSES:

9.01 L'employeur qui veut se libérer des services d'un salarié doit lui donner un préavis d'une (1) semaine. Si l'employeur ne donne pas ce préavis, le salarié peut réclamer l'équivalent de son salaire pour (1) semaine normale de

7.03 The wage of any employee shall be paid in cash or by cheque in a sealed envelope at regular intervals not exceeding 16 days and the following particulars shall appear on the envelope or on a separate earnings statement:

- the employee's complete name;
- the pay period;
- the hourly rate and the number of regular hours;
- the number of overtime hours and the hourly rate;
- the deductions made;
- the gross and net amounts paid.

7.04 The employee assigned to an occupation paid at a lower rate shall continue to receive the higher wage rate for 2 weeks. This subsection does not apply if the assignment occurs upon the employee's request.

7.05 The employee performing tasks subject to several occupations shall receive the higher wage rate for these occupations.

7.06 Notwithstanding any other provision of this decree, the employer shall pay to the employee at least the minimum weekly wage which would be payable to him according to Ordinance number 4, 1972, of the Minimum Wage Commission or to any other further ordinance which could amend or replace it.

8. CALL-BACK TO WORK:

8.01 Any employee called back to work after the regular working hours, without being notified before leaving his day's work, shall receive a minimum pay equal to 2 hours of work at time and a half, even if the time worked is less than said period. However, if the time actually worked and computed on the applicable overtime basis, is an amount greater than 2 hours at time and a half, the greater of the two amounts shall be paid to the employee. This clause does not apply to the trailer clerk.

9. MISCELLANEOUS PROVISIONS:

9.01 The employer who wants to dismiss an employee shall give such employee an advance notice of 1 week. If the employer does not give this notice, the employee may ask the equivalent of his wage for 1 regular workweek. Likewise,

travail. De même, le salarié qui veut quitter son emploi doit donner un préavis d'une (1) semaine à moins d'une entente contraire avec l'employeur.

9.02 Cependant, le salarié congédié avec motif à l'appui ou qui n'a pas travaillé chez le même employeur plus de trois (3) mois n'a pas droit au préavis établi au paragraphe 9.01.

9.03 Toutefois, l'apprenti, le préposé au service, le lauréat et le pompiste doivent justifier de six (6) mois de service continu pour avoir droit au préavis à moins qu'il ne s'agisse d'un congédiement avec motif à l'appui.

10. DURÉE DU DÉCRET:

Le présent décret entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et le demeure jusqu'au 31 décembre 1978.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose et en avise par écrit le Ministre du Travail et de la Main-d'œuvre et toute autre partie contractante au cours du mois de novembre de l'année 1978 ou des mois de novembre de toute autre année subséquente.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du Travail et de la Main-d'œuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre par intérim,
PAUL-ÉMILE BERGERON.

1606-o

the employee who wishes to quit his employment shall give an advance notice of one week, unless otherwise agreed with the employer.

9.02 However, the employee dismissed for good reason or who worked with the same employer for less than 3 months shall not be entitled to the advance notice determined in subsection 9.01.

9.03 The apprentice, the serviceman, the washer and the pump attendant shall have completed 6 months' continuous service to be entitled to the advance notice, unless dismissed for good reason.

10. TERM OF THE DECREE:

This decree shall come into force as of its publication in the *Québec Official Gazette* and shall remain in force until December 31, 1978.

It is then automatically renewed from year to year thereafter unless one of the contracting parties is opposed and gives a written notice to the Minister of Labour and Manpower and to any other contracting party during November of 1978 or November of any other subsequent year.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

PAUL-ÉMILE BERGERON,
Acting Deputy Minister.

1606-o

PROJET DE RÈGLEMENT

LOI SUR L'ASSURANCE-RÉCOLTE
(1974, c. 31)

Avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a adopté, lors d'une assemblée tenue le 19 octobre 1977, le « Règlement concernant l'assurance des bleuets selon le système collectif ».

Conformément à l'article 75 de la Loi sur l'assurance-récolte (L.Q. 1964, c. 31), ce règlement sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration des quinze jours (15) suivant la présente publication.

Québec, le 21 octobre 1977

Le président et directeur général,
ROBERT SAMSON.

Règlement concernant l'assurance
des bleuets selon le système collectif

Loi sur l'assurance-récolte
(1974, c. 31, a. 74)

Section I

DÉFINITIONS

I. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

- a) producteur: un individu ou groupement d'individus qui cultivent le bleuet, qui croît à l'état sauvage, suivant des méthodes et techniques agricoles reconnues, sur des terrains dont ils sont propriétaires ou locataires;
- b) Loi: la Loi sur l'assurance-récolte (1974, c. 31);
- c) Régie: la Régie de l'assurance-récolte du Québec;
- d) rendement: la quantité de récolte exprimée en poids à l'acre (masse à l'hectare);
- e) rendement assuré: le rendement qui correspond à 80% du rendement moyen;
- f) rendement moyen: le rendement déterminé pour chacun des assurés pour le calcul de sa valeur assurable selon la section IV du présent règlement;

DRAFT REGULATION

CROP INSURANCE ACT
(1974, c. 31)

Notice is given that the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* made, at a meeting held on 19 October 1977, the "Regulation respecting the insurance of blueberries under the collective plan".

In accordance with section 75 of the Crop Insurance Act, this Regulation will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council upon the expiry of fifteen (15) days following the present publication.

Québec, 21 October 1977

ROBERT SAMSON,
President and General Manager.

Regulation respecting the insurance
of blueberries under the collective plan

Crop Insurance Act,
(1974, c. 31, s. 74)

Division I

DEFINITIONS

I. In this regulation the following words and expressions mean:

- (a) Producer: an individual or group of individuals who own or lease fields on which they cultivate blueberries as grown in the wild according to recognized methods and techniques;
- (b) Act: The Crop Insurance Act (1974, c. 31);
- (c) Régie: the *Régie de l'assurance-récolte du Québec*;
- (d) Yield: quantity of crop expressed in weight per acre (mass per hectare);
- (e) Insured yield: yield which corresponds to 80% of the average yield;
- (f) Average yield: yield determined for each insured for the computation of his insurable value according to Division IV of this Regulation;

- g) rendement réel: le rendement établi conformément à la section VI du présent règlement.

- (g) Actual yield: yield established in accordance with Division VI of this Regulation.

Section II

ADMISSIBILITÉ

2. Est assurable, en vertu du présent règlement, la récolte de bleuets produite par les associations coopératives et les entrepreneurs privés.

3. Le producteur doit assurer toute l'étendue de la bleuëtière en production de première année qui suit normalement le brûlage.

4. La récolte de bleuets est admissible à l'assurance si:

- a) la superficie brûlée annuellement n'est pas inférieure à 200 acres (81 hectares);
- b) la bleuëtière est délimitée au moyen d'un plan acceptable par la Régie;
- c) elle est cultivée suivant les recommandations du ministère de l'Agriculture;
- d) la cueillette se fait sous la surveillance d'une personne qualifiée et cela pendant toute la durée de la cueillette;
- e) la bleuëtière a été préalablement inspectée par la Régie.

Section III

PROTECTION

5. L'assurance protège la récolte de bleuets contre l'action nuisible des éléments énumérés à l'article 24 de la Loi.

La récolte est également protégée contre une mauvaise pollinisation lorsque celle-ci est causée par un ou plusieurs de ces éléments.

6. L'assurance garantit 80% du rendement établi pour chacune des bleuëtières.

7. La date ultime pour la demande d'assurance ainsi que celle de la récolte sont indiquées à l'annexe « A ».

Toutefois, lorsqu'il y a impossibilité d'exécuter les travaux de récolte dans les délais prévus à l'annexe « A » en raison d'éléments naturels couverts qui se sont produits antérieurement, la Régie peut prolonger la protection.

Division II

ELIGIBILITY

2. Blueberry crops cultivated by Cooperative Societies and private producers are insured under this Regulation.

3. The producer must insure the whole area of the blueberry field during its first year of production which normally follows the burning operation.

4. The blueberry crop shall be eligible for insurance where:

- (a) the annual burnt area amounts to at least 200 acres (81 hectares);
- (b) the blueberry field is delimited by a plan accepted by the Régie;
- (c) it is cultivated according to the recommendations of the Department of Agriculture;
- (d) the picking is done under the supervision of a qualified person from the beginning to the end of the picking season;
- (e) the blueberry field has previously been inspected by the Régie.

Division III

PROTECTION

5. The insurance protects the blueberry crop against harmful effects of the forces of nature enumerated in section 24 of the Act. Crop is also protected against faulty pollinization when caused by one or several of the said forces of nature.

6. The insurance guarantees 80% of the average yield established for each blueberry field.

7. The latest dates for an application for insurance as well as that of harvesting are indicated in Schedule "A".

However when it is impossible to complete the harvesting within the dates shown in Schedule "A" because of forces of nature which are covered but which occurred prior thereto, the Régie may extend the protection.

8. L'assurance protège la récolte de première année de production, soit celle qui suit immédiatement le brûlage.

8. The insurance protects the blueberry crop on its first year of production, that is, the year immediately following the burning.

9. La récolte de bleuets est protégée contre la perte de rendement résultant de l'action nuisible des insectes et maladies des plantes suivantes:

9. Blueberries are protected against a loss of yield due to the harmful effects of the following insects and plant diseases:

<i>Insectes</i>	<i>Maladies</i>
Enrouleuse de la feuille	Roussissement de la feuille
(Aroga trialbamaculella)	(Exobasidium vaccinii)
Galle de la tige (Hemadas Balai de sorcière nubilipennis)	Pucciniastrum goeppertianum) Mildiou (Microsphaera alni) Cancer (Godronia cassandrae ou fusicoccum putrefaciens)

<i>Insects</i>	<i>Diseases</i>
Leaf roller	Red leaf
(Aroga trialbamaculella)	(Exobasidium vaccinii)
Stem gall (Hemadas nubilipennis)	Witch's broom (Pucciniastrum goeppertianum) Mildew (Microsphaera alni) Canker (Godronia cassandrae or fusicoccum putrefaciens)

Section IV

RENDEMENT MOYEN

10. Le rendement moyen est calculé en fonction des coûts de production et du programme de culture adopté par chacune des bleuëtières. Il est déterminé à l'aide d'un barème de rendement unitaire apparaissant à l'annexe « B ».

Division IV

AVERAGE YIELD

10. The average yield, in each case, is calculated according to the costs of production and the cultivation program followed by the producer. It is based on the standards established for yield per area unit as listed in Schedule "B".

Section V

VALEUR ASSURABLE

11. Le montant de la valeur assurable est le produit du rendement moyen par le prix unitaire.

Division V

INSURABLE VALUE

11. The amount of insurable value is the product of the average yield multiplied by the unit price.

Division VI

COLLECTIVE APPRAISAL

12. A collective appraisal is carried out in order to determine the percentage of actual yield.

This percentage is established by comparing the actual yield per area unit obtained by the appraisal with the basic yield per area unit. The basic yield per area unit is the average yield per area unit obtained by the appraisal and reajusted proportionally to the annual variations in blueberry production given by the Quebec Bureau of Statistics.

Section VI

EXPERTISE COLLECTIVE

12. Une expertise collective est exécutée dans le but de déterminer le pourcentage de rendement réel.

Le pourcentage provient du rapport entre le rendement unitaire obtenu par l'expertise et le rendement unitaire de base. Le rendement unitaire de base est le rendement moyen obtenu par expertise et rajusté proportionnellement aux variations annuelles de la production du bleuets apparaissant aux données du B.S.Q.

13. L'expertise collective est exécutée par des inspecteurs selon la méthode dite d'échantillonnage dans le champ, à une période de la saison de végétation où la récolte a atteint un développement optimal.

14. Lorsque la méthode d'échantillonnage dans le champ ne peut être suivie ou n'a pas été suivie à la satisfaction de la Régie, cette dernière peut exécuter une expertise par tout autre moyen lui permettant de contrôler et d'évaluer la perte de rendement.

15. L'échantillonnage de la récolte dans le champ est exécuté selon les procédures décrites à l'annexe « C ».

16. Si des pertes de rendement causées par des risques couverts surviennent après une expertise effectuée par la Régie et avant la date ultime des récoltes, la Régie doit procéder à une autre expertise.

Section VII

INDEMNITÉ

17. Lorsque, à la suite de l'expertise, le pourcentage de rendement réel est inférieur au pourcentage de rendement assuré, chaque assuré a droit à une indemnité pour la perte de rendement.

18. L'indemnité payable est déterminée en multipliant la valeur assurée, inscrite au certificat par le pourcentage de perte nette établi.

La perte nette est déterminée en enlevant du pourcentage de rendement assuré, le pourcentage de rendement réel de l'année établi par l'expertise.

19. Les articles 17 et 18 s'appliquent *mutatis mutandis* à des indemnités payables aux producteurs lorsque la perte de rendement résulte de l'action nuisible de la grêle, de la neige ou de la crue des eaux, selon le quatrième alinéa de l'article 44 de la Loi.

Section VIII

NORMES D'ÉQUIVALENCES

20. Les normes d'équivalences pour l'assurance du bleuët selon le système collectif sont fixées comme suit: 1 livre vaut 0.45 kilogramme.

13. The collective appraisal is carried out by inspectors by the method of sampling crop on the field at a time when the crop has reached an optimum state of maturity.

14. When the method of sampling crop on the field cannot be carried out or is not carried out to the satisfaction of the Régie, the latter may undertake an appraisal by any other method which can help control and evaluate the loss of yield.

15. Sampling of the crop on the field is carried out according to the procedures described in Schedule "D".

16. When losses in yield caused by covered risks occur after an appraisal made by the Régie and before the final date for harvesting, the Régie must make another appraisal of the fields already sampled.

Division VII

INDEMNITY

17. When, subsequent to an appraisal, the percentage of the actual yield is inferior to the percentage of the insured yield, each insured is entitled to an indemnity for loss of yield.

18. Indemnity payable is determined by multiplying the insurable value as shown on the insurance certificate by the percentage of the net loss as established.

Net loss is determined by subtracting the percentage of the actual yield as established by the appraisal from the percentage of the insured yield.

19. Sections 17 and 18 apply *mutatis mutandis* to indemnities payable to the producers when the loss in yield is due to harmful effects caused by hail, snow, or flood, according to the fourth paragraph of section 44 of the Act.

Division VIII

EQUIVALENCE

20. The standard equivalence used for the purpose of the present blueberry insurance program according to the collective system is as follows: 1 pound is equal to 0.45 kilograms.

Section IX

DISPOSITIONS FINALES

21. Dans l'exécution de son programme de culture, l'assuré doit, après chacune des opérations, en informer la Régie, afin que des constatations soient faites.

22. Le présent règlement entre en vigueur à la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Division IX

FINAL PREVISIONS

21. The insured must, after each cultural operation, advise the Régie of such so that inspections may be carried out.

22. This Regulation shall come into force on the date of publication in the *Québec Official Gazette*, a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

ANNEXE « A »

La date ultime pour la demande d'assurance est fixée au premier 1^{er} novembre.

La récolte n'est pas protégée par l'assurance pour les dommages résultant d'éléments naturels couverts qui se produisent après le 9 septembre. Toutefois, la valeur assurable décroît à partir du 15 août suivant les pourcentages décrits ci-après.

SCHEDULE "A"

The latest date for an application for insurance is fixed at 1 November.

The crop is not protected by insurance for damages caused by harmful effects covered which occur after 9 September. However, the insurable value decreases from 15 August as per the following percentages:

Date	% de diminution de la valeur assurable
------	---

20 août	4.0
21 août	9.0
22 août	14.0
23 août	18.0
24 août	23.0
25 août	27.0
26 août	32.0
27 août	36.0
28 août	41.0
29 août	46.0
30 août	50.0
31 août	54.0

1 septembre	59.0
2 septembre	64.0
3 septembre	68.0
4 septembre	73.0
5 septembre	77.0
6 septembre	82.0
7 septembre	86.0
8 septembre	91.0
9 septembre	96.0
10 septembre	100.0

Date	% of decrease of insurable value
------	-------------------------------------

20 August	4.0
21 August	9.0
22 August	14.0
23 August	18.0
24 August	23.0
25 August	27.0
26 August	32.0
27 August	36.0
28 August	41.0
29 August	46.0
30 August	50.0
31 August	54.0

1 Sept.	59.0
2 Sept.	64.0
3 Sept.	68.0
4 Sept.	73.0
5 Sept.	77.0
6 Sept.	82.0
7 Sept.	86.0
8 Sept.	91.0
9 Sept.	96.0
10 Sept.	100.0

ANNEXE « B »

Quantité de rendement moyen allouée suivant le programme de culture.

Brûlage:	150 lb/acre	168 kg/ha
Fauchage:	60 lb/acre	67 kg/ha
Pollinisation	130 lb/acre	146 kg/ha
Herbicide:		
1 ^{er} arrosage	50 lb/acre	56 kg/ha
2 ^e arrosage	50 lb/acre	56 kg/ha
Fertilisation:	60 lb/acre	67 kg/ha
Rendement moyen:	500 lb/acre	560 kg/ha

SCHEDULE "B"

Average yield determined in accordance with the cultivation program.

Burning:	150 lb/acre	168 kg/ha
Mowing:	60 lb/acre	67 kg/ha
Pollinization:	130 lb/acre	146 kg/ha
Herbicide:		
1 st spraying	50 lb/acre	56 kg/ha
2 nd spraying	50 lb/acre	56 kg/ha
Fertilization	60 lb/acre	67 kg/ha
Average yield:	500 lb/acre	560 kg/ha

ANNEXE « C »

**Procédure à suivre lors
d'une expertise collective**

L'échantillonnage de la récolte dans le champ est exécuté selon les procédures suivantes:

Établissement des emplacements à échantillonner.

a) Époque de l'échantillonnage.

L'échantillonnage s'effectue lorsque la récolte a atteint son stade de maturité et avant que la cueillette ne débute.

b) Détermination des emplacements

Ils sont choisis à l'intérieur des parcelles réservées aux cueilleurs. Dans le cas où une partie de la bleuëtière ne serait pas subdivisée, ce choix se fera suivant une ou deux diagonales.

c) Nombre minimum d'emplacements requis

<i>Superficie</i>	<i>Nombre</i>
200 à 300 acres (80 à 120 hectares)	1 par 2 acres (1 par 0.8 hectare)
300 à 500 acres (120 à 200 hectares)	1 par 3 acres (1 par 1.2 hectare)
500 et plus (200 et plus hectares)	1 par 4 acres (1 par 1.6 hectare)

SCHEDULE "C"

**Procédure to be followed
for collective appraisal**

Sampling of the crop in the field is carried out as follows.

Determination of sites to be sampled.

(a) Time of sampling

Sampling is done when the crop has attained its stage of maturity and before picking is started.

(b) Determination of sites

Sites are chosen within the plots reserved for the pickers. Where one part of the blueberry field is not subdivided, the choice of the site will be made following one or two diagonals.

(c) Minimum number of sites required

<i>Area</i>	<i>Number</i>
200 to 300 acres (80 to 100 hectares)	1 per 2 acres (1 per 0.8 hectare)
300 to 500 acres (120 to 200 hectares)	1 per 3 acres (1 per 1.2 hectare)
500 and over (200 and over hectares)	1 per 4 acres (1 per 1.6 hectare)

d) Bleuetières échantillonnées

Les bleuetières choisies pour fins d'échantillonnage sont:
Albanel, Ste-Jeanne-d'Arc et St-Léon.

1612-o

(d) Blueberry fields to be sampled

The blueberry fields chosen for the purpose of sampling
are those situated in the following localities: Albanel, Ste.
Jeanne-d'Arc and St. Léon.

1612-o

PROJET DE RÈGLEMENT

LOI SUR L'ASSURANCE-RÉCOLTE
(1974, c. 31)

Avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a adopté, lors d'une assemblée tenue le 28 septembre 1977, le « Règlement concernant l'assurance des céréales cultivées pour la semence ».

Conformément à l'article 75 de la Loi sur l'assurance-récolte (L.Q. 1974, c. 31), le « Règlement concernant l'assurance des céréales cultivées pour la semence » sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration des quinze (15) jours suivant la présente publication.

Québec, le 3 octobre 1977

JEAN BLANCHET, vice-président,
et directeur général adjoint.

Règlement concernant l'assurance
des céréales cultivées pour la semence

Loi sur l'assurance-récolte
(1974, c. 31, a. 74)

Section I

DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

- a) producteur: le propriétaire, locataire ou occupant d'une exploitation agricole;
- b) Loi: la Loi sur l'assurance-récolte (L.Q. 1974, c. 31);
- c) Régie: la Régie de l'assurance-récolte du Québec;
- d) assuré: le producteur qui est admissible à recevoir ou qui détient un certificat d'assurance;
- e) inspecteur: toute personne autorisée par la Régie à procéder à l'inspection des récoltes et à l'expertise individuelle;
- f) rendement: quantité de récolte exprimée en kilogrammes;
- g) rendement moyen: le rendement à l'hectare établi conformément à la section V du présent règlement;

DRAFT REGULATION

CROP INSURANCE ACT
(1974, c. 31)

Notice is given that the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* made, at a meeting held on 28 September 1977, the "Regulation respecting the insurance of cereal cultivated for seeds".

In accordance with section 75 of the Crop Insurance Act (1974, c. 31), the "Regulation respecting the insurance of cereal cultivated for seeds" will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council upon the expiry of fifteen (15) days following the present publication.

Québec, 3 October 1977

JEAN BLANCHET,
Vice President and Assistant General Manager.

Regulation respecting the insurance
of cereal cultivated for seeds

(Crop Insurance Act, 1974, c. 31 s. 74)

Division I

DEFINITIONS

1. In this Regulation, the following words and expressions mean:

- (a) producer: the owner, lessee or occupant of a cultivated farm;
- (b) Act: the Crop Insurance Act (1974, c. 31);
- (c) Régie: the *Régie de l'assurance-récolte du Québec*
- (d) insured: the producer who is eligible to receive or who holds an insurance certificate;
- (e) inspector: any person authorized by the Régie to inspect crops and to make an individual appraisal;
- (f) yield: quantity of crop expressed in kilograms;
- (g) average yield: yield per hectare determined in accordance with Division V of this Regulation;

- | | |
|--|---|
| <p>h) rendement moyen net: le rendement à l'hectare obtenu après criblage et soumis à l'acceptation du statut pédigrée;</p> | <p>(h) net average yield: yield obtained per hectare after cleaning and having been classified as pedigreed seed;</p> |
| <p>i) rendements assurés quantitatifs et qualitatifs: les rendements qui correspondent au produit du rendement moyen net par le pourcentage de protection choisi par le producteur;</p> | <p>(i) insured qualitative and quantitative yields: yields which correspond to the product obtained by multiplying the net yield by the percentage of protection selected by the producer;</p> |
| <p>j) rendement réel quantitatif: le rendement net établi par expertise individuelle, y compris, s'il y a lieu, le rendement attribué pour une perte non assurée;</p> | <p>(j) actual quantitative yield: net yield determined by individual appraisal including, where applicable, the yield attributed for a non-insured loss;</p> |
| <p>k) rendement réel qualitatif: le rendement net accepté officiellement comme semence pédigrée;</p> | <p>(k) actual qualitative yield: net yield officially accepted as pedigreed seed;</p> |
| <p>l) plan de ferme: document déposé par un producteur et qui délimite les étendues dont il est propriétaire, locataire ou occupant, y compris la superficie cultivée par champ;</p> | <p>(l) plan of the farm: document filed by a producer which delimits the areas of which he is the owner, lessee or occupant, including the area cultivated per field;</p> |
| <p>m) catégorie: chaque céréale assurable en vertu du présent programme constitue en elle-même une catégorie;</p> | <p>(m) category: each cereal insurable under the program constitutes a category in itself;</p> |
| <p>n) modification de programme agricole: changement proposé par l'assuré à la demande d'assurance et nécessitant une révision du rendement assuré ou une réévaluation de la cotisation exigible;</p> | <p>(n) alteration of agricultural program: change proposed by the insured to the application for insurance and which requires a revision of the insured yield or re-evaluation of the assessment payable;</p> |
| <p>o) champ: une étendue de terre sur laquelle on cultive une récolte dont l'apparence offre un caractère d'homogénéité aux fins de l'expertise individuelle;</p> | <p>(o) field: land on which a crop is cultivated whose appearance is homogeneous for the purposes of the individual appraisal;</p> |
| <p>p) Association: l'Association Canadienne des producteurs de semence;</p> | <p>(p) Association: The Canadian Seed Growers' Association;</p> |
| <p>q) semence pédigrée: semence issue d'une récolte à l'égard de laquelle l'Association a émis un certificat et qui a été classée et plombée en vertu de la Loi sur les semences;</p> | <p>(q) pedigreed seed: seed derived from a crop for which the Association has issued a certificate and which was graded and tagged pursuant to the Seeds Act;</p> |
| <p>r) récolte pédigrée: récolte à l'égard de laquelle l'Association a émis un certificat attestant sa qualité de récolte de semence de sélectionneur, sélect, fondation, enregistrée ou certifiée.</p> | <p>(r) pedigreed crop: crop for which the Association has issued a certificate attesting its quality of breeder, select, foundation, registered or certified seed crop.</p> |

Section II

ADMISSIBILITÉ

2. Sont assurables, en vertu du présent programme, les céréales d'avoine, d'orge et de blé de printemps cultivées

Division II

ELIGIBILITY

2. Oats, barley and spring wheat cereals cultivated for pedigreed seed with the intention of being classified as

pour la semence pédiée, dans l'intention d'obtenir le statut fondation, enregistré et certifié.

Lesdites céréales, cultivées en parcelles de sélectionneur, ne sont pas assurables.

3. Le producteur doit assurer toute l'étendue cultivée de la ou des catégories qu'il choisit de protéger par l'assurance.

4. Outre la condition prévue à l'article 3 du présent règlement, la catégorie est admissible à l'assurance si:

- a) elle est cultivée sur une superficie minimum de 4 hectares;
- b) elle est délimitée au moyen d'un plan de ferme acceptable par la Régie;
- c) elle est cultivée par un producteur, membre de l'Association ou par un producteur à contrat qui écoulera sa récolte par l'intermédiaire d'un membre, ce dernier se substituant au producteur vis-à-vis de l'Association;
- d) elle est cultivée selon les techniques et les normes reconnues et recommandées par le Conseil des productions végétales du Québec et par l'Association et si elle est conforme aux exigences de l'Association;
- e) elle provient de semences qui ont été désinfectées à l'aide d'un produit ou d'une association de produits homologués à cette fin, notamment le thiabendazole, la carboxine, le maneb ou la carboxine et l'oxyquinoléate de cuivre.

foundation, registered and certified seed are insurable under this program. Above cereals cultivated in small experimental plots for grading are not insurable.

3. The producer must insure the whole area cultivated of each and all categories he has chosen to protect with insurance.

4. In addition to the condition prescribed in section 3 of this Regulation, the category shall be eligible for insurance where:

- (a) it is cultivated on an area of at least 4 hectares;
- (b) it is delimited by means of a plan of the farm accepted by the Régie;
- (c) it is cultivated by a producer who is a member of the Association or by a producer who has a contract and disposes of his crop through a member acting as a substitute for said producer in regards to the Association;
- (d) it is cultivated according to techniques and standards recognized and recommended by the Plant Production Council of Québec and by the Association and is in conformity with the requirements of the Association;
- (e) it is derived from seeds which have been disinfected by means of a product or combination of products blended for such purpose, in particular thiabendazole, carboxin, maneb or carboxin and copper oxyquinoleate.

Section III

PROTECTION

5. L'assurance, pendant qu'elle est en vigueur, protège la catégorie assurée à la fois contre une perte de rendement et une diminution de qualité imputables à l'action nuisible des éléments naturels suivants:

- a) la neige;
- b) la grêle;
- c) l'ouragan;
- d) l'excès de pluie;
- e) la sécheresse;

Division III

PROTECTION

5. While in force the insurance shall protect the insured category against both a loss in yield and a reduction in quality due to the harmful effect of the following forces of nature:

- (a) snow;
- (b) hail;
- (c) hurricane;
- (d) excessive rain;
- (e) drought;

- | | |
|---|--|
| f) le gel; | (f) frost; |
| g) les animaux sauvages y compris les oiseaux; | (g) wild animals including birds; |
| h) l'excès de vent; | (h) excessive wind; |
| i) l'excès d'humidité; | (i) excessive humidity; |
| j) l'excès de chaleur; | (j) excessive heat; |
| k) la crue des eaux pourvu qu'elle survienne pendant que l'assurance est en vigueur et qu'elle constitue en événement exceptionnel provoqué par l'un des éléments naturels énumérés ci-dessus; | (k) flood, provided that it occurs while the insurance is in force and is an exceptional occurrence caused by one of the forces of nature listed above; |
| l) les insectes suivants:
Sauterelles (<i>Locusta migratoria</i>)
Cecidomie sur céréales (<i>Citodiplosis</i> sp., <i>Contarinia tritici</i>) | (l) the following insects:
Grasshoppers (<i>Locusta Migratoria</i>)
Lemon or orange wheat blossom midge on cereals (<i>Citodiplosis</i> SP., <i>Contarinia Tritici</i>); |
| m) les maladies et parasites suivants:
Rouille noire du blé, de l'orge et de l'avoine (<i>Puccinia graminis</i> PERS.)
Rouille jaune du blé, et de l'orge (<i>Puccinia striiformis</i>)
Rouille brune du blé, (<i>Puccinia triticina</i> ERIRSS.) et de l'orge (<i>Puccinia hordei</i> OTTH.)
Rouille couronnée de l'avoine (<i>Puccinia coronata</i> CORDA.)
Ergot de l'orge et du blé (<i>Claviceps purpurea</i> (FR) tul.)

Coulure des céréales
Échaudage non parasitaire des céréales
Nématodes des céréales | (m) the following plant diseases and parasites:
black rust of wheat, barley and oats (<i>Puccinia Graminis</i> PERS.)
Yellow rust of wheat and barley (<i>Puccinia Striiformis</i>)
Brown rust of wheat (<i>Puccinia Triticina</i> ERIRSS and of barley (<i>Puccinia Hordei</i> Oth.).
Crown rust of oats (<i>Puccinia Coronata</i> CORDA).

Ergot of barley and wheat (<i>Claviceps Purpurea</i> (FR) tul.).
Blossom drop of cereals.
Non-parasitic scald of cereals.
Nematodes of cereals. |

6. Nonobstant l'énumération des paragraphes l et m de l'article 5, la catégorie assurée est également protégée contre la perte de rendement ou la diminution de qualité résultant de l'action nuisible de tout insecte ou maladie de plante qui se présente sous forme d'invasion ou d'épidémie incontrôlables. Le non-contrôle peut résulter de l'impossibilité de trouver sur le marché provincial un antiparasitaire efficace et homologué par le Conseil des productions végétales du Québec.

7. Le producteur a l'option de choisir, au moment où il formule sa demande d'assurance, une protection contre la perte de rendement équivalant à 60, 70 ou 80% du rendement moyen net de la catégorie.

Toutefois l'option se limite à 60 ou 70% lorsqu'un producteur adhère à l'assurance pour la première fois.

8. L'assurance contre la perte de qualité protège le rendement net total de la catégorie au niveau du pourcentage de couverture choisi par le producteur.

6. Notwithstanding the lists in paragraph l and m of section 5, the insured category shall also be protected against a loss in yield or reduction in quality due to the harmful effect of any insect or plant disease which occurs in the form of uncheckable infestation or epidemic. Being unable to hold in check an infestation or an epidemic could be due to the impossibility of finding on the Provincial market an efficient anti-parasitic endorsed by the Plant Production Council of Québec.

7. The producer shall be free to select, upon submitting his application for insurance, a protection against a loss in yield equal to 60, 70 or 80% of the net average of the category.

However, the option shall be restricted to 60 or 70% when a producer is insured for the first time.

8. The insurance against a loss in yield shall protect the total net yield of the category at the percentage level selected by the producer.

9. L'assurance contre la perte de qualité protège le rendement net total de la catégorie au niveau du pourcentage de couverture choisi par le producteur.

9. The insurance against a loss in quality shall protect the total net yield of the category at the percentage level selected by the producer.

Section IV

DURÉE DE LA PROTECTION

10. L'assurance est en vigueur, chaque année, à compter du début des semailles, autant qu'elles puissent être effectuées, jusqu'à la fin des récoltes.

11. La récolte n'est pas protégée par l'assurance lorsque les travaux de semailles dépassent les dates suivantes:

Récolte	Date
Avoine	20 mai
Orge	1 ^{er} juin
Blé de printemps	15 mai

Toutefois, lorsqu'il y a impossibilité d'exécuter les travaux de semailles à ces dates, en raison d'éléments naturels couverts qui se sont produits antérieurement et que l'assuré se conforme à l'article 52 du présent règlement, la période des semailles peut être exceptionnellement prolongée d'au plus 10 jours pour chacune des catégories, sur l'autorisation expresse de la Régie. Dans ce cas, le rendement moyen peut être réduit en conséquence.

12. La récolte n'est pas protégée par l'assurance pour les dommages résultant d'éléments naturels couverts qui se produisent après le 15 septembre.

Toutefois, lorsqu'il y a impossibilité d'exécuter les travaux de récoltes à cette date en raison d'éléments naturels couverts qui se sont produits antérieurement et que l'assuré se conforme à l'article 52 du présent règlement, la protection est prolongée.

Section V

RENDEMENT MOYEN

13. Le rendement moyen, exprimé en kilogrammes et basé sur des données d'au moins 6 années, est établi comme suit:

1) Pour un nouvel assuré en culture pédigrée:

a) dans le cas de l'avoine, d'après un maximum de 2.7 tonnes métriques à l'hectare, basé sur les rendements

Division IV

DURATION OF PROTECTION

10. The insurance shall be in force, every year, from the beginning of seeding, to the extent that it is possible, until the end of the harvest.

11. The crop shall not be protected by the insurance when the seeding of such crop exceeds the following dates.

Crop	Date
Oats	20 May
Barley	1 June
Spring wheat	15 May

However, where it is impossible to seed by above dates, because of forces of nature which are covered but which occurred prior thereto and the insured complies with section 52 of this Regulation, the seeding period may, by way of exception, be extended at the most up to 10 days for each category upon the express authorization of the Régie. In such cases the average yield may be reduced accordingly.

12. The crop shall not be protected by the insurance for damage resulting from forces of nature which are covered but which occur after 15 September.

However, where it is impossible to complete the harvesting by such date because of forces of nature which are covered but which occurred prior thereto and the insured complies with section 52 of this Regulation, the protection shall be extended.

Division V

AVERAGE YIELD

13. The average yield, expressed in kilograms and based on data of at least 6 years, shall be established as follows:

(1) In the case of a person newly insured for pedigreed seed crop:

a) in the case of oats, according to a maximum of 2.7 metric tons per hectare, based on the yields obtained in

obtenus en parcelles dans les stations de recherches officielles (Essais de céréales, Comité des céréales C.P.V.Q.), exception faite pour les variétés d'avoine Roxton et Stormont qui sont limitées à un maximum de 1.9 tonne métrique à l'hectare;

- b) dans le cas de l'orge, d'après un maximum de 2.7 tonnes métriques à l'hectare, basé sur les rendements obtenus en parcelles dans les stations de recherches officielles (Essais de céréales, Comité des céréales, C.P.V.Q.);
- c) dans les cas du blé de printemps, d'après un maximum de 2.7 tonnes métriques à l'hectare, basé sur les rendements obtenus en parcelles dans les stations de recherches officielles (Essais de céréales, Comité des céréales, C.P.V.Q.), exception faite pour les variétés de blé Selkirk et Neepawa qui sont limitées à un maximum de 2.0 tonnes métriques à l'hectare.

2) Pour un ancien assuré en culture pédigrée:

d'après la moyenne pondérée obtenue sur sa propre exploitation au cours des années antérieures et consignée à son dossier au cours des 6 dernières années et, si nécessaire, d'après des pièces justificatives et acceptables démontrant les récoltes antérieures pour les années manquantes.

14. Sous réserve des modalités prévues l'article 52 de la Loi, la Régie peut, avant la délivrance du certificat d'assurance, modifier le rendement moyen proposé à la demande d'assurance, lorsque, par suite d'une inspection de l'exploitation, elle constate des déficiences dans l'application des techniques de production et de gestion.

Section VI

DEMANDE D'ASSURANCE ET CERTIFICAT D'ASSURANCE

15. Le producteur désireux de s'assurer doit, avant le 30 avril de l'année où la protection sera en vigueur, en faire la demande à la Régie sur la formule prescrite à cette fin et payer la cotisation exigible.

16. La demande d'assurance, accompagnée d'un plan de ferme, doit contenir les renseignements suivants:

- a) l'identification du producteur (nom, prénom, adresse);
- b) l'identification de l'exploitation (numéro de cadastre);

parcels (experimental plots) in the official research stations (Tests on cereals, Committee on cereals, C.P.V.Q.) with the exception of the Roxton and Stormont varieties of oats which are limited to a maximum of 1.9 metric tons per hectare.

- (b) in the case of barley, according to a maximum of 2.7 metric tons per hectare based on the yield obtained in parcels (experimental plots) in the official research stations (Tests on cereals, Committee on cereals, C.P.V.Q.);
- (c) in the case of spring wheat, according to a maximum of 2.7 metric tons per hectare, based on the yield obtained in parcels (experimental plots) in the official research stations (Tests on cereals, Committee on cereals, C.P.V.Q.) with the exception of Selkirk and Neepawa varieties of wheat which are limited to a maximum of 2.0 metric tons per hectare.

(2) In the case of person insured previously for pedigreed seed crop:

According to the average adjusted yield obtained on his own farm during the previous years and entered in his record during the 6 previous years and, if necessary, according to supporting and acceptable documents showing the previous crops for the missing years.

14. Subject to the terms and conditions prescribed in section 52 of the Act, the Régie may, prior to the issuance of the insurance certificate, modify the average yield proposed in the application for insurance where, following inspection of the farm, it discovers deficiencies in the application of production and management techniques.

Division VI

APPLICATION FOR INSURANCE AND INSURANCE CERTIFICATE

15. A producer who wishes to be insured must, prior to 30 April of the year during which the protection will be in force, submit an application therefor to the Régie on the form prescribed for such purpose and pay the assessment payable.

16. The application for insurance, accompanied by a plan of the farm, must contain the following information:

- (a) the identification of the producer (name, given name, address);
- (b) the identification of the farm (cadastre number);

- | | |
|---|--|
| c) le statut du producteur (propriétaire, locataire ou occupant); | (c) the status of the producer (owner, lessee or occupant); |
| d) le rendement moyen net et la superficie cultivée, par catégorie; | (d) the average net yield and the area cultivated, by category; |
| e) le pourcentage de protection choisi et le prix unitaire correspondant; | (e) the percentage of protection selected and the corresponding unit price; |
| f) la cotisation exigible; | (f) the assessment payable; |
| g) l'attestation par le producteur de l'exactitude des renseignements qui y sont inscrits ainsi qu'un engagement à fournir tout autre renseignement pertinent et à se conformer à la Loi et au règlement; | (g) the attestation by the producer of the accuracy of the information entered therein and also a commitment to furnish any other pertinent information and to comply with the Act and the Regulation; |
| h) la date et l'endroit où elle est remplie et signée; | (h) the date and place where it is completed and signed; and |
| i) tout autre renseignement pertinent à la mise à exécution de l'assurance. | (i) any other pertinent information for putting the insurance into effect. |

17. La demande d'assurance doit porter la signature du producteur ou son préposé ainsi que celle du représentant mandaté par la Régie.

17. The application for insurance must bear the signature of the producer or his employee as well as that of the representative authorized by the Régie.

18. Lorsqu'une demande d'assurance est formulée, pour une même récolte, par deux ou plusieurs personnes, la Régie, après avoir permis à chacune de faire valoir son point de vue, délivre un seul certificat d'assurance au nom de celle qui répond à la définition de producteur au sens de la Loi.

18. When an application for insurance is submitted for the same crop by 2 or several persons, the Régie, having allowed each of them to be heard, shall issue a single insurance certificate in the name of the person who meets the definition of "producer" within the meaning of the Act.

19. Le certificat d'assurance délivré au producteur qui y a droit doit contenir les renseignements suivants:

19. The insurance certificate issued to the producer entitled thereto must contain the following information:

- | | |
|--|---|
| a) l'identification du producteur (nom, prénom, adresse); | (a) the identification of the producer (name, given name, adress); |
| b) le rendement moyen net et la superficie cultivée, par catégorie; | (b) the average net yield and the area cultivated, by category; |
| c) le rendement assuré quantitatif, la valeur assurée quantitative, le prix unitaire correspondant, par catégorie; | (c) the insured quantitative yield, the insured quantitative value, the corresponding unit price for each category; |
| d) le rendement assuré qualitatif, la valeur assurée qualitative, le prix unitaire correspondant, par catégorie; | (d) the insured qualitative yield, the insured qualitative value, the corresponding unit price for each category; |
| e) le pourcentage de protection contre la perte de rendement choisi par le producteur; | (e) the percentage of protection against loss in yield selected by the producer; and |
| f) la cotisation du producteur et la contribution du gouvernement. | (f) the assessment of the producer and the contribution of the government. |

20. Le certificat d'assurance doit porter la signature du président directeur général de la Régie.

20. The insurance certificate must bear the signature of the president and general manager of the Régie.

21. Si deux ou plusieurs certificats d'assurance sont délivrés à un producteur, seul le dernier en date est considéré en vigueur.

22. Sous réserve des modalités prévues à l'article 52 de la Loi, la demande d'assurance est annulée et la cotisation remboursée lorsqu'un producteur refuse ou ne peut respecter les conditions auxquelles un certificat d'assurance peut lui être délivré.

Section VII

MODIFICATION DE PROGRAMME AGRICOLE

23. L'assuré, dès qu'il procède à une modification de programme agricole, doit en aviser la Régie, sans délai, au plus tard le 1er juillet de l'année d'assurance.

24. L'avis signalant une modification de programme agricole peut être formulé verbalement ou par écrit. Pour être acceptable, l'avis formulé verbalement doit être confirmé par écrit.

25. Même si elle est signalée dans le délai et la forme prescrits, la modification de programme agricole portant sur une céréale semée après les dates indiquées à l'article 11 du présent règlement ou cultivée sur une étendue acquise, louée ou occupée après la date indiquée à l'article 15 du présent règlement, ne peut donner ouverture à la protection offerte par l'assurance.

Section VIII

AVIS DE CONSTATATION DE DOMMAGES

26. L'assuré, dès qu'il constate que l'un des éléments naturels visés aux articles 5 et 6 du présent règlement produit des effets de nature à réduire le rendement ou à diminuer la qualité de la récolte assurée, doit en aviser la Régie, dans les plus brefs délais.

La formulation d'un avis de dommage est nécessaire chaque fois que l'un ou l'autre parmi ces éléments produit de tels effets.

27. L'avis de dommages doit être formulé à une époque qui permette à la Régie d'effectuer les constatations d'usage dans le champ, soit, selon le cas, avant l'exécution des travaux urgents ou avant l'enlèvement ou livraison de la récolte endommagée.

21. If 2 or several insurance certificates are issued to a producer, only the most recent shall be deemed to be in force.

22. Subject to the terms and conditions prescribed in section 52 of the Act, the application for insurance shall be cancelled and the assessment repaid where a producer refuses or cannot comply with the conditions under which an insurance certificate is to be issued to him.

Division VII

ALTERATION OF AGRICULTURAL PROGRAM

23. As soon as the insured alters an agricultural program, he must notify the Régie thereof without delay not later than 1 July of the year of the insurance.

24. The notice of an alteration of agricultural program may be given verbally or in writing. To be accepted, the notice given verbally must be confirmed in writing.

25. Even if notification is given in the prescribed time limit and form, the alteration of the agricultural program with respect to cereal seeded after the dates indicated in section 11 of this Regulation or cultivated on an acquired, leased or occupied area after the date indicated in section 15 of this Regulation shall not give rise to the protection offered by the insurance.

Division VIII

NOTICE AND VERIFICATION OF DAMAGE

26. When the insured discovers that any of the forces of nature contemplated in sections 5 and 6 of this Regulation produces effects that could reduce the yield or lower the quality of the insured crop, he must notify the Régie thereof without delay.

A notice of damage must be given every time any of these forces of nature produces such effects.

27. The notice of damage must be given at a time when it is possible for the Régie to make routine investigations on the fields, that is, before the carrying out of emergency measures or before the damaged crop is garnered or delivered as the case may be.

28. Sous réserve de l'article 27 du présent règlement, la date ultime d'acceptabilité d'un premier avis de dommages est fixée au 15 septembre.

29. L'avis de dommages peut être formulé verbalement ou par écrit. L'avis de dommages formulé verbalement est acceptable s'il est confirmé par écrit.

30. L'avis de dommages doit indiquer la récolte endommagée, l'étendue affectée et la cause de la perte de rendement ou diminution de qualité anticipées.

31. L'assuré qui néglige de donner un avis de dommages dans la forme et le délai prescrits, ne peut réclamer le paiement d'une compensation, d'une indemnité ou de la protection spéciale prévue à l'article 55 de la Loi.

32. Sur réception d'un avis de dommages conforme à la présente section, la Régie procède à la constatation des dommages par l'entremise d'un inspecteur.

33. La constatation des dommages permet de vérifier l'étendue et la récolte affectées, d'évaluer l'ampleur du sinistre et d'en établir la cause.

De plus, l'inspecteur collige, sur le rapport qu'il doit compléter et signer, tout renseignement pertinent à l'évaluation de la réclamation.

Toute réclamation pour perte de qualité devra se faire avant le premier mai 1979 et avant le 15 avril des années subséquentes. La demande d'analyse de l'échantillon sera datée en respect de ces dates.

Section IX

PROTECTION SPÉCIALE

34. Sous réserve des conditions prévues à l'article 55 de la Loi, la protection spéciale s'applique dès que les semailles de la récolte assurée n'ont pu être entreprises ou terminées au 1er juin et que le champ demeure en jachère tout l'été.

35. Pour bénéficier de cette protection spéciale, l'assuré doit aviser la Régie, dans les plus brefs délais, de l'impossibilité d'exécuter les semailles sur la totalité ou une partie de l'étendue préparée à cette fin et assurée.

28. Subject to section 27 of this Regulation the latest acceptable date for a first notice of damage is fixed at 15 September.

29. The notice of damage may be given verbally or in writing. To be accepted, the notice of damage given verbally must be confirmed in writing.

30. The notice of damage must describe the damaged crop, the area affected and the cause of the anticipated loss in yield or reduction in quality.

31. The insured who fails to give notice of damage in the prescribed form and time cannot claim payment of compensation, an indemnity, or the special protection referred to in section 55 of the Act.

32. Upon receipt of a notice of damage in compliance with this Division, the Régie shall carry out a verification of damage through an inspector.

33. The verification of damage permits verification of the area and the yield affected, an evaluation of the extent of the damage and the determination of its cause. The inspector shall also indicate in the report to be completed and signed by him any information relevant to the assessment of the claim.

All claims for a reduction of quality must be made before 1 May, 1979 and before 15 April for subsequent years. The application for an analysis of samples will be dated with respect to these dates.

Division IX

SPECIAL PROTECTION

34. Subject to the conditions set forth in section 55 of the Act, the special protection shall apply when the seeding of the insured crop could not be undertaken or completed by 1 June and that the field lay fallow all summer.

35. To benefit from such special protection, the insured must advise the Régie without delay that it is impossible for him to seed the area or part of the area prepared for seeding and insured.

36. Le montant de la protection spéciale est calculé d'après les taux suivants:

<i>Travaux exécutés</i>	<i>Taux à l'hectare</i>
Disquage	\$ 5.00
Hersage	\$ 4.00
Labour	\$15.00
Fertilisation	50% du coût des fertilisants potassiques et phosphatés épandus avant semis, selon les recommandations du Conseil des productions végétales du Québec, pour les céréales d'alimentation, sur production des pièces justificatives à cet effet.

36. The amount of the special protection is computed according to the following rates:

<i>Measures carried out</i>	<i>Rate per hectare</i>
Disking	\$ 5.00
Harrowing	\$ 4.00
Plowing	\$15.00
Fertilization	50% of the cost of potassium and phosphated fertilizers applied before seeding, according to the recommendations of the Plant Production Council of Québec upon presentation of the supporting documents to that effect.

Section X

TRAVAUX URGENTS ET COMPENSATION

37. Les travaux urgents qui peuvent donner ouverture au paiement d'une compensation sont classifiés comme suit:

- a) rénovation: travaux destinés à rétablir la céréale affectée, lorsque les dommages sont importants;
- b) substitution: travaux destinés à remplacer la céréale semée et endommagée par une autre céréale assurable en vertu du présent programme, lorsque les dommages sont importants.

38. Lorsque, dans le cadre de travaux urgents de substitution, la céréale endommagée est remplacée par une autre céréale assurable en vertu du présent programme et semée à la date fixée à l'article 11 du présent règlement, cette céréale de remplacement est couverte par l'assurance avec ajustement de la cotisation, s'il y a lieu.

39. Pour réclamer le paiement d'une compensation, l'assuré doit:

- a) avoir formulé l'avis de dommages, dans les plus brefs délais;
- b) avoir permis la constatation des dommages par la Régie;
- c) avoir reçu l'autorisation préalable de la Régie quant à l'exécution des travaux urgents;

Division X

EMERGENCY MEASURES AND COMPENSATION

37. The emergency measures which may give rise to the payment of compensation are classified as follows:

- (a) renovations: measures intended to restore the affected cereal when the damage is severe;
- (b) substitution: measures intended to replace the cereal seeded and damaged by another cereal insurable under this program, when the damage is severe;

38. When, within the scope of emergency substitution measures, the damaged cereal is replaced and seeded on the date fixed in section 11 of this Regulation, such replacement cereal is covered by the insurance with adjustment of the assessment, where applicable.

39. To claim payment of compensation, the insured must:

- (a) have given the notice of damage without delay;
- (b) have permitted the verification of damage by the Régie;
- (c) have received the prior authorization of the Régie to carry out emergency measures; and

d) avoir exécuté les travaux urgents conformément aux recommandations de la Régie.

40. Le montant de la compensation est calculé d'après les taux suivants:

Travaux exécutés	Taux à l'hectare
Disquage	\$ 6.00
Hersage	\$ 5.00
Labour	\$18.00
Semences pédigrées	\$35.00

Section XI

EXPERTISE INDIVIDUELLE

41. Aux fins de déterminer le rendement réel quantitatif et qualitatif de la récolte endommagée, la Régie procède à une expertise individuelle de cette récolte par l'entremise d'un inspecteur.

42. L'expertise individuelle est exécutée par la méthode d'échantillonnage de la récolte sur le champ.

Lorsque, à la suite de circonstances exceptionnelles hors de la volonté de la Régie ou de l'assuré, la méthode d'échantillonnage de la récolte sur le champ s'avère impossible à appliquer, l'expertise individuelle peut être exécutée par le décompte physique de la récolte entreposée ou livrée.

43. L'échantillonnage de la récolte dans le champ est exécuté selon les méthodes et procédures suivantes:

1) ÉTABLISSEMENT DES EMPLACEMENTS À ÉCHANTILLONNER

a) Époque de l'échantillonnage

L'échantillonnage s'effectue généralement lorsque la récolte a atteint un stade de maturité assez avancé, soit dans les quelques jours qui précèdent la date normale des travaux de récolte dans la région.

b) Établissement des emplacements

La superficie du champ étant connue, on établit les coordonnées des emplacements à échantillonner par l'utilisation de la table des nombres au hasard.

3 emplacements par champ de céréales de semences sont requis.

(d) have carried out such emergency measures in accordance with the recommendations of the Régie.

40. The amount of the compensation is computed according to the following rates:

Measures carried out	Rate per hectare
Disking	\$ 6.00
Harrowing	\$ 5.00
Plowing	\$18.00
Pedigreed Seeds	\$35.00

Division XI

INDIVIDUAL APPRAISAL

41. For the purpose of determining the actual quantitative and qualitative yield of the damaged crop, the Régie shall carry out an individual appraisal of such crop through an inspector.

42. The individual appraisal is made by the method for sampling crop on the field.

When, due to exceptional circumstances outside the Régie's or the insured's power, it is impossible to use the method for sampling crop on the field, the individual appraisal may be made by means of an actual count of the crop that has been garnered or delivered.

43. Sampling of the crop on the field is carried out according to the following methods and procedures:

(1) DETERMINATION OF SITES TO BE SAMPLED

(a) Time of sampling

Sampling is generally done when the crop has reached a fairly advanced stage of maturity, that is within a few days preceeding the usual date for harvesting in the region.

(b) Determination of sites

Given the area of the field, the co-ordinates of the sites to be sampled are established by means of the table of random numbers.

Three sites per field of seed cereal are required.

2) PRÉLÈVEMENT DES ÉCHANTILLONS

On prélève, au moyen d'instruments de mesure standards, la quantité de récolte se trouvant dans chacun des emplacements à échantillonner.

3) ANALYSE DES ÉCHANTILLONS ET CALCUL DES RENDEMENTS

On détermine le poids après criblage de la récolte prélevée sur les emplacements échantillonnés et on l'exprime en kilogrammes à 15% d'humidité. On transpose le rendement ainsi connu sur la surface échantillonnée pour avoir le rendement réel à l'hectare. Ce rendement est réduit de 10% pour tenir compte des pertes encourues au moment des travaux de récolte.

44. L'inspecteur qui procède à l'expertise individuelle informe l'assuré des motifs de sa visite et lui fait signer un document reconnaissant l'exécution de cette expertise individuelle. L'absence de l'assuré ou de son préposé au cours de cette visite doit être notée sur le document.

45. À moins qu'une expertise individuelle démontre un rendement réel supérieur au rendement moyen net, le rendement réel d'une céréale qui n'a pas fait l'objet d'un avis de dommages correspond au rendement moyen net de cette catégorie, ou au rendement établi par des pièces justificatives déposées par le producteur et acceptables par la Régie.

(2) TAKING OF SAMPLES

The quantity of crop on each site to be sampled is taken by means of standard measuring instruments.

(3) ANALYSIS OF SAMPLES AND COMPUTATION OF YIELDS:

The weight after cleaning of the crop taken on the sites sampled is determined and expressed in kilograms at 15% moisture. The yield thus obtained is re-applied to the area sampled to obtain the actual yield per hectare. This yield is reduced by 10% to take into account the losses suffered during harvesting operations.

44. The inspector who makes an individual appraisal informs the insured of the reasons for his visit and has him sign a document to acknowledge the carrying out of such individual appraisal.

The absence of the insured or his employee during such visit must be indicated on the document.

45. Unless an individual appraisal shows an actual yield greater than the average net yield, the actual yield of a cereal that has not been the subject of a notice of damage shall correspond to the average net yield of this category, or to the yield established by supporting documents filed to the producer and acceptable to the Régie.

Section XII**INDEMNITÉ**

46. Pour réclamer le paiement d'une indemnité, l'assuré doit:

- a) avoir formulé l'avis de dommages, dans les plus brefs délais;
- b) avoir permis la constatation des dommages et l'expertise individuelle par la Régie;
- c) avoir fourni la preuve démontrant que la récolte assurée a fait l'objet des mesures de contrôle prescrites par l'Association;
- d) avoir fourni le certificat émis en vertu de la Loi sur les semences et attestant la qualité de semence pédi-gree.

47. Au cas de perte de rendement, l'indemnité à laquelle l'assuré a droit est établie, par catégorie, d'après la différence entre le rendement assuré et le rendement quantitatifs qui sont évalués sur la base du prix unitaire correspondant à l'option de protection choisie.

Division XII**INDEMNITY**

46. To claim payment of an indemnity, the insured must:

- (a) have given the notice of damage without delay;
- (b) have permitted a verification of damage and an individual appraisal by the Régie;
- (c) have furnished proof that the insured crop was the subject of the control measures prescribed by the Association; and
- (d) have furnished the certificate issued under the Seeds Act and attesting the quality of the pedigreed seed.

47. In the case of a loss in yield, the indemnity to which the insured is entitled is determined, by category, according to the difference between the insured and actual quantitative yield, valued on the basis of the unit price corresponding to the protection option selected.

48. Au cas de diminution de qualité, l'indemnité à laquelle l'assuré a droit est établie, par catégorie, d'après la différence entre le rendement assuré et le rendement réel qualitatifs qui sont évalués sur la base du prix unitaire fixé par la Régie en vertu de l'article 62 de la Loi et indiqué au certificat d'assurance.

Lorsque la récolte ne répond pas, en totalité ou en partie, à la qualité de semence pédigrée, le rendement réel qualitatif correspond à la quantité acceptée comme semence pédigrée.

49. L'abandon d'une récolte sur le champ, en totalité ou en partie, à la suite de dommages couverts par l'assurance, entraîne la déduction de frais de récoltes évités sur l'indemnité payable en vertu de l'article 47 du présent règlement.

50. La déduction pour frais de récoltes évités est calculée d'après le taux suivant : \$25.00 l'hectare.

Section XIII

DISPOSITIONS FINALES

51. Lorsqu'un assuré abandonne ou détruit une étendue en totalité ou en partie, sans l'autorisation écrite de la Régie, l'assurance est annulée pour cette étendue et, s'il y a lieu, le rendement assuré, quantitatif et qualitatif, est modifié de façon à ne couvrir que les étendues qui restent en culture. Dans ce cas, la révision du rendement assuré ne peut donner droit à un remboursement de cotisation.

52. L'assuré, dès qu'il réalise son impossibilité à exécuter les semailles ou la récolte aux dates prévues aux articles 11 et 12 du présent règlement, doit en aviser la Régie, dans les plus brefs délais, en précisant les causes de cet état de fait. L'avis peut être formulé verbalement ou par écrit. L'avis formulé verbalement est acceptable s'il est confirmé par écrit.

53. Si l'action nuisible de l'un ou l'autre des éléments contre lesquels la récolte est assurée résulte du fait d'un tiers, la Régie, en effectuant le paiement de l'indemnité, a droit à la cession des droits de recours de l'assuré contre le tiers et peut, en intentant une action au nom de l'assuré, invoquer ces droits.

54. Une terre cultivée de façon occasionnelle est celle à laquelle le producteur n'accorde pas l'attention et les soins que requiert normalement un tel type d'exploitation.

55. Le présent règlement remplace le « Règlement concernant l'assurance des céréales cultivées pour la semence » approuvé par l'arrêté en conseil 2174-76, du 23 juin 1976.

48. In the case of a reduction in quality, the indemnity to which the insured is entitled is determined, by category, according to the difference between the insured and actual qualitative yield, valued on the basis of the unit price fixed by the Régie under section 62 of the Act and indicated on the insurance certificate.

When all or part of the crop does not meet the quality of pedigreed seed, the actual qualitative yield corresponds to the quantity accepted as pedigreed seed.

49. The abandonment of a crop on the field, in whole or in part, following damage covered by the insurance, entails a deduction of the harvest fees avoided from the indemnity payable under section 47 of this Regulation.

50. The deduction for harvest fees avoided is computed according to the following rate: \$25.00 per hectare.

Division XIII

FINAL PROVISIONS

51. Where an insured abandons or destroys all or part of an area without the written authorization of the Régie, the insurance covering that area is cancelled and if necessary, the insured quantitative and qualitative yield is modified so as to cover only the areas still under cultivation. In such case, a revision of the insured yield does not entitle the insured to a repayment of assessment.

52. As soon as the insured realizes that he cannot complete his seeding or harvesting by the dates prescribed in sections 11 and 12, he must notify the Régie without delay specifying his reasons therefor. The notice may be given verbally or in writing. To be accepted, the notice given verbally must be confirmed in writing.

53. If the harmful effect of one or other of the forces against which the crop is insured is caused by a third party, the Régie, in paying the indemnity, is entitled to obtain a transfer of the insured's rights of recourse against the third party and may, in taking an action in the name of the insured, invoke such rights.

54. Land cultivated on an occasional basis is land to which the producer does not give the attention and care normally required for such type of operation.

55. This regulation replaces the "Regulation respecting the insurance of cereal cultivated for seeds" approved under Order in Council 2174-76 dated 23 June 1976".

56. Le présent règlement entre en vigueur à la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

56. This Regulation shall come into force on the date of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council

1612-o

1612-o

PROJET DE MODIFICATION

Coiffure — Victoriaville

Le ministre du Travail et de la Main-d'œuvre, monsieur Pierre-Marc Johnson, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Victoriaville, rendue obligatoire par le décret 98 du 29 janvier 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1. Remplacer l'article 113 par le suivant:

« 113. PRIX MINIMA DES SERVICES:

Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minima suivants pour les services mentionnés ci-après:

Coupe de cheveux ordinaire:	
pour adultes	\$3.50
pour enfants de moins de 14 ans	\$3.00

Coupe de cheveux aux ciseaux ou au rasoir incluant shampoing et mise en plis	\$6.50
--	--------

Ondulation et shampoing	\$4.00 »
-------------------------------	----------

2. À l'article 118, abroger l'item

« Retouche de décoloration	\$6.50 »
et ajouter	

« Coupe de cheveux	\$5.00 ».
--------------------------	-----------

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis à la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du Travail et de la Main-d'œuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre par intérim,
PAUL-ÉMILE BERGERON.

DRAFT AMENDMENT

Hairdressing — Victoriaville

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Pierre-Marc Johnson, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting men's and ladies' hairdressers in the Victoriaville region, rendered obligatory by Decree 98 of January 29, 1948, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Section 113 shall be replaced by the following:

"113. MINIMUM PRICES FOR SERVICES:

Professional employers, employers, artisans and employees shall demand from the public the following minimum prices for the services mentioned below:

Ordinary haircut:	
for adults	\$3.50
for children under 14 years	\$3.00

Scissor or razor cut including shampoo and set	\$6.50
--	--------

Shampoo and set	4.00 »
-----------------------	--------

2. In section 118, the item

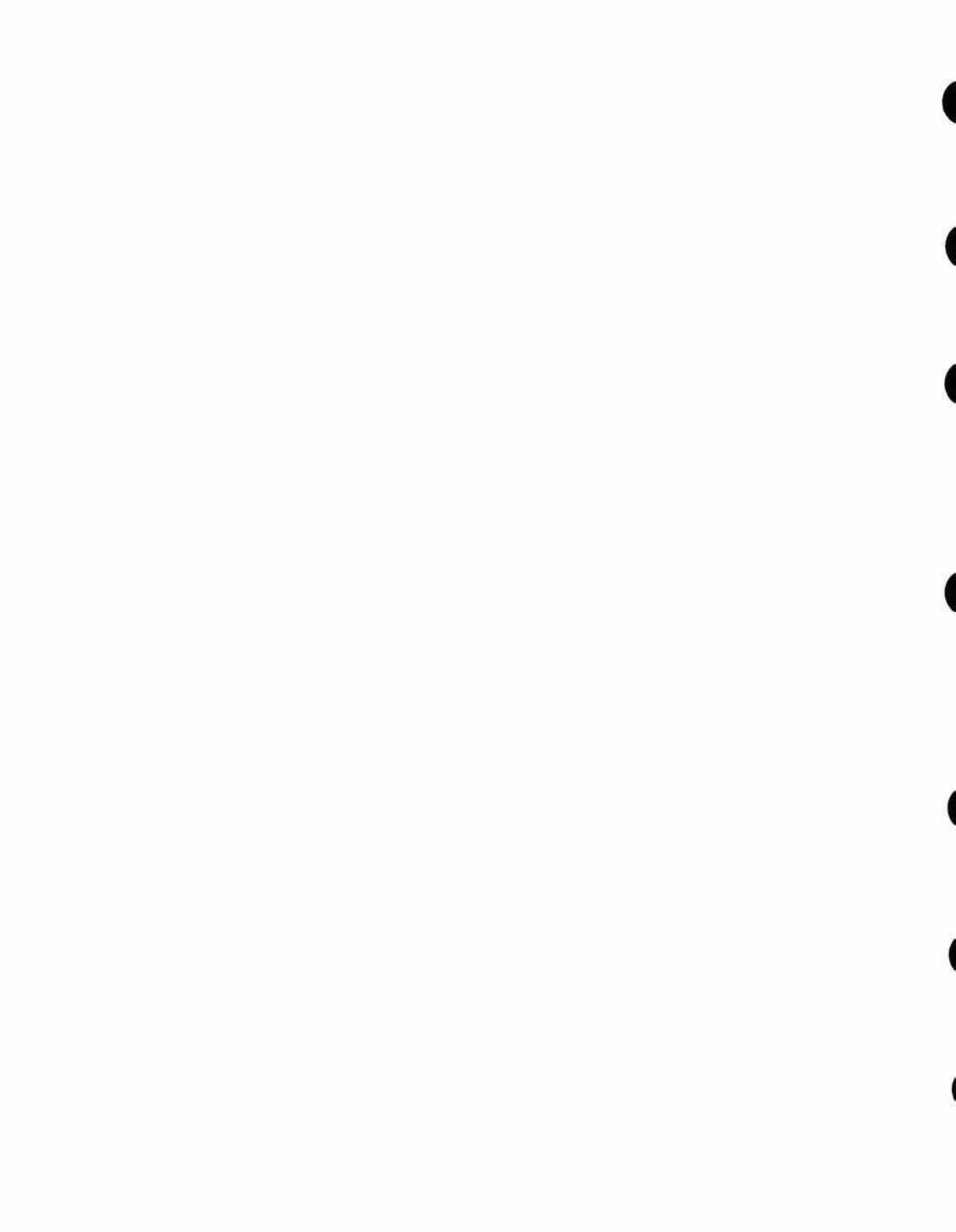
"Bleaching touch up	\$6.50"
shall be deleted and	

"Haircut	\$5.00."
----------------	----------

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

PAUL-ÉMILE BERGERON,
Acting Deputy Minister.



PROJET DE MODIFICATION

Fourrure détail — Montréal

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Pierre-Marc Johnson, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fourrure, section du détail, région de Montréal, rendue obligatoire par le décret 643 du 29 mai 1953, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1. Modifier l'article 6.02, à l'exception des paragraphes *c* et *d*, comme suit:

*** 6.02 Échelle des salaires minimaux:** Tous les salariés recevront, même s'ils sont payés à un taux supérieur à celui de l'échelle des salaires minimaux l'augmentation horaire suivante: \$0.58 l'heure à compter de la publication de l'arrêté en conseil dans la *Gazette officielle du Québec* l'approuvant:

a) Échelle compilée incluant l'augmentation:

Tailleur A	\$6.97
Tailleur B.....	6.71
Piqueur mécanicien A	6.71
Piqueur mécanicien B.....	6.39
Cloueur façonneur A.....	6.44
Cloueur façonneur B.....	6.25
Examineur A.....	6.49
Examineur B.....	6.23
Piqueuse à la machine A.....	6.24
Piqueuse à la machine B	5.98
Piqueuse et couseuse de doublure	6.24
Finisseuse A	6.13
Finisseuse B.....	5.94
Assembleur de manteau	6.71

DRAFT AMENDMENT

Fur Retail — Montreal

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Pierre-Marc Johnson, hereby gives notice that contracting parties to the collective labour agreement respecting the Fur Industry, Retail Trade, Montréal region, rendered obligatory by Decree 643 of May 29, 1953, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision the following amendments to the said decree:

1. Subsection 6.02, save for paragraphs *c* and *d*, shall be amended as follows:

"6.02 Minimum Wage Scale: All employees shall receive the following hourly increase even if they are paid a wage superior to the minimum wage scale: \$0.58 per hour as of the publication of the Order in Council in the *Québec Official Gazette* approving this scale:

(a) Compiled Scale including Increase:

Cutter A	\$6.97
Cutter B.....	6.71
Operator-mechanic A.....	6.71
Operator-mechanic B.....	6.39
Blocker A	6.44
Blocker B.....	6.25
Examiner A	6.49
Examiner B	6.23
Operator A	6.24
Operator B	5.98
Operator and lining cutter	6.24
Finisher A	6.13
Finisher B	5.94
Coat assembler	6.71

Fermeuse de manteau	6.24	Coat closer	6.24
Contremaître finisseuse	6.24	Finishing forelady	6.24
Coupeuse de doublure	6.00	Lining cutter	6.00
Couseuse de doublure	5.91	Lining operator	5.91
Galonneuse et aide finisseuse	5.59	Taper and finisher's helper	5.59

b) Malgré l'échelle prévue au paragraphe « a » de l'article 6.02, tout salarié doit toucher l'augmentation horaire de \$0.58 l'heure. Toutefois, tout employeur, qui aura déjà donné à ses employés une augmentation de salaire au 1^{er} mai 1977, ou après, pourra déduire ce montant de l'augmentation payable à la publication du présent amendement.

(b) Notwithstanding the scale provided for in paragraph "a" of subsection 6.02, any employer shall receive the hourly increase of \$0.58. However, any employer who has already granted his employees a wage increase on May 1, 1977 or after, may deduct that amount from the increase payable on the publication of this amendment.

e) Apprentis des deux sexes:

du 1 ^{er} au 4 ^e mois inclus	\$3.52
du 5 ^e au 8 ^e mois inclus	3.74
du 9 ^e au 12 ^e mois inclus	3.89
du 13 ^e au 16 ^e mois inclus	3.90
du 17 ^e au 20 ^e mois inclus	4.05
du 21 ^e au 24 ^e mois inclus	4.20

Note: Après 24 mois, l'employé est considéré qualifié et doit être payé conformément à l'échelle selon son emploi.

(e) Apprentice (male and female):

from the 1 st to the 4 th month included	\$3.52
from the 5 th to the 8 th month included	3.74
from the 9 th to the 12 th month included	3.89
from the 13 th to the 16 th month included	3.90
from the 17 th to the 20 th month included	4.05
from the 21 st to the 24 th month included	4.20

Note: After 24 months the employee is considered as a qualified employee and shall be paid accordingly.

f) Apprentis tailleurs:

du 1 ^{er} au 4 ^e mois inclus	\$4.60
du 5 ^e au 8 ^e mois inclus	4.75
du 9 ^e au 12 ^e mois inclus	4.90
du 13 ^e au 16 ^e mois inclus	5.05
du 17 ^e au 20 ^e mois inclus	5.20
du 21 ^e au 24 ^e mois inclus	5.25
du 25 ^e au 28 ^e mois inclus	5.30
du 29 ^e au 32 ^e mois inclus	5.35
du 33 ^e au 36 ^e mois inclus	5.40

(f) Apprentice Cutter:

from the 1 st to the 4 th month included	\$4.60
from the 5 th to the 8 th month included	4.75
from the 9 th to the 12 th month included	4.90
from the 13 th to the 16 th month included	5.05
from the 17 th to the 20 th month included	5.20
from the 21 st to the 24 th month included	5.25
from the 25 th to the 28 th month included	5.30
from the 29 th to the 32 nd month included	5.35
from the 33 rd to the 36 th month included	5.40

Note: Après 36 mois, l'employé est considéré qualifié et doit être payé conformément à l'échelle selon son emploi. »

2. Modifier l'article 6.03 en remplaçant le taux de « 2.75% » par celui de « 3% » apparaissant aux paragraphes a, b, c, d, e et g.

3. Ajouter l'article 6.04 suivant:

« **6.04 Caisse de retraite:** À compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'arrêté en conseil approuvant le présent amendement au décret ci-dessus mentionné, l'employeur paiera et prélèvera du salaire hebdomadaire de chaque employé un pourcentage de 4 1/2% comme contribution à une caisse de retraite.

Cette caisse sera administrée et contrôlée par un comité formé de trois employeurs et de trois employés qui auront la charge d'établir les lois et règlements et d'en surveiller le fonctionnement. »

4. Remplacer le premier alinéa de la section XVI par le suivant:

« Le présent décret demeure en vigueur la durée des douze mois à compter de la publication de l'arrêté en conseil dans la *Gazette officielle du Québec*. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre par intérim,
PAUL-ÉMILE BERGERON.

Note: After 36 months, the employee is considered as a qualified employee and shall be paid accordingly."

2. Subsection 6.03 shall be amended by replacing the rate of "2.75%" by "3%" in paragraphs a, b, c, d, e and g.

3. The following subsection 6.04 shall be added:

"**6.04 Pension Fund:** As of the publication in the *Québec Official Gazette* of the Order in Council approving the amendment to the decree mentioned above, the employer shall pay and collect from the weekly wage of each employee a percentage of 4 1/2% as contribution to a pension fund.

This fund shall be administered and controlled by a committee composed of 3 employers and 3 employees who shall be entrusted with the establishment of rules and regulations governing the supervision of the same."

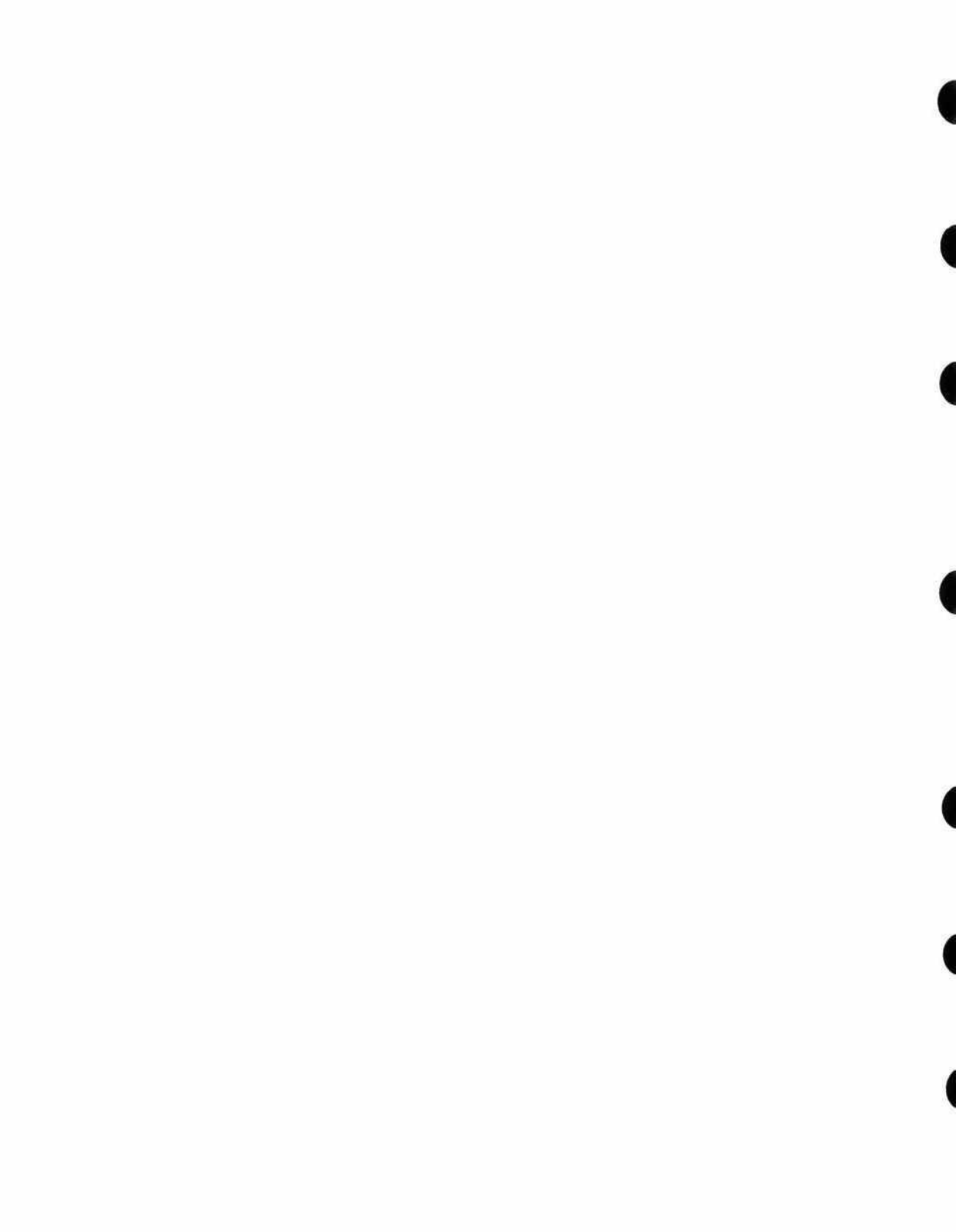
4. The first paragraph of section XVI shall be replaced by the following:

"This decree shall remain in force for 12 months as of the publication of the Order in Council in the *Québec Official Gazette*."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

PAUL-ÉMILE BERGERON,
Acting Deputy Minister.



PROJET DE RÈGLEMENT

LOI SUR L'ASSURANCE-RÉCOLTE
(1974, c. 31)

Règlement modifiant le « Règlement concernant l'assurance selon le système individuel de grande culture »

Avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a adopté, lors d'une assemblée tenue le premier septembre 1977, le Règlement modifiant le « Règlement concernant l'assurance selon le système individuel de grande culture ».

Conformément à l'article 75 de la Loi sur l'assurance-récolte (L.Q. 1974, c. 31), ce règlement sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration des quinze (15) jours suivant la présente publication.

Québec, le 26 septembre 1977

Le vice-président et directeur général adjoint,
JEAN BLANCHET.

Règlement modifiant le « Règlement
concernant l'assurance selon le
système individuel de grande culture »

Loi sur l'assurance-récolte
(1974, c. 31, a. 74)

1. Le « Règlement concernant l'assurance selon le système individuel de grande culture » approuvé par l'arrêté en conseil 1528-75, du 16 avril 1975, et modifié par l'arrêté en conseil 1144-77 du 13 avril 1977, est de nouveau modifié en ajoutant au sous-paragraphe 2 du paragraphe A de l'article 14 le sous-paragraphe *d* suivant:

« *d*) Nonobstant les sous-paragraphe *b* et *c*, lorsque le rendement de la récolte de foin d'un assuré a été sous-évalué parce qu'il n'a pas été tenu compte des coupes multiples effectuées par cet assuré, la Régie peut réévaluer le rendement de cette récolte en fonction des besoins alimentaires des animaux de ferme hivernés par cet assuré, à la condition que ces besoins aient été produits dans son exploitation agricole. »

DRAFT REGULATION

CROP INSURANCE ACT
(1974, c. 31)

Regulation amending the "Regulation respecting the insurance under the mixed farming crop individual plan"

Nocite is given that the Régie de l'assurance récolte du Québec made, at a meeting held on 1 September 1977, the Regulation amending the "Regulation respecting the insurance under the mixed farming crop individual plan".

In accordance with section 75 of the Crop Insurance Act (1974, c. 31), this Regulation will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council upon the expiry of fifteen (15) days following the present publication.

Québec, 26 September 1977

JEAN BLANCHET,
Vice President and Assistant General Manager.

Regulation amending the "Regulation
respecting the insurance under the
mixed farming crop individual plan"

Crop Insurance Act
(1974, c. 31, s. 74)

1. The "Regulation respecting the insurance under the mixed farming crop individual plan" approved under Order in Council 1528-75 dated 16 April 1975 and amended under Order in Council 1144-77 dated 13 April 1977 is further amended by adding to subparagraph 2 of paragraph A of section 14, clause *d* as follows:

"(d) Notwithstanding clauses *b* and *c*, where the yield of the hay crop of an insured has been underevaluated because account was not taken of the multiple cuts carried out by that insured, the Régie may re-evaluate the yield of that crop in relation to the feed requirements of the farm animals wintered by such insured provided that such feed requirements have been produced on his cultivated farm."

2. L'article 14 de ce Règlement est modifié en ajoutant au paragraphe A le sous-paragraphe 3 suivant:

« 3) Lorsqu'il s'agit du rendement des catégories de foin de prairie, toute récolte en une ou plusieurs coupes, doit faire l'objet d'une déclaration du producteur quant aux étendues par champ, quant au nombre de coupes qu'il prévoit effectuer et quant aux rendements prévisibles. »

3. Le présent Règlement entre en vigueur à la date de publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1612-o

2. Section 14 of this Regulation is amended by adding to paragraph A, subparagraph 3 as follows:

“(3) In the case of yield of the category “tame hay”, any crop in one or several cuts must be the subject of a declaration by the producer as to the area per field, the number of cuts he anticipates making, and the expected yields.”

3. This Regulation shall come into force on the date of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1612-o

PROJET DE MODIFICATION

Musiciens — Montréal

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Pierre-Marc Johnson, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), que « La Guilde des Musiciens de Montréal », partie contractante à la convention collective de travail relative aux Musiciens, dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret 1854-75 du 7 mai 1975, lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1. Remplacer la section 5.00 par la suivante:

« 5.00 ENGAGEMENTS THÉÂTRAUX:

5.01 Base de la rémunération: Tout salarié visé par la présente partie, doit toucher au moins les taux minimaux qui y sont prévus.

Ces taux, sauf le cas des répétitions qui sont sur une base horaire, sont établis pour une représentation qui n'exécède pas 3 heures et qui se termine avant minuit.

5.02 Les taux minimaux de salaire pour les engagements théâtraux sont les suivants:

	<i>Moins de 5,000 places</i>	<i>Plus de 5,000 places</i>
a) théâtre et auditorium (par représentation):		
i) musicien	\$ 53.00	\$ 62.00
ii) chef lorsqu'il y a moins de 10 musiciens	106.00	124.00
iii) chef lorsqu'il y a plus de 10 musiciens	159.00	186.00
b) Monument national et auditoriums scolaires:		
i) musicien	\$ 43.00	
ii) chef lorsqu'il y a moins de 10 musiciens		86.00

DRAFT AMENDMENT

Musicians — Montreal

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Pierre-Marc Johnson, hereby gives notice that the Musicians' Guild of Montréal, contracting party to the collective labour agreement respecting musicians in the Montréal region, rendered obligatory by Decree 1854-75 of May 7, 1975, has petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision the following amendments to the said decree:

1. Section 5.00 shall be replaced by the following:

"5.00 THEATRICAL ENGAGEMENTS:

5.01 Remuneration Basis: Any employee subject to this part shall receive at least the minimum rates that are provided herein.

These rates, except for rehearsals which are on an hourly basis, are established for a performance which does not exceed 3 hours and ends before midnight.

5.02 The minimum rates for theatrical engagements are the following:

	<i>Less than 5,000 seats</i>	<i>Over 5,000 seats</i>
(a) theater and auditorium (per performance):		
(i) musician	\$ 53.00	\$ 62.00
(ii) leader if less than 10 musicians	106.00	124.00
(iii) leader if more than 10 musicians	159.00	186.00
(b) national buildings and school auditoriums:		
(i) musician	\$ 43.00	
(ii) leader if less than 10 musicians		86.00

iii) chef lorsqu'il y a plus de 10 musiciens	129.00	(iii) leader if more than 10 musicians	129.00
c) i) répétition (taux horaire) minimum 2 heures	10.50	(c) (i) rehearsal (hourly rate) 2 hours minimum	10.50
ii) après minuit, salaire payé majoré de 50% .		(ii) After midnight, double time the wage paid.	

5.03 Théâtre des Variétés et autres similaires

i) représentation	\$ 38.00	\$ 38.00
ii) répétitions (minimum 2 heures)	10.50 l'heure	

5.04 Engagements pour compétitions sportives:

Le taux minimal de salaire pour engagements reliés à des compétitions sportives est de:

(musicien seul)	66.00
-----------------------	-------

5.05 Engagements pour spectacles:

Le percussionniste engagé pour jouer dans un cirque, un rodéo, un spectacle sur glace, or lors de tout autre spectacle à grand déploiement, a droit aux taux minimaux prévus à l'article 5.02 et majorés de 20%.

5.06 Engagements classiques:

Les taux minimaux de salaire pour les engagements classiques (orchestres symphoniques, opéra, ballets, oratorios et autres) sont les suivants:

	<i>Spectacles</i>	<i>Répétitions</i>	
	<i>Jusqu'à 5,000 sièges</i>	<i>5,000 sièges et plus</i>	<i>(heure) min. 2 hrs</i>
— musicien	\$ 53.00	\$ 62.00	\$11.50
— première chaise	66.00	73.00	14.00
— violon solo:			
1er spectacle ..	143.00	173.00	35.00
autres	99.00	115.00	35.00
— chef d'orchestre	181.00	242.00	46.00

5.03 Music Halls and similar halls:

(i) performance	\$ 38.00	\$ 38.00
(ii) rehearsals (2 hours minimum)	10.50 per hour.	

5.04 Engagements for Sporting Events:

The minimum wage rate for engagements connected with sporting events is:

(musician alone)	66.00
------------------------	-------

5.05 Engagements for Shows:

The percussionist engaged to play in a circus, rodeo, ice show or other large production shall be entitled to the minimum rates provided for in subsection 5.02 increased by 20%.

5.06 Classical Engagements:

The minimum remuneration rates for classical engagements (symphony concerts, opera, ballets, oratorios and others) shall be the following:

	<i>Shows</i>	<i>Rehearsals</i>	
	<i>Up to 5,000 seats</i>	<i>5,000 seats and over</i>	<i>(hour) 2 hours min.</i>
— musicien	\$ 53.00	62.00	11.50
— principal	66.00	73.00	14.00
— concert master:			
1st show	143.00	173.00	35.00
others	99.00	115.00	35.00
— conductor	181.00	242.00	46.00

a) bibliothécaire:

i) taux du musicien et s'il doit jouer un instrument, son taux est majoré de 25%.

b) musicien répétiteur (pianiste):

i) taux horaire de \$18.00 majoré de 100% après minuit. Si le musicien répétiteur agit comme chef d'orchestre, son taux est majoré de 100%.

5.07 Musique de Chambre:

a) groupe de 1 à 9 musiciens se produisant sans chef d'orchestre (par représentation, par musicien) \$155.00

b) groupe de 1 à 9 musiciens, se produisant sans chef pour démonstration dans les écoles (répétitions incluses):

i) musicien \$ 71.50

ii) accompagnateur \$ 44.00

c) pour deux spectacles l'un à la suite de l'autre d'une durée d'une heure ou moins dans une période de trois heures:

i) musicien \$110.00

ii) accompagnateur \$ 77.00

d) groupe de 9 à 24 musiciens se produisant avec chef d'orchestre:

*Spectacle Répétitions
(l'heure)*

i) musicien \$ 66.00 \$12.75

ii) première chaise 79.00 16.00

iii) violon solo 159.50 35.00

iv) chef d'orchestre 210.00 46.00

e) Orchestre de musique de chambre de plus de 24 musiciens: les taux des musiciens mentionnés à l'article 5.03 s'appliquent.

f) Récitalistes, solistes de concert \$253.00

accompagnateur 77.00

(a) librarian:

(i) musician's rate and if he plays an instrument, this rate increased by 25%.

(b) rehearsal pianist:

(i) hourly rate of \$18.00 and double this rate after midnight. If the rehearsal pianist acts as conductor, he shall receive double time his rate.

5.07 Chamber Music:

(a) group of 1 to 9 musicians performing without a conductor (per performance, per musician) \$155.00

(b) group of 1 to 9 musicians performing without a leader for performances in schools (including rehearsals):

(i) musician 71.50

(ii) accompanist 44.00

(c) for 2 consecutive shows of one hour or less duration given within a period of 3 hours:

(i) musician 110.00

(ii) accompanist 77.00

(d) group of 9 to 24 musicians performing with a conductor:

*Show Rehearsals
(per hour)*

(i) musician \$ 66.00 \$12.75

(ii) principal 79.00 16.00

(iii) concert master 159.50 35.00

(iv) conductor 210.00 46.00

(e) Music chamber orchestra of more than 24 musicians: the rates for musicians mentioned in subsection 5.03 apply.

(f) Recitalists, concert soloists \$253.00

accompanist 77.00

5.08 Dans tous les cas, le musicien qui se produit à la fois sur la scène et dans la fosse, a droit à une majoration de 50% du taux qui lui est applicable.

5.09 Dans tous les cas, le musicien qui se produit à la fois à l'arrière-scène et dans la fosse, a droit à une majoration de 25% du taux qui lui est applicable.

5.10 Contractant:

Pour tous les engagements sus-mentionnés à l'article 5.00, les conditions et les cachets suivants s'appliqueront au contractant:

Pour les groupes de 10 musiciens (9 plus 1 chef) ou plus, comprenant un chef d'orchestre local, un contractant devra être engagé.

Lorsqu'un chef d'orchestre de l'extérieur est engagé, il y aura toujours un contractant local.

Un contractant recevra le double du cachet d'élément pour ses services comme contractant. S'il joue durant l'engagement, il recevra également le cachet approprié comme musicien.

Lorsqu'il y a un chef d'orchestre de l'extérieur avec moins de 10 musiciens locaux, le contractant recevra le double du cachet d'élément pour les répétitions et pour chacun des huit premiers spectacles. Pour les spectacles subséquents, il recevra le cachet d'élément pour chaque spectacle. »

2. Ajouter l'article 8.02 suivant:

« **8.02** Tout travail exécuté en plus des périodes mentionnées à l'article 8.01 doit être rémunéré au taux payé majoré de 50%;

pour moins d'une demi-heure, l'employé doit être rémunéré pour au moins une demi-heure;

pour plus d'une demi-heure et moins d'une heure, l'employé doit être rémunéré pour au moins une heure sujet aux dispositions de l'article 8.02. »

3. Remplacer l'article 9.01 par le suivant:

« **9.01 Taux de salaires minimaux:**

Les taux de salaire minimaux pour les engagements régis par cette partie sont les suivants:

a) musicien travaillant dans un groupe: \$204.00 par semaine;

b) chef et musicien soliste: \$306.00 par semaine.

4. Remplacer les sections 11.00, 12.00 et 13.00 par les suivantes:

5.08 In all cases, the musician performing both on stage and in the pit shall be entitled to a 50% increase in the applicable rate.

5.09 In all cases, the musician performing both back stage and in the pit shall be entitled to a 25% increase in the applicable rate.

5.10 Contractor:

For all engagements mentioned in section 5.00, the following conditions and fees shall apply to the contractor:

For groups of 10 musicians (9 plus 1 leader) or over, including a local conductor, one contractor shall be hired.

When an outside conductor is hired, there shall always be a local contractor.

A contractor shall receive double the sideman's fee for his services as contractor. If he plays during the engagement, he shall also receive the appropriate fee as musician.

When there is an outside conductor with less than 10 local musicians the contractor shall receive double the sideman's fee for rehearsals and for each of the first light shows. For subsequent shows, he shall receive the sideman's fee for each show."

2. The following subsection 8.02 shall be added:

“**8.02** Any work performed over and above the periods mentioned in subsection 8.01 shall be paid at time and a half the established rate;

for less than half an hour, the employee shall be paid for at least one half hour;

for more than one half hour and less than one hour, the employee shall be paid for at least one hour subject to the provisions of subsection 8.02.”

3. Subsection 9.01 shall be replaced by the following:

“**9.01 Minimum Wage Rates:**

The minimum wage rates for the engagements governed by this part shall be the following:

(a) musician working in a group: \$204.00 per week;

(b) conductor and soloist: \$306.00 per week.

4. Sections 11.00, 12.00 and 13.00 shall be replaced by the following:

« 11.00 DURÉE DU TRAVAIL:

11.01 Les heures de travail des salariés assujettis à la présente partie sont les suivantes:

- a) pour les engagements se terminant avant 20 heures ou pour les musiciens ambulants: 3 heures consécutives ou moins;
- b) pour les engagements se terminant après 20 heures: 4 heures consécutives ou moins.

12.00 HEURES SUPPLÉMENTAIRES:

12.01 Tout travail effectué en sus des heures de travail établies à l'article 11.01 sera payé au prorata pour chaque demi-heure supplémentaire.

Pour moins d'une demi-heure, l'employé doit être rémunéré pour au moins une demi-heure.

Pour plus d'une demi-heure et moins d'une heure, l'employé doit être rémunéré pour au moins une heure.

12.02 Lorsqu'un salarié se produit le jour de l'An, le vendredi-saint, la fête du Travail, la veille de Noël et la veille du jour de l'An, le taux de salaire payé doit être majoré de 100%.

13.00 RÉMUNÉRATION:

13.01 Taux de salaire minimaux pour les musiciens se produisant en groupe:

- a) engagement se terminant avant 20 heures:
 - i) musicien \$15.50 (minimum 3 heures)
 - ii) chef \$31.00 (minimum 3 heures)
- b) musiciens ambulants:
 - i) musicien \$20.00 (minimum 3 heures)
 - ii) chef \$40.00 (minimum 3 heures)
- c) engagements se terminant après 20 heures:
 - i) musicien \$15.50 (minimum 4 heures);
 - ii) chef \$31.00 (minimum 4 heures);

“11.00 HOURS OF WORK:

11.01 The hours of work for employees governed by this part shall be the following:

- (a) for engagements ending before 8:00 p.m. and for strolling musicians, 3 consecutive hours or less;
- (b) for engagements ending after 8:00 p.m.: 4 consecutive hours or less.

12.00 OVERTIME HOURS:

12.01 All work performed over and above the hours established in subsection 11.01 shall be paid proportionately for each additional half hour.

For less than half hour, the employee shall be paid for at least one half hour.

For more than one half hour and less than one hour, the employee shall be paid for at least one hour.

12.02 When an employee performs on New Year's Day, Good Friday, Labour Day, Christmas Eve and New Year's Day Eve, he shall receive double the established wage rate.

13.00 REMUNERATION:

13.01 Minimum Rates of Remuneration for Musicians performing in a Group:

- (a) engagement ending before 8:00 p.m.:
 - (i) musician \$15.50 (3 hours minimum)
 - (ii) leader \$31.00 (3 hours minimum)
- (b) strolling musicians:
 - (i) musician \$20.00 (3 hours minimum)
 - (ii) leader \$40.00 (3 hours minimum)
- (c) engagements ending after 8:00 p.m.:
 - (i) musician \$15.50 (4 hours minimum)
 - (ii) leader \$31.00 (4 hours minimum)

d) répétitions:

i) musicien \$11.00 de l'heure
(minimum 2 heures)ii) chef \$22.00 de l'heure
(minimum 2 heures);

e) Tout musicien se produisant seul, recevra le salaire du chef.

13.02 Hymnes nationaux: Le taux de salaire minimum du musicien soliste attitré uniquement aux hymnes nationaux est de \$62.00.**13.03** Pour un « numéro spécial » d'une durée de moins d'une heure, chaque musicien a droit à \$62.00, pas de cachet de chef.**13.04** Pour tout engagement, le musicien qui fait également fonction d'accompagnateur du spectacle, a droit à un montant additionnel de \$7.75 par représentation.**13.05** Lorsqu'un musicien déambule au cours d'un engagement, il a droit à \$7.75 de plus par engagement.**13.06** Lorsqu'un musicien doit transporter de gros instruments tels la basse, le baryton, le saxophone, le tuba, il a droit à un montant de \$10.00. Dans le cas de la harpe, du piano électrique, le coût réel du déplacement doit être remboursé. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre par intérim,
PAUL-ÉMILE BERGERON.

1606-o

(d) rehearsals:

(i) musician \$11.00 per hour
(2 hours minimum)(ii) leader \$22.00 per hour
(2 hours minimum)

(e) Any musician performing alone shall receive the rate for leader.

13.02 National Anthems: The minimum remuneration for the soloist who performs national anthems only shall be \$62.00.**13.03** For a "special number" lasting less than one hour, each musician shall be entitled to \$62.00, without leader fee.**13.04** In any engagement, the musician who acts as accompanist shall be entitled to an additional \$7.75 per performance.**13.05** Whenever a musician is required to stroll during an engagement, he shall be entitled to an additional \$7.75 per performance.**13.06** Whenever a musician has to transport a heavy instrument such as the double bass, baritone, saxophone, tuba, he shall be entitled to an amount of \$10.00. For a harp, an electric piano, the actual cost of transportation shall be reimbursed."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

PAUL-ÉMILE BERGERON,
Acting Deputy Minister.

1606-o

INDEX	Textes réglementaires (Rèlements)	Abréviations:			Commentaires
		A — Abrogé	N — Nouveau	M — Modifié	
Rèlements — Lois		No	Enregistrement Date	Page	
Armes de chasse permises..... (Loi de la conservation de la faune, 1969, c. 58)	Règ. 77-605	17-10-77	5795	N	
Assurance-récolte, Loi sur l'... — Bleuets, système collec- tif..... (1974, c. 31)			5869	Projet	
Assurance-récolte, Loi sur l'... — Céréales cultivées pour la semence..... (1974, c. 31)			5877	Projet	
Assurance-récolte, Loi sur l'... — Entrée en vigueur des trois premiers alinéas de l'article 44 le 19 octobre 1977..... (1974, c. 31)			5853	Proclamation	
Assurance-récolte, Loi sur l'... — Grande culture, système individuel..... (1974, c. 31)			5897	Projet	
Automobile — Arthabaska et al..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-635	28-10-77	5805	M	
Automobile — Saguenay — Lac St-Jean..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)			5859	Projet	
Baie James, munic. — Ord. no 219..... (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-584	03-10-77	5773		
Baie James, munic. — Ord. no 230..... (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-511	02-09-77	5761		
Baie James, munic. — Ord. no 231..... (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-467	26-08-77	5757		
Baie James, munic. — Ord. no 232..... (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-468	26-08-77	5759		
Baie James, munic. — Ord. no 233..... (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-526	12-09-77	5769		
Bleuets, système collectif..... (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, c. 31)			5869	Projet	
Camionnage — Montréal..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-649	28-10-77	5843	M	

INDEX — suite

Règlements — Lois	No	Enregistrement Date	Page	Commentaires
Camionnage — Première et troisième parties — Montréal (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-637	28-10-77	5809	M
Camionnage — Québec..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-638	28-10-77	5813	M
Céréales cultivées pour la semence..... (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, c. 31)			5877	Projet
Chapellerie (Dames et enfants) — Province..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-639	28-10-77	5815	M
Chemise — Province..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-640	28-10-77	5817	M
Code des professions — Diététistes — Publicité..... (1973, c. 43)	Règ. 77-618	21-10-77	5845	Avis
Coiffeurs (Hommes et dames) — Roberval..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-636	28-10-77	5807	M
Coiffeurs (Hommes et dames) — Victoriaville..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)			5891	Projet
Communauté urbaine de Montréal, Loi de la ... — Nomina- tion du directeur du service de police..... (1969, c. 84)	Règ. 77-513	02-09-77	5763	
Conservation de la faune, Loi de la ... — Armes de chasse permises..... (1969, c. 58)	Règ. 77-605	17-10-77	5795	N
Convention de la Baie James et du Nord québécois, Loi approuvant la ... — Entrée en vigueur de certaines disposi- tions le 31 octobre 1977..... (1976, c. 46)			5855	Proclamation
Courses — Service des juges..... (Loi des loteries et courses, 1969, c. 28)	Règ. 77-604	17-10-77	5793	N
Diététistes — Publicité..... (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 77-618	21-10-77	5845	Avis
Emplois ou fonction d'un caractère occasionnel et leurs titulaires..... (Loi de la fonction publique, 1965 sess. 1, c. 14)	Règ. 77-516	07-09-77	5765	M

INDEX — suite

Règlements — Lois	No	Enregistrement Date	Page	Commentaires
Employés de garage — Drummond (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-642	28-10-77	5829	M
Employés de garages — Québec..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-643	28-10-77	5831	M
Entretien d'édifices publics — Montréal (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-644	28-10-77	5833	M
Environnement, Loi de la qualité de l'... — Raffineries de pétrole — Effluents liquides..... (1972, c. 49)	Règ. 77-585	03-10-77	5775	N
Financement des parties politiques et modifiant la Loi électo- rale, Loi régissant le ... — Entrée en vigueur d'une partie 26 octobre 1977 (1977, P.L. 2)			5857	Proclamation
Fonction publique, Loi de la ... — Emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires (1965 sess. 1, c. 14)	Règ. 77-516	07-09-77	5765	M
Fournure, détail — Montréal (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)			5893	Projet
Gant de cuir — Province — Approbation de statuts..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)			5851	Avis
Grande culture, système individuel (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, c. 31)			5897	Projet
Loteries et courses, Loi des ... — Service des juges de courses..... (1969, c. 28)	Règ. 77-604	17-10-77	5793	N
Meuble — Province (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-645	28-10-77	5835	M
Musiciens — Montréal..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)			5899	Projet
Parcs Provinciaux, Loi des ... — Recherche et exploration minière dans le Parc des Laurentides..... (S.R. 1964, c. 201)	Règ. 77-610	17-10-77	5799	N

INDEX — fin

Règlements — Lois	No	Enregistrement Date	Page	Commentaires
Population des municipalités pour fins de subvention — Détermination..... (Loi sur les subventions aux municipalités de 10,000 habitants ou plus, 1977, P.L. 8)	Règ. 77-596	07-10-77	5789	N
Qualité de l'environnement, Loi de la ... — Raffineries de pétrole — Effluents liquides..... (1972, c. 49)	Règ. 77-585	03-10-77	5775	N
Raffineries de pétrole — Effluents liquides (Loi de la qualité de l'environnement, 1972, c. 49)	Règ. 77-585	03-10-77	5775	N
Recherche et exploration minière dans le Parc des Laurentides..... (Loi des Parcs Provinciaux, S.R. 1964, c. 201)	Règ. 77-610	17-10-77	5799	N
Subventions aux municipalités de 10,000 habitants ou plus, Loi sur les ... — Détermination de la population des municipalités pour fins de subvention..... (1977, P.L. 8)	Règ. 77-596	07-10-77	5789	N
Transfert de permis — Courrier Trans-Québec et Loomis Courier Inc. (Loi des transports, 1972, c. 55)	Règ. 77-612	17-10-77	5801	
Transfert partiel de permis — Allen's Cartage Ltd. et Loomis Courier Inc. — Requête..... (Loi des transports, 1972, c. 55)	Règ. 77-613	17-10-77	5803	
Transports, Loi des ... — Requête en transfert de permis — Courrier Trans-Québec et Loomis Courier Inc..... (1972, c. 55)	Règ. 77-612	17-10-77	5801	
Transports, Loi des ... — Requête en transfert partiel de permis — Allen's Cartage Ltd. et Loomis Courier Inc. (1972, c. 55)	Règ. 77-613	17-10-77	5803	

INDEX	Statutory Instruments (Regulations)	Abbreviations: A — Abrogated N — New M — Modified				
		Regulations — Statutes	No.	Registration Date	Page	Comments
Agreement concerning James Bay and Northern Québec, Act approving... — Coming into force of certain provisions on 31 October 1977 (1976, c. 46)						
Automobile — Arthabaska et al. (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)						
Automobile — Saguenay-Lac St-Jean (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)						
Blueberries, collective plan (Crop Insurance Act, 1974, c. 31)						
Building service employees — Montreal (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)						
Cartage — Montreal..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)						
Cartage — Parts I and III — Montreal (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)						
Cartage — Québec (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)						
Cereal cultivated for seeds (Crop Insurance Act, 1974, c. 31)						
Civil Service Act — Positions or offices of a casual nature and the incumbents thereof..... (1965 sess. 1, c. 14)						
Crop Insurance Act — Blueberries, collective plan (1974, c. 31)						
Crop Insurance Act — Cereal cultivated for seeds..... (1974, c. 31)						
Crop Insurance Act — Coming into force of the first three paragraphs of section 44 on 19 October 1977 (1974, c. 31)						
Crop Insurance Act — Mixed farming crop, individual plan (1974, c. 31)						
Dieticians — Advertising..... (Professional Code, 1973, c. 43)						
Environment Quality Act — Petroleum refineries — Liquid effluents (1972, c. 49)						

INDEX — continued

Regulations — Statutes	No.	Registration Date	Page	Comments
Financing of political parties and to amend the Election Act, Act to govern the... - Coming into force of a part on 26 October 1977 (1977, Bill 2)			5857	Proclamation
Fur, retail - Montreal (Collective Agreement Decrees Act, 1964, c. 143)			5893	Draft
Furniture - Province (Collective Agreement Decrees Act, 1964, c. 143)	Reg. 77-645	28-10-77	5835	M
Garage employees - Drummond (Collective Agreement Decrees Act, 1964, c. 143)	Reg. 77-642	28-10-77	5829	M
Garage employees - Québec (Collective Agreement Decrees Act, 1964, c. 143)	Reg. 77-643	28-10-77	5831	M
Hairdressers (Men's and ladies') - Roberval (Collective Agreement Decrees Act, 1964, c. 143)	Reg. 77-636	28-10-77	5807	M
Hairdressers (Men's and ladies') - Victoriaville (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)			5891	Draft
Horse racing officials service (Lotteries and Races Act, 1969, c. 28)	Reg. 77-604	17-10-77	5793	N
Hunting arms allowed (Collective Agreement Decrees Act, 1964, c. 143)	Reg. 77-605	17-10-77	5795	N
James Bay Munic. - Ord. No. 219 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-584	03-10-77	5773	
James Bay Munic. - Ord. No. 230 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-511	02-09-77	5761	
James Bay Munic. - Ord. No. 231 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-467	26-08-77	5757	
James Bay Munic. - Ord. No. 232 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-468	26-08-77	5759	
James Bay Munic. - Ord. No. 233 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-526	12-09-77	5769	
Leather glove - Province - Approval of constitution (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)			5851	Notice
Lotteries and Races Act - Horse racing officials service (Crop Insurance Act, 1974, c. 31)	Reg. 77-604	17-10-77	5793	N
Mixed farming crop, individual plan..... (Crop Insurance Act, 1974, c. 31)			5897	Draft
Millinery (Ladies and children) - Province (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)	Reg. 77-639	28-10-77	5815	M

INDEX — Concluded

Regulations — Statutes	No.	Registration Date	Page	Comments
Montreal Urban Community Act — Appointment of the director of the Police Department..... (1969, c. 84)	Reg. 77-513	02-09-77	5763	
Musicians — Montreal..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)			5899	Draft
Partial transfer of permit — Allen's Cartage Ltd. and Loomis Courier Inc. — Application..... (Transport Act, 1972, c. 55)	Reg. 77-613	17-10-77	5803	
Petroleum refineries — Liquid effluents..... (Environment Quality Act, 1972, c. 49)	Reg. 77-585	03-10-77	5775	N
Population of the municipalities for purposes of subsidies (Act respecting subsidies to municipalities of 10,000 or more inhabitants, 1977, Bill 8)	Reg. 77-596	07-10-77	5789	N
Positions or office of a casual nature and the incumbents thereof..... (Civil Service Act, 1965 sess. 1, c. 14)	Reg. 77-516	07-09-77	5765	M
Professional Code — Dieticians — Advertising..... (1973, c. 43)	Reg. 77-618	21-10-77	5845	Notice
Prospecting for mines in the Laurentides Provincial Park..... (Provincial Parks Act, R.S. 1964, c. 201)	Reg. 77-610	17-10-77	5799	N
Provincial Parks Act — Prospecting for mines in the Laurentides Provincial Park..... (R.S. 1964, c. 201)	Reg. 77-610	17-10-77	5799	N
Shirt — Province..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)	Reg. 77-640	28-10-77	5817	M
Subsidies to municipalities of 10,000 or more inhabitants, Act respecting... — Determination of the population of the municipalities for purposes of subsidies..... (1977, Bill 8)	Reg. 77-596	17-10-77	5789	N
Transfer of permit — Courier Trans-Québec and Loomis Courier Inc. — Application..... (Transport Act, 1972, c. 55)	Reg. 77-612	17-10-77	5801	
Transport Act — Application for partial transfer of permit — Allen's Cartage Ltd. and Loomis Courier Inc..... (1972, c. 55)	Reg. 77-613	17-10-77	5803	
Transport Act — Application for transfer of permit — Courier Trans-Québec and Loomis Inc..... (1972, c. 55)	Reg. 77-612	17-10-77	5801	
Wild-life Conservation Act — Hunting arms allowed..... (1969, c. 58)	Reg. 77-605	17-10-77	5795	N



TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 77-467	2801-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 231.....	5757
Règ. 77-468	2802-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 232.....	5759
Règ. 77-511	2905-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 230.....	5761
Règ. 77-513	2921-77	Justice	Nomination du directeur du service de police de la C.U.M. / <i>Appointment of the director of the Police Department of the M.U.C.</i>	5763
Règ. 77-516	C.T. 107647	Conseil du trésor	Emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires / <i>Positions or offices of a casual nature and the incumbents thereof (Mod. / Amend.)</i>	5765
Règ. 77-526	2982-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 233.....	5769
Règ. 77-584	3227-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 219.....	5773
Règ. 77-585	3228-77	Environnement	Raffineries de pétrole / <i>Petroleum refineries</i> - Ef- fluents liquides / <i>Liquid effluents</i>	5775
Règ. 77-596	2870-77	Affaires municipales	Détermination de la population des municipalités pour fins de subvention / <i>Determination of the population of the municipalities for purposes of subsidies</i>	5789
Règ. 77-604	3375-77	Revenu	Service des juges de courses / <i>Horse racing officials service</i>	5793
Règ. 77-605	3382-77	Tourisme, chasse et pêche	Armes de chasse permises / <i>Hunting arms allowed</i>	5795
Règ. 77-610	3387-77	Tourisme, chasse et pêche	Recherche et exploration minière dans le Parc des Laurentides / <i>Prospecting for mines in the Laurentides Provincial Park</i>	5799
Règ. 77-612	3408-77	Transports	Requête en transfert de permis / <i>Application for transfer of permit</i> - Courrier Trans-Québec Inc. - <i>Loomis Courier Inc.</i>	5801
Règ. 77-613	3409-77	Transports	Requête en transfert partiel de permis / <i>Application for partial transfer of permit</i> - Allen's Cartage Ltd. - <i>Loomis Courier Inc.</i>	5803

TABLE DES MATIÈRES — Suite / TABLE OF CONTENTS — Continued

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 77-618	3468-77	Éducation	Diététistes / <i>Dieticians</i> – Publicité / <i>Advertising</i>	5845
Règ. 77-635	3634-77	Travail et main-d'œuvre	Automobile – Arthabaska et al (Mod. / <i>Amend.</i>)	5805
Règ. 77-636	3635-77	Travail et main-d'œuvre	Coiffeurs (Hommes et dames) / <i>Hairdressers (Men's and ladies')</i> – Roberval (Mod. / <i>Amend.</i>)	5807
Règ. 77-637	3636-77	Travail et main-d'œuvre	Camionnage – Première et troisième parties / <i>Cartage Parts I and III</i> – Montréal (Mod. / <i>Amend.</i>)	5809
Règ. 77-638	3637-77	Travail et main-d'œuvre	Camionnage / <i>Cartage</i> – Québec (Mod. / <i>Amend.</i>)	5813
Règ. 77-639	3038-77	Travail et main-d'œuvre	Chapellerie (Dames et enfants) / <i>Millinery (Ladies and children)</i> – Province (Mod. / <i>Amend.</i>)	5815
Règ. 77-640	3639-77	Travail et main-d'œuvre	Chemise / <i>Shirt</i> – Province (Mod. / <i>Amend.</i>)	5817
Règ. 77-642	3641-77	Travail et main-d'œuvre	Employés de garage / <i>Garage employees</i> – Drummond (Mod. / <i>Amend.</i>)	5829
Règ. 77-643	3642-77	Travail et main-d'œuvre	Employés de garage / <i>Garage employees</i> – Québec (Mod. / <i>Amend.</i>)	5831
Règ. 77-644	3643-77	Travail et main-d'œuvre	Entretien d'édifices publics / <i>Building service employees</i> – Montréal (Mod. / <i>Amend.</i>)	5833
Règ. 77-645	3645-77	Travail et main-d'œuvre	Meuble / <i>Furniture</i> – Province (Mod. / <i>Amend.</i>)	5835
Règ. 77-649	3647-77	Travail et main-d'œuvre	Camionnage / <i>Cartage</i> – Montréal (Mod. / <i>Amend.</i>) ...	5843

AVIS

Diététistes – Publicité

Gant de cuir – Province – Approbation de statuts

NOTICES

Dieticians – Advertising

Leather Glove – Province – Approval of constitution

5845

5851

TABLE DES MATIÈRES — Fin / TABLE OF CONTENTS — Concluded

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
PROCLAMATIONS			PROCLAMATIONS	
Assurance-récolte, Loi sur l'... - Entrée en vigueur des trois premiers alinéas de l'article 44 le 19 octobre 1977			Crop Insurance Act - Coming into force of the first three paragraphs of section 44 on 19 October 1977	5853
Convention de la Baie James et du Nord québécois, Loi approuvant la ... - Entrée en vigueur de certaines dis- positions le 31 octobre 1977			Agreement concerning James Bay and Northern Qué- bec, Act approving... - Coming into force of certain provisions on 31 October 1977	5855
Financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale, Loi régissant le ... - Entrée en vigueur d'une partie le 26 octobre 1977			Financing of political parties and to amend the Election Act, Act to govern the ... - Coming into force of a part on 26 October 1977	5857
PROJETS DE RÈGLEMENTS			DRAFT REGULATIONS	
Automobile - Saguenay - Lac St-Jean			Automobile - Saguenay - Lac St-Jean	5859
Bleuets, système collectif - Assurance			Blueberries, collective plan - Insurance	5869
Céréales cultivées pour la semence - Assurance			Cereal cultivated for seeds - Insurance	5877
Coiffeurs (Hommes et dames) - Victoriaville			Hairdressers (Men's and ladies') - Victoriaville	5891
Fourrure, détail - Montréal			Fur, retail - Montreal	5893
Grande culture, système individuel - Assurance			Mixed farming crop, individual plan - Insurance	5897
Musiciens - Montréal			Musicians - Montreal	5899



FORESTERIE

Les feuillus du Québec

1- La ressource

par Jean-Louis Boivin et Robert Lafrance

Min. Terres et Forêts
Québec, 1977. 201 p., tabl., cartes, 28 cm
— (Document de COGEF)
ISBN 0-7754-2837-X
EQQ 3039, broché

\$ 3.00

Méthodes et matériel d'exploitation forestière

1- Analyse

par Gérald Gagné... (et autres)

Min. Terres et Forêts
Québec, 1977. 163 p., ill., tabl., bibl., 28 cm
— (Document de COGEF)
ISBN 0-7754-2860-4
EQQ 3122, broché

\$ 3.00

Plan provisoire de mise en valeur et d'allocation des ressources de matière ligneuse du Québec

par Claude Godbout et Louis-Jean Lussier

Min. Terres et Forêts
Québec, 1977. 25 p., graph., cartes, 27 cm
— (Document de COGEF)
ISBN 0-7754-2871-X
EQQ 3033, broché

\$ 1.00

Quelques notes en marge du calcul de la possibilité forestière

par Jean-Louis Lussier en collaboration

Min. Terres et Forêts
Québec, 1977. 63 p., tabl., graph., cartes, 28 cm
— (Document du COGEF)
ISBN 0-7754-2839-6
EQQ 3038, broché

\$ 1.00

Traitements et stratégies sylvicoles applicables à divers peuplements forestiers du Québec

par Paul-Émile Vézina... (et autres)

Min. Terres et Forêts
Québec, 1977. 258 p., tabl., bibl., 28 cm
— (Document de COGEF)
ISBN 0-7754-2845-0
EQQ 3048, broché

\$ 3.00

ORGANISATION SOCIALE

Analyse structurelle à moyen terme de l'économie du Québec

par Ronald Carré... [et autres]

Min. Conseil exécutif. Office de planification
et de développement du Québec
Québec, 1977. 262 p., tabl., 28 cm
— (Études et recherches)
ISBN 0-7754-2836-1
EQQ 3037, broché

\$ 5.00

Évolution démographique du Québec

par Hervé Gauthier

Min. Conseil exécutif. Office de planification
et de développement du Québec
Québec, 1977. 168 p., tabl., graph., bibl., 27 cm
— (Études et recherches)
ISBN 0-7754-2870-1
EQQ 3132, broché

\$ 5.00

Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires: Règlement (règles de pratique) = *An Act to Promote Conciliation Between Lessees and Property-Owners: Regulation (rules of practice)*

Min. Justice. Régie des Loyers
Québec, juillet 1977. 98 p., 24 cm
ISBN 0-7754-2726-8
EQQ 3133, broché

\$ 3.00

Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux = *Regulation Concerning Industrial and Commercial Establishments*

Min. Travail et Main-d'oeuvre
Québec, juillet 1977. 83 p., 24 cm
ISBN 0-7754-2847-7
EQQ 3045, broché

\$ 1.85



**L'ÉDITEUR OFFICIEL
DU QUÉBEC**

1283, BOUL. CHAREST OUEST
QUÉBEC G1N 2C9

Où se procurer les publications vendues par le Gouvernement du Québec



Commandes postales

L'Éditeur officiel du Québec
1283, boul. Charest ouest
Québec
G1N 2C9

Librairies de l'Éditeur officiel du Québec

Québec:

Place Sainte-Foy
Tél.: 643-8035

Montréal:

150, rue Sainte-Catherine ouest
Tél.: 873-6101

Cité parlementaire:

Centre administratif "G"
Rez-de-chaussée
Tél.: 643-3895

Hull:

662, boul. Saint-Joseph
Tél.: 770-0111

Trois-Rivières:

418, rue des Forges
Tél.: 375-4811

Librairies dépositaires:

Amos:

Librairie Querbes
241, 1ère Avenue ouest
Tél.: 732-5201

Montréal:

Wilson & Lafleur
39, rue Notre-Dame ouest
Tél.: 288-7153

Toronto (Ontario):

Librairie Garneau Ltée
1253, Bay Street
Tél.: 923-4678

Chicoutimi:

Librairie Régionale Inc.
461, rue Racine est
Tél.: 549-1767

Valleyfield:

Librairie Boyer
10, rue Nicholson
Tél.: 373-6211

Rouyn:

Service Scolaire
150, Perreault est
Tél.: 764-5166

Joliette:

Librairie René Martin Inc.
598, Saint-Viateur
Tél.: 759-2822

Rimouski:

EBEQ
150, Ave. de la Cathédrale
Tél.: 723-8521

Sept-Iles:

Communication-Québec
660, boul. Laure
Tél.: 968-2806

Sherbrooke:

Librairie Dussault
Carrefour de l'Estrie
Tél.: 569-9957

Université de Sherbrooke:

Tél.: 569-9460